

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

*« La Fraternité qui unit les citoyens
« d'un peuple libre rend commun à tous
« les individus du Corps social le dommage
« occasionné à l'un de ses Membres. »*

Loi du 11 Août 1792.

LOI DU 17 AVRIL 1919

SUR LA

RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE

PAYEMENT ET AVANCES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le 16 Juin 1921

PAR

L. GRENINGER ✱, ✱

Président : M. TRUCHY.

Professeurs agrégés : MM. JACQUELIN, ROLLAND.

TROYES

GRANDE IMPRIMERIE DE TROYES

126 - RUE THIERS - 126

1921

LOI DU 17 AVRIL 1919

SUR LA

RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

*« La Fraternité qui unit les citoyens
« d'un peuple libre rend commun à tous
« les individus du Corps social le dommage
« occasionné à l'un de ses Membres. »*

Loi du 11 Août 1792.

LOI DU 17 AVRIL 1919

SUR LA

RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE

PAYEMENT ET AVANCES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le 16 Juin 1921

PAR

L. GRENINGER ❄️ ❄️



Président : M. TRUCHY.

Professeurs agrégés : MM. JACQUELIN, ROLLAND.

TROYES

GRANDE IMPRIMERIE DE TROYES

126 - RUE THIERS - 126

1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

L'armistice vient d'apaiser le bruit des armées affrontées. Nous traversons la plaine immense, chaos sans nom. Les hommes ont fait trembler la terre elle-même, bouleversé le tréfonds virginal pour y chercher abri contre la tourmente. Au centre d'une cuvette légère, citée morte, Lens repose. On retrouve la trace de la voie principale et les arasements qui la bordent, émergeant à peine, font songer aux fouilles récentes, remettant à jour les antiques nécropoles ensevelies.

Nous nous arrêtons devant les ruines de la fosse 15.

Le magnifique chevalement, orgueil de la science des mines, est un amas de fer tordus, arrachés ; il est impossible de voir un seul morceau de petite longueur non déchiqueté ou troué : qu'on imagine une tour Eiffel brusquement écrasée au ras du sol.

Des travailleurs chinois préparent le repas du soir.

Comme à Ninive ou Babylone, des monceaux de terre et de briques indiquent la place des maisons. Là-bas, ce tas plus gros révèle une église, cette petite masse brune une maison ouvrière ; ici, ces soubassements de pierre, ces débris de colonnes, ces mosaïques évoquent l'opulente demeure d'un personnage, mais on chercherait en vain son nom sur quelque tablette durcie.

De même qu'auprès des illustres cités, des Orientaux vivent indifférents.

Pourtant, ces rues, nous les avons vues autrefois si vivantes, si pleines, aux jours de fêtes, de l'allégresse d'un peuple dont il ne reste rien ! Où sommes-nous donc ?...

Et, l'esprit balloté de souvenirs ou de rêves, il nous semble marcher à l'ombre des villes immortelles et lointaines.

Tout-à-coup, loin dans la lande, un peu de terre s'anime. Trébuchants parmi les trous d'obus, nous distinguons un homme, une femme, des enfants traînant péniblement des tôles et du bois.

Ce peuple n'est pas mort, il est dispersé. Renaissant, il nous donne déjà l'impression réconfortante du travail, il vient réparer le désastre, et la vision prend la valeur d'un symbole.

Ce simple déclic du présent illumine l'avenir d'espérances nouvelles.

Sans doute, les ruines sont semblables, mais les civilisations anciennes se sont effondrées entre deux déserts, alors que celui qui s'étend sous nos yeux est un abîme séparant deux civilisations. Bien mieux, un trou creusé dans une civilisation unique, celle dont la paix romaine de Jules César a posé les bases et la nation française assuré l'existence et le développement historique.

L'effort niveleur du temps doit produire des effets contraires. Là-bas, le sable a tout envahi ; un à un, chaque grain a formé le linceul. Ici, les parties épargnées tendent déjà à se rejoindre et combler le vide. Un à un, des hommes vont répéter les gestes qu'au cours des siècles, d'autres hommes ont faits en fondant ces cités prospères.

Tâche immense à leur faiblesse extrême. Tâche démesurée et peut-être impossible...

La blessure faite à la terre de France rappelle les plaies profondes ouvrant béantes les chairs vives. Et ces hommes font songer aux leucocytes apportant inutilement leurs matériaux au bord d'un abîme.

Pour cicatriser une telle blessure, l'intervention du chirurgien est nécessaire. L'art consiste, après un nettoyage sommaire, à rapprocher les principaux vaisseaux, rétablir la circulation, maintenir les lèvres par quelques points de suture, puis à laisser faire la nature.

De même, seule, la main de l'Etat a une puissance suffisante pour rétablir les communications détruites, réunir les premiers moyens, protéger l'initiative individuelle contre toute entrave à son libre exercice, dans les limites compatibles avec l'intérêt général et le respect des droits.

Toujours, l'élément constructeur est individuel ; il suffit de maintenir autour de lui le milieu convenable à son développement. Le chirurgien se borne à surveiller la reconstitution cellulaire, écartant simple-

ment les obstacles à l'activité des éléments, pratiquant surtout l'asepsie, car, si l'antisepsie détruit quelquefois les microbes ennemis, elle arrête bien souvent la formation des cellules nouvelles.

Ainsi, le programme de travail s'estompe, puis se précise.

Et notre pensée se reporte vers Paris, sur les hommes de bonne volonté qui ont dégagé de bonne heure cette notion simple : Au début large intervention de l'Etat, puis confiance à l'individu.

D'éminents professeurs de la Faculté de droit, groupés autour de M. le Doyen Larnaude, ont, au Comité national pour la réparation intégrale des dommages de guerre, préparé, par des conférences, des brochures, des tracts, les lignes essentielles d'une loi de réparation (1).

Des industriels, sous la présidence de M. Charles Laurent, ont créé l'Association centrale pour la reprise de l'activité économique et prévu, en pleine guerre, la part d'effort à demander immédiatement à l'Etat dès la libération du territoire.

* * *

(1) Les publications du Comité national d'action pour la Réparation intégrale des Dommages de Guerre. présidé par M. le Doyen LARNAUDE. Ces publications comprennent plusieurs fascicules parus en 1915, 1916, 1917. Chacun d'eux est désigné par une lettre, voir en particulier, les études et rapports de MM. Joseph BARTHÉLEMY (*Le principe de la réparation intégrale*), fascicules B et K ; FORGEOT (*Notion juridique de l'invasion*), fascicule C ; HAURIOU (*Principe et étendue du droit à indemnité*), fascicule C ; MOREAU (*Décret du 4 février 1915*), fascicule D ; H. BERTHÉLEMY (*Procédure des actions en réparation*), fascicule E ; TRUCHY (*Détermination du montant des indemnités*), fascicule E ; LARNAUDE (*Réparation des dommages de guerre*), fascicules G et O ; CARRÉ DE MALBERG (*Fondement du droit à réparation*), fascicule H ; GAVET (*Explications théoriques sur le fondement du droit*), fascicule I ; WAHL (*Réparation du préjudice indirect en droit civil*), fascicule J ; WEISS (*Réparation des dommages au point de vue du droit international*), fascicule J ; LACOUR (*Dommages maritimes*), fascicule J ; HENRY (*Solidarité communale et réquisitions ennemies en 1870*), fascicule J, (*La Révolution et la réparation des dommages de guerre*), fascicule U ; MICHoud (*Jurisprudence administrative sur le dommage direct et matériel et la question des dommages de guerre*), fascicule L ; DE BÉCK (*Réparation au point de vue de la nationalité des victimes et du lieu où les dommages ont été subis*), fascicule M ; WÉBER (*Dommages aux colonies*), fascicule M ; VALÉRY (*Vol et perte des titres de bourse*), fascicule V. Nombreux articles de journaux publiés par M. DELOMBRE, dans le journal *Le Temps*, de 1914 à 1919. Ces derniers articles ont été réunis en un volume publié par le Comité national d'Action.



Deux ans sont passés, les ruines ne sont plus seules. De coquettes maisons blanches abritent ceux que l'amour de cette terre bénie a ramenés vers elle. Les routes sont refaites. Les trains sont plus fréquents sur les voies plus nombreuses. Des champs sont cultivés. Et les ruines s'animent.

Il semble que peu de chose ait changé et cependant l'effort a été appréciable. Rendons simplement hommage à tous ceux qui ont amorcé ce relèvement, surtout aux humbles, aux sinistrés eux-mêmes, car ils ont le plus souffert ; ils ont vécu des jours sans pain et leurs espoirs ont été souvent déçus.

L'histoire de la reconstitution est passionnante. Nous voudrions montrer l'œuvre entière : la lutte patiente des habitants, les premiers élans de générosité des pouvoirs publics.

Nous devons nous borner seulement à ne voir qu'un aspect de la question, mais primordial. Nous exposerons comment l'Etat a organisé le paiement éventuel des dommages causés aux biens, par quels moyens pratiques d'avances immédiates il a pu faire face aux premiers besoins.

Notre étude se divise donc naturellement ainsi :

- I. — Le paiement organisé par la loi du 17 avril 1919.
- II. — Les avances diverses consenties par de nombreuses circulaires groupées par objet.
- III. — Les organes, c'est-à-dire l'examen des organismes administratifs publics et privés à l'aide desquels les avances sont consenties et les paiements effectués.
- IV. — Les résultats donnant, sous forme de graphiques et de tableaux, le résumé de ce qui a été fait jusqu'au 31 décembre 1920.

Nous nous sommes efforcé d'être aussi clair que possible. Les documents formant la base de cette étude se trouvent à la disposition des plus modestes citoyens. Ils sont nécessairement incomplets ; de ce fait, certaines opinions émises peuvent être sujettes à révision ; nos scrupules scientifiques nous ont parfois fait craindre de former des jugements téméraires. Nous nous en excusons d'avance.

Les gens pressés pourront se dispenser de lire le texte, ils en sauront tout autant en regardant les tableaux et... les images.

LE PAYEMENT

De quelques considérations sur le point de vue juridique du droit et les préoccupations économiques d'ordre financier

L'étude des moyens de paiement retient inévitablement l'attention sur l'opposition primitive de deux idées, sur le contraste entre le point de vue juridique du principe du droit à réparation intégrale des dommages de guerre et les préoccupations économiques d'ordre financier.

Possibilités financières.

Il est clair que tout système de paiement est conditionné par les possibilités financières.

Mais ces mots « possibilités financières » ont un sens indéterminé. Un « contenu » si incertain que les modalités adoptées pour le paiement peuvent à leur tour en élargir la substance d'une façon considérable.

Deux débiteurs ayant même dette et mêmes ressources auront des « capacités financières » différentes si l'un mène vie joyeuse, si l'autre est économe, et leurs « disponibilités » varieront encore dans de plus grandes proportions s'il leur est permis de se créer des ressources, imposé des échéances raisonnables.

Aussi a-t-on senti de bonne heure la nécessité de rechercher à quel titre l'individu pouvait être fondé à attendre de l'État les sommes nécessaires à la re-

Base d'une indemnité.

constitution des biens détruits. Les solutions ont été nombreuses. Leur critique consiste toujours à comparer parallèlement l'idée maîtresse qui les inspire; d'une part aux principes de justice, c'est le point de vue juridique; d'autre part au cadre des « possibilités financières » du moment, ou tout au moins de l'idée que l'on peut en avoir, c'est le point de vue économique.

Nous en ferons une rapide esquisse historique.

Droit élémentaire
individuel.

Après toute lutte, l'idée élémentaire qui se présente naturellement à l'esprit de la victime d'un dommage, est celle de la responsabilité absolue de l'ennemi. Cette idée est de tous les temps et de tous les pays; elle s'exprime sous une forme imagée : « qui casse les verres les paye ». Elle est consacrée par l'article 1382 du Code civil. « Tout fait quelconque de l'homme, « qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la « faute duquel il est arrivé à le réparer ». Dans les sociétés primitives, elle se réalise par la reprise brutale, à plus ou moins grande échéance, des femmes et des troupeaux ravis par l'agresseur, par la vengeance, par une compensation d'ordre quelconque.

Ce droit naturel est essentiellement individuel, il ne peut être détruit, la résistance de l'adversaire ne le supprime pas.

À l'issue de la dernière guerre, il a eu parfois l'occasion de s'exercer, quand les sinistrés eux-mêmes ont recherché en Allemagne les machines ou les œuvres d'art qui leur avaient été volées. On a vu des industriels entrer directement en relation avec le recéleur, passer des conventions privées déterminant des conditions d'indemnisation, ayant tout au moins l'avantage de régler immédiatement la question du dommage et de laisser entière, à la charge de l'État allemand celle du paiement.

Droit privé.

Droit public.

Une telle procédure suppose la victoire et se limite aux quelques cas où il s'agit d'un corps individualisé dont on a retrouvé le détenteur. D'autre part, le droit positif n'assure au particulier lésé ni action individuelle, ni juridiction devant laquelle il puisse

obtenir justice. Le plus souvent, l'auteur du dommage se perd dans la foule anonyme d'une unité, compagnie, régiment, de l'armée ennemie tout entière. Nous quittons peu à peu le domaine du droit privé pour entrer dans celui du droit public. Le véritable responsable, c'est l'État ennemi, contre lequel l'individu n'a aucun recours. Mais, est-ce à dire que le droit individuel doit disparaître ? Le devoir de l'État est, au contraire, d'assurer le développement le plus large du droit individuel de ses nationaux dans les limites compatibles avec ses propres droits.

Ainsi, ce droit, né en l'individu, se trouve pratiquement annihilé dans son exercice, mais non dans son essence. Il est réduit à l'impuissance par suite de la complication de plus en plus grande des groupements sociaux, de l'extension des attributions de l'État, de l'évolution du droit positif, du développement du droit public. L'individu, impuissant non seulement dans la défaite, mais dans la victoire même, est donc fondé à se tourner vers la collectivité, qui lui répondra selon ses conceptions de la notion d'État, de ses devoirs et de ses droits.

Droit méconnu.

Et, tout d'abord, l'État oppose une fin de non-recevoir. « Tous les sujets, dit Vattel, sont exposés à ces « dommages ; malheur à celui sur qui ils tombent ; « on peut bien, dans une société, courir ce risque « pour les biens, puisqu'on le court pour la vie » (1). « Si l'État devait dédommager tous ceux qui perdent « de cette manière, les finances publiques seraient « bientôt épuisées ». On reconnaît cependant « l'obligation morale pour l'État de réparer les dommages « de l'invasion » et Vattel précise même « qu'il y a « heureusement des obligations morales qui ont « autant de force que des obligations juridiques » (2). « Il est bien des dettes sacrées pour qui connaît ses « devoirs, quoiqu'elles ne donnent pas d'action contre

Obligation morale.

(1) WATTEL, *Droit des gens*, § 232, tome III, p. 116.

(2) JOSEPH BARTHÉLEMY, *Le Principe de la réparation intégrale des dommages causés par la guerre*, fasc. B, avril 1915.

« lui » (1), Grotius (2), affirme aussi « que l'État est
« moralement obligé de dédommager ceux qui perdent
« leurs biens, mais il ajoute que la loi civile peut
« établir l'irresponsabilité pour exciter par là chaque
« sujet à défendre plus vigoureusement ce qui lui
« appartient ».

L'idée même d'une action contre l'État ne pouvait effleurer l'esprit. La conception de la souveraineté royale était incompatible avec celle de voir l'État plaider du même côté de la barre que l'un de ses sujets. On pouvait admettre, au plus, une idée de devoir, celle d'un acte de générosité, car être généreux c'est encore être souverain. Et l'on n'est pas tenu d'être généreux au-delà de ses moyens présents.

Le triomphe des principes démocratiques posés par la Révolution permet d'entrevoir l'existence possible d'un droit à réparation.

Transposition
possible du droit
privé dans le
domaine du droit
public.

Jusque-là, il était impossible de transposer juridiquement le droit privé de l'individu dans le domaine du droit public, parce que le droit public ancien répudiait complètement ce point de vue. Avec le droit public nouveau, il est permis d'envisager la possibilité d'une telle transposition, on conçoit théoriquement un « jus novum » : le droit à une action en réparation de l'individu contre l'État devant une juridiction déterminée.

Ainsi, pendant longtemps, le droit individuel à réparation est sacrifié par l'État, qui peut tout au plus s'arrêter à l'idée de secours, idée d'autant plus lointaine des réalisations que le Trésor était toujours vide.

Reconnaissance
du droit.

Au contraire, l'Assemblée législative a le sentiment très net que les victimes de « faits de guerre » ont droit à la réparation intégrale. « Il est entré dans l'intention
« de tous que, si quelques-uns d'entre eux étaient
« appelés, dans des moments de danger, à faire de
« plus fortes mises dans la société, ils en seraient

(1) Vattel *Droit des gens*, livre III, § 232.

(2) GROTIUS, *De jur. belli.*, titre 3, titre 20, §§ 7 et 8.

« remboursés aussitôt que le retour de l'ordre aurait
« permis de les prendre en considération...

« ...Il serait inouï que, pour se mettre à l'abri de ce
« remboursement, on répondît à l'homme riche que
« le dommage n'a pas amené pour lui le besoin. Il ré-
« pliquerait avec raison que l'effet que ce versement
« a produit a été de conserver à ses frères de l'inté-
« rieur tout ce qu'ils possédaient, au riche son superflu
« comme à l'homme médiocre son nécessaire, et que
« la distinction qu'on voudrait faire est une de ces
« contradictions que la loyauté française ne peut
« adopter (1).

Enfin, elle affirme ce droit de la manière la plus parfaite : « La Fraternité qui unit les citoyens d'un peuple
« libre rend commun à tous les individus du corps
« social le dommage causé à l'un de ses membres » (2).

L'idée que l'État ne peut se désintéresser des sinistres est donc définitivement entrée dans les esprits. On est même d'accord pour dire qu'il doit faire des sacrifices en leur faveur. Le souci de tenir les engagements pris, le souci de ménager le Trésor circonscrivent maintenant la discussion entre deux idées : droit ou secours.

Droit, c'est-à-dire obligation certaine que l'État ne crée pas, mais organise; réparation intégrale pour laquelle l'effort financier doit être maximum, liberté entière dans l'emploi de l'indemnité. C'est la garantie de la justice.

Droit ou secours.

Secours, c'est-à-dire liberté laissée au Parlement pour la fixation du montant et de l'échéance, le choix des bénéficiaires; liberté d'imposer des conditions d'emploi.

C'est le triomphe de l'arbitraire.

Les Assemblées révolutionnaires réunies en vue d'établir et assurer l'ordre des finances, adoptent, naturellement, le principe qui les charge le plus, mais

(1) Rapport de MAIGRET, le 27 février 1793.

(2) Loi du 11 août 1792.

c'est dans l'exposé des motifs, car le dispositif n'offre en fait, qu'un modeste secours.

« Ce furent les obstacles matériels provenant de la « situation financière, qui vinrent paralyser la mise « en œuvre par la Convention des principes qu'elle « avait posés ; mais les principes n'en restent pas « moins certains » (1).

Le Directoire, l'Empire, la Restauration accordent des secours, des dégrèvements, des subventions en nature et en argent, dans la limite très étroite permise par le désarroi du Trésor.

Opposition de
M. Thiers à l'idée
de droit.

Après la guerre de 1870-71, la Commission de l'Assemblée Nationale, sur le rapport de M. Albert Grévy, reconnaît le principe du droit à la réparation des dommages subis au cours des hostilités, mais la majorité de l'Assemblée rejette ce principe et la loi du 11 septembre 1871 envisage un simple dédommagement partiel, à titre d'assistance. On écarte l'idée d'un droit, parce que la France est vaincue et doit payer à l'Allemagne une rançon considérée comme écrasante. Cette préoccupation de la sauvegarde des finances publiques pousse M. Thiers, chef de l'exécutif, à combattre devant l'Assemblée la reconnaissance du droit à réparation. Il invoque sans cesse, au cours de la discussion, « les intérêts de l'État qui, lui aussi, a beaucoup souffert et mérite des ménagements »... « Il y a, de l'autre côté, l'intérêt le plus sacré, celui du Trésor et du crédit public »... « Vous marchez à l'inconnu », menace M. de Ventavon ; « c'est une épée de Damoclès que vous suspendez sur le Trésor », ajoute M. Randot.

Ces paroles vont au cœur des députés issus du suffrage censitaire.

Le montant des dommages directs, évalué à 657 millions, fut arrêté, en 1896, à 420 millions.

Deux cents millions furent le prix de l'iniquité...

(1) Joseph BARTHÉLEMY, *Le Principe de la réparation intégrale des dommages causés par la guerre*.

« Lorsque, par les récits des malheureux réfugiés...
 « la France apprit la dévastation systématique des
 « choses... elle fut remplie d'indignation et de colère
 « contre l'envahisseur, de pitié infinie pour les vic-
 « times, et aussi de fervente solidarité. Elle comprit
 « qu'il y aurait une souveraine injustice à laisser
 « les marches du pays, c'est-à-dire les parties du
 « territoire prédestinées, par leur situation géogra-
 « phiques, à être ou des routes d'invasion ou des
 « champs de bataille, supporter, seules, et sans répa-
 « ration, des dommages qu'en fin de compte elles
 « avaient subis pour le profit de tous.

Elle comprit aussi qu'en accumulant ainsi les
 « ruines, c'était elle, la France, que l'ennemi avait
 « voulu atteindre, c'étaient les sources de production
 « les plus fécondes qu'il avait voulu tarir, et que le
 « le meilleur moyen de déjouer ce calcul, c'était de
 « rétablir la prospérité ancienne et de rendre la vie
 « à des régions qu'il pouvait espérer avoir frappées
 « à mort » (1).

Aussi, répudiant toute idée de secours, d'accord
 avec le sentiment national que l'idée de justice devait
 tout d'abord s'affirmer, et confiant dans le pays pour
 se procurer les ressources nécessaires, le gouvernement
 de la III^e République, dans une déclaration solennelle,
 le 22 décembre 1914, proclame devant les Chambres
 le droit de ceux qui ont souffert de l'invasion à être
 indemnisés.

Le champ de la discussion se circonscrit davantage.
 L'idée de droit est dans les cœurs, il s'agit main-
 tenant, d'en assurer dans les esprits les fondements
 logiques, afin de lui donner le plus large épanouis-
 sement. Sur ce point, l'œuvre du Comité national
 d'action pour la réparation intégrale des dommages
 causés par la guerre fut des plus fécondes.

Malgré l'intérêt puissant qui puisse nous attacher
 à ces discussions juridiques, nous ne pouvons re-

Reconnaissance
 définitive du
 droit.

(1) Rapport de la Chambre des Députés, par M. DESPLAS, du 13 juillet 1916.

prendre, même pour les résumer, les savantes études faites pour inonder de lumière la justification théorique de l'idée de réparation, ce serait sortir du sujet imposé à notre examen.

La pensée d'un droit naturel, jaillie spontanément de la conscience nationale, n'aurait pas eu besoin de tant de justifications si, devant les Chambres, deux principes ne s'étaient violemment affrontés pour en déterminer les bases. Principe d'un droit individuel et celui d'un droit nouveau, d'un « devenir », d'un droit social. Et ce sont encore des considérations économiques et financières qui animent la discussion.

Droit
individuel.
Droit social.

Les hommes sont toujours en quête de principes leur permettant d'assurer leur conduite dans la ligne choisie pour des motifs d'intérêts du moment. Devant la crainte des exigences du droit individuel on s'est jusqu'alors retranché derrière l'idée de secours ; celle-ci étant irrémédiablement condamnée (1), on dresse les batteries d'un droit social. Notre étude des possibilités financières nous oblige à suivre un instant la lutte de ces deux notions, car elle est au fond celle menée contre ce que l'on croyait être les exagérations des exigences financières du droit individuel.

« Nous assistons à la formidable rencontre de deux
« droits : le droit nouveau et le droit social, ce dernier
« se chargeant de corriger les injustices du droit
« ancien (2).

« C'est à un principe unique, éternel comme elle et
« qui fait sa grandeur, que la nation doit puiser le
« motif de son obligation : la dette imposée à sa souve-
« raineté par la solidarité (3).

L'idée de droit est donc indiscutablement dans les esprits depuis 1914.

(1) Exposé des motifs du projet du 11 mai 1915, p. 3 : « Le Gouvernement s'est résolu-
ment affranchi de ce précédent dans sa déclaration. Il a reconnu pour les intéressés le
droit, écartant ainsi l'idée de secours. Il a reconnu l'indemnité, écartant ainsi le système
des allocations ».

(2) M. VIVIANI, exposé des motifs, 23 décembre 1914.

(3) M. VIVIANI, exposé des motifs, 23 décembre 1914.

« La loi du 26 décembre 1914 était juridiquement
« nécessaire, puisque le droit positif actuel ne donnait
« aucune espèce de droit à réparation aux sinistrés.
« Et quand je parle du droit positif, je dis le droit
« civil, le droit administratif et le droit international... (1).

Droit social à la
Chambre.

...« Il faut d'abord que nous nous demandions sur
« quelle base nous avons assis ce que nous considérons
« comme le droit nouveau : ce sont deux idées générales et républicaines, l'idée d'égalité devant les
« charges de la guerre et de solidarité nationale...

...« La guerre actuelle est l'entreprise nationale par
« excellence...

...« Lorsqu'un associé, à l'occasion de ses affaires
« sociales, subit une perte, la société prend cette
« perte pour son compte...

...« Nous donnons aux sinistrés un recours à l'État
« français, non contre l'État... Le droit que nous
« créons n'est pas un droit privé, mais participe du
« droit public... Je vous prie d'avoir présent à l'esprit
« le double but poursuivi, à savoir, la réparation indi-

(1) La loi est issue de travaux préparatoires dont voici le résumé : Projet déposé par MM. VIVIANI, RIROT, MALVY et DOUMERGUE, le 11 mai 1915. Rapport à la Chambre des Députés, par M. DESPLAS, du 13 juillet 1916. Discussion aux séances de la Chambre des Députés, des 3, 5, 10, 12, 17, 19, 24 octobre 1916, 14, 16 novemb. 1916, 16, 18 et 23 janvier 1917 (*J. O.*, déb. parl. Chambre 1916, p. 1917 et s., 2026 et s., 2063 et s., 3039 et s., 3064 et s., 3111 et s., 3160 et s., 3360 et s., 3409 et s., ; 1917, p. 41 et s., 89 et s., 134 et s.). Rapport de M. RAYNALD au Sénat, du 3 août 1917 (annexe n° 315). Discussions aux séances du Sénat des 13, 20, 21, 22 décembre 1917 (*J. O.*, déb. parl. Sénat, p. 1056 et s., 1119 et s., 1138 et s., 1154 et s.). Rapports de M. EYMOND à la Chambre des Députés des 27 septembre 1918 et 6 décembre 1918 (*Annexes* n° 5021 et 1375). Avis de M. DUBOIS, au nom de la Commission du budget du 18 décembre 1918 (*Annexe* n° 5432). Discussions aux séances de la Chambre des Députés des 17, 18, 19, 24 décembre 1918, 17, 18, 21, 22, 23, 28, 29, 30 janvier 1919, 1^{er} février 1919 (*J. O.*, déb. parl., Chambre, 1918, p. 3411 et s., 3433 et s., 3463 et s., 3516 et s., ; 1919, p. 48 et s., 73 et s., 114 et s., 149 et s., 176 et s., 227 et s., 284 et s., 312 et s., 368 et s.). Rapport de M. RAYNALD au Sénat du 5 mars 1919 (*Annexe* n° 79). Discussion à la séance du Sénat du 25 mars 1919 (*J. O.*, déb. parl., Sénat, 1919, p. 324). Rapport à la Chambre des Députés de M. EYMOND, du 4 avril 1919 (*Annexe* n° 5946). Discussion aux séances de la Chambre des Députés des 10 et 11 avril 1919 (*J. O.*, déb. parl., Chambre, 1919, p. 1838 et s., 1877 et s.). Rapport au Sénat de M. RAYNALD, du 11 avril 1919 (*Annexe* n° 171). Discussion à la séance du Sénat du 17 avril 1919 (*J. O.*, déb. parl., Sénat, 1919 p. 622 et s.).

« viduelle et la réparation sociale... L'attributaire
« est le mandataire de la nation » (1).

Et tout cela pour justifier le droit, le devoir même
du législateur d'introduire dans la loi telle disposition
commandée par l'intérêt public, pour justifier le prin-
cipe du remploi, pour proclamer la déchéance de celui
qui ne remploie pas, car : « ce qui nous préoccupe, en
« effet, ce n'est pas tant le rétablissement du patri-
« moine que la renaissance de la cité tout entière,
« vivante comme hier, active comme hier. Vous vou-
« lez la revoir non pas seulement avec ceux que les
« bienfaits de l'héritage et les facilités de la vie avaient
« dotés d'un patrimoine, de ressources particulières.
« Vous voulez la revoir avec tous ses enfants auxquels
« elle doit l'existence, avec ceux qui n'avaient que
« leurs bras et leurs cerveaux » (2).

Droit
individuel
au Sénat.

Le 13 décembre 1917, M. L. Hubert, au Sénat,
rappelle les paroles de M. Desplas : « Le sinistré est
« le préposé de l'État dans la mission sociale que
« celui-ci a la charge de remplir ». — « Voilà, Messieurs,
« un honneur dont nous nous passerions volontiers, à
« moins de le partager avec tout le monde... M. Vi-
« viani a dit : « Nous réparerons la chose à travers
« l'individu, nous voyons à travers sa nature péris-
« sable des choses immortelles ». Que se passera-t-il
« quand, « à travers l'individu », le gouvernement
« aura réparé sa chose, sa maison ?

— M. Tournon : « L'individu sera mort »...

Et le Sénat n'a pas voulu la mort du droit indivi-
dual.

Ceci montre suffisamment comment se sont dressés,
dès le début, deux principes qui, si l'on en avait tiré
toutes les conséquences qu'ils postulent, étaient, à
coup sûr, inconciliables. Aussi, la loi examinée plus
loin porte-t-elle la marque d'une tentative curieuse
pour tenir compte de points de vue au premier abord
opposés.

(1) DESPLAS, Chambre des Députés, séance du 3 octobre 1916.

(2) Ernest LAFONT, Chambre des Députés, séance du 3 octobre 1916.

Or, reprenant notre idée du début, nous pensons qu'en matière de dommages individuels, il ne peut y avoir qu'un droit : le droit individuel né primitivement dans l'individu lésé, le reste n'est qu'arbitraire, secours ou droit social, c'est toujours l'arbitraire dissimulant le souci de distribuer arbitrairement les disponibilités des caisses publiques. Ce n'est pas, certes, que tous n'aient eu un égal souci de la question des possibilités financières, et les adversaires n'ont jamais été divisés sur le principe du respect de la signature de la France, mais les partisans du droit individuel savaient que, seule, l'observation rigoureuse de tout ce que la justice commande assure la prospérité des républiques.

Et, de fait, nous le verrons, par une de ces contradictions éternelles dont les actes des hommes donnent souvent la mesure, ceux qui défendaient âprement le Trésor aux dépens de la justice ont précipité son effondrement.

A l'égard de ce droit né dans l'individu, l'État n'a qu'un devoir de protection. La chose immortelle, c'est l'individu antérieur à l'État, à l'État dont la puissance grandit non pour écraser des esclaves, mais en vue d'assurer aux hommes le maximum de bien-être et de droits.

Fondement du
droit individuel.

Le droit individuel à réparation s'exerce par des moyens de droit public. Au point de vue international, tout recours lui étant interdit, la nation puise dans le principe de solidarité l'obligation d'organiser un recours à l'État qui, lui, personne internationale, peut sanctionner son droit par la victoire. « Il faudra imposer à l'Allemagne le remplacement en nature
« de tous les objets qu'elle a volés en France, ce sera
« le meilleur mode de réparation, le plus rapide et le
« plus efficace » (1).

A défaut du paiement intégral immédiat par l'ennemi, l'État cherche par tous les moyens le

(1) Edouard EYMOND, rapporteur du projet, Chambre des Députés, 17 décembre 1918.

triomphe du droit originaire de l'individu, il transpose le droit privé individuel dans le domaine du droit public, il organise le recours à l'État. Et, par cette transposition, le droit ne change pas de nature, il reste le même dans son essence, il assure son respect par de nouvelles sanctions, celles compatibles avec les principes du droit public. Par un acte de souveraine justice, l'État ne se crée pas, mais se reconnaît débiteur de l'individu, non débiteur à la façon du droit privé ; ainsi, il ne peut être « acculé à des mesures « qui compromettraient son crédit, à des exigences « immédiates et à des sommations inopportunes (1) ». Et cela, parce qu'entre l'individu et l'État n'existent pas de rapports économiques ordinaires, mais des rapports politiques. S'il est à l'honneur d'un gouvernement d'accepter sans réserve le principe du droit à réparation intégrale, on doit lui faire confiance et le laisser souverain juge de la question de savoir à quel moment et dans quelles conditions les « capacités financières » du pays lui permettent d'acquitter sa dette.

« Pendant la guerre, tout pour la défense nationale » (2).

Mais, dès les premières séances de la Chambre, la question qui devait bloquer celle des « capacités financières », la question des frais supplémentaires de remplacement, effraye un certain nombre de personnes.

« Si nous n'avions qu'à puiser dans une caisse qui « renfermerait les trésors d'Ali-Baba, je serais de « votre avis, mais supposez les dommages de guerre « atteignant le chiffre de 20 milliards, avec la thèse « de M. Puech, c'est 100 milliards que nous devons « verser. Où les trouverons-nous ? » (3).

(1) LARNAUDE, Doyen de la Faculté de Droit de Paris, Comité directeur du Comité national d'Action pour la réparation intégrale des dommages de guerre, séance du 11 janvier 1915.

(2) DESPLAS, Chambre des Députés, séance du 3 octobre 1916.

(3) SIMONET, Chambre des Députés, séance du 3 octobre 1916.

Et, dans la peur de verser ainsi des sommes trop considérables, on pense à obliger les sinistrés qui ont profité de la valeur de remplacement à tenir une comptabilité spéciale pendant 3 ans, et, lorsque les bénéfices réalisés dépasseront 15 0/0, il sera reversé à l'État 60 0/0 des autres bénéfices (1).

Pour trouver de l'argent, on songe aux moyens classiques : l'impôt et l'emprunt, auxquels on est décidé à demander tout ce qu'ils peuvent rendre. Mais, de bons esprits croient que ces moyens seront insuffisants. M. Charles Laurent forme le projet de fonder un établissement de crédit sur le modèle du Crédit Foncier, et le gouvernement retient cette idée.

Impôt.
Emprunt.

A la séance du 16 janvier 1917, M. Ceccaldi attaque notamment toutes les tractations tendant à introduire les intermédiaires de la finance dans la négociation des emprunts. Il s'élève contre les pratiques d'avant-guerre consistant à mettre « en pension » en Allemagne les capitaux des banques de dépôts, alors que ces banques refusaient tout crédit à l'industrie nationale. Hors les impôts et emprunts d'État, il ne veut envisager que des emprunts lancés par un Consortium de sinistrés.

Hostilité à la
Finance.

« Nous sommes tous d'accord pour dire que le pays « doit faire les plus grands efforts, afin que le payement ait bien lieu le plus vite possible, c'est l'intérêt même de notre pays » (2).

Et l'espoir que l'Allemagne payera encourage le législateur. Au Sénat, même préoccupation et mêmes espoirs. Et, bientôt, ces espoirs se changent en certitude, aidant puissamment au triomphe du principe entier d'attribution des frais supplémentaires, même aux approvisionnements.

Espoirs des payements de l'Allemagne.

A la séance de la Chambre du 22 janvier 1919, M. Lefèvre rappelle « qu'il y a quelque part dans le « texte un article annonçant qu'une loi ultérieure

(1) Amendement CECCALDI, Chambre des Députés, 24 octobre 1916.

(2) RIBOT, Ministre des Finances.

« réglera les moyens financiers ; cependant, une indication de ces moyens est maintenant nécessaire. « Il y aura deux temps, un premier dans lequel l'État français payera, un deuxième temps dans lequel l'État français recouvrera. Il faudra donc décaisser de suite au moins 10 à 11 milliards. Il faut agir avec prudence à l'égard de la Banque de France. Vous êtes donc exposés à créer des ressources normales, qu'attendons-nous pour en créer ? C'est une vérité évidente que l'indemnité ne nous évitera pas de recourir à l'impôt. Elle nous dispensera encore moins de recourir à l'emprunt. Elle ne viendra pas tout de suite, elle viendra probablement par annuités, moins vite que ne viendront les charges. Il faudra escompter tout cela. Il y a deux séries de moyens : le premier l'emprunt, l'autre consiste à organiser le plus possible les comptes et les chèques et le moins possible les billets de banque ». Au fond, nous savons ce qu'il faut penser de l'opposition faite souvent entre les billets de banque et les comptes-courants. Prétendre diminuer l'inflation par ce moyen est une pure illusion malheureusement trop répandue.

Nécessité de
de reconstituer la
matière
imposable.

Toujours au même point de vue financier, parmi les arguments en faveur du emploi, on a cité la nécessité de reconstituer le plus tôt possible la matière imposable ; on y a vu la seule manière de réparer les dommages indirects aux fonds de commerce, aux professions libérales, etc., et enfin une facilité donnée à la reconstitution des finances municipales et départementales.

Nous terminons cette rapide esquisse des préoccupations financières, mais aurons encore l'occasion de les mettre en relief à propos des questions particulières dont nous allons maintenant aborder l'étude.

Des préliminaires du payement

Avant d'apprécier les modalités du payement et d'en exposer les principes, nous estimons qu'il sied d'éclairer la question, par le rappel des opérations préliminaires.

Nous savons maintenant pour quelles raisons certaines dispositions de la loi du 17 avril 1919 sont parfois peu cohérentes, voire même difficilement compréhensibles ; les circulaires du Ministre des Régions libérées des 5 octobre 1919 et 12 février 1920, ainsi que l'instruction de Ministère des Finances du 12 février 1920, ont essayé d'apporter quelques précisions en vue de son application.

La loi prévoit la réparation des biens ayant subi, par suite de « faits de guerre » un dommage direct, matériel et certain.

Le sinistré, pour bénéficier du recours à l'État français, doit être lui-même français. C'est un particulier ou une société, établissement d'utilité publique, établissement public, commune, département. Toutefois, sont exclues de ce bénéfice, les sociétés de transport en commun.

Il exerce son droit devant une juridiction administrative constituée spécialement, comprenant d'abord la Commission cantonale, siégeant en principe au chef-lieu de canton. C'est un organe de conciliation entre le sinistré et l'État représenté par le Préfet ou son mandataire, agent administratif qui, loin d'être « la partie adverse », doit au contraire se montrer plein de sollicitude, être le conseiller éclairé de celui sur les malheurs duquel l'État se penche avec bienveillance.

Au-dessus, le Tribunal des dommages de guerre,

Nature
des
dommages.

Qualité du
Sinistré.

Juridiction.

installé au chef-lieu d'arrondissement, juge en cas de non conciliation. Enfin, comme recours : le Conseil d'État.

Avances.

Cette juridiction fixe le montant de l'indemnité définitive. Mais, avant que la procédure cependant simplifiée aboutisse, il faut vivre, il faut avoir la possibilité de reconstituer. Dans ce but, le sinistré peut s'adresser directement à l'Administration pour obtenir des avances, des matériaux, des moyens de transport, etc. Ainsi, en face d'un système administratif correspondant aux circonscriptions territoriales ordinaires, on a constitué un système souple correspondant à l'importance des ruines accumulées dans une région déterminée. En face du droit administratif, on s'est inspiré des méthodes du droit colonial, en créant les organes d'administration actuellement groupés au Ministère des Régions libérées, les divers offices de la reconstitution industrielle, de la reconstitution agricole, etc., que nous étudierons plus loin à propos des avances.

Préparation
des dossiers.

Si telle est son intention, tout en reconstituant, le sinistré prépare son dossier à l'aide des imprimés qui sont tenus à sa disposition par une administration soucieuse de faciliter par l'uniformité le travail du sinistré et aussi celui de ses agents. Il est fâcheux qu'elle ait dû respecter, pour la classification des dommages, les catégories de la loi, qui ne sont pas toujours judicieuses. Il donne les bases d'une évaluation. Le dossier est remis au Greffe de la Commission cantonale du lieu du dommage.

Conciliation.

Jugement.

Dûment appelé, si, malgré la fantaisie et l'arbitraire (1) qui, parfois, tiennent lieu d'équité, le sinistré est d'accord, la Commission dresse un procès-verbal de conciliation et rend son jugement. Au cas contraire, elle juge aussi, mais sur procès-verbal de non-conciliation, et le sinistré a un délai d'un mois pour faire

(1) Certes, il convient de critiquer le travail des Commissions cantonales, mais, tout de même, elles ne peuvent être universelles. La création de commissions techniques spécialisées s'impose.

appel au Tribunal des dommages de guerre, qui statue.

Après un délai de deux mois, celui que la loi décore du joli nom « d'attributaire », demande au Greffe de la Commission cantonale les pièces qui lui permettront d'obtenir son titre définitif de créance. S'il y a eu conciliation, c'est un simple extrait de la décision prise à son égard. Si, non conciliant mais las d'attendre, il ne fait pas appel, l'extrait est accompagné d'un certificat de non-appel qu'il doit signer ; enfin, si, plus tenace, il lui est fait justice devant le Tribunal des dommages de guerre, c'est encore un extrait de décision accompagné, cette fois, d'un certificat de non-pourvoi.

Extrait.

Il remet ces documents à la Préfecture, joints à une demande d'échange d'extrait de décision contre un titre de créance, rédigée sur papier libre.

Titre.

Le Préfet complète le dossier ainsi constitué par le relevé de compte du sinistré, établi par les soins du service départemental du contrôle financier. Chacune des personnes bénéficiant du régime des avances possède en effet un compte provisoire portant au crédit le montant approximatif de ses premières déclarations, et, au débit, celui des avances et cessions successives.

Le service départemental du contrôle financier arrête le compte d'un trait rouge. Dossiers et comptes portent les mêmes numéros.

La Préfecture requiert l'émission des titres correspondant aux diverses catégories de dommages. Les nombreuses modalités d'application de la loi ont nécessité l'établissement de treize séries de titres, tel est le résultat des concessions mutuelles qu'ont dû se faire les principes contraires au cours des discussions.

La réquisition, vérifiée par le Ministre des Régions libérées, est transmise au Ministère des Finances ; la Direction de la Dette confectionne les titres et les envoie au Crédit National qui ouvre au sinistré un compte définitif sur lequel il inscrit le montant de

chacun des titres. Ceux-ci lui sont remis immédiatement (1).

L'émission de chaque titre est notifiée au Préfet par la Direction des Dommages de guerre, en vue du contrôle des opérations de remploi ou de reprise de l'exploitation.

Ces titres sont inaliénables.

Ces notions ainsi précisées, examinons maintenant les formes du payement.

(1) TABLEAU ANNEXE DES DIVERSES CATÉGORIES DE TITRES
A DÉLIVRER AUX INDEMNITAIRES.

Série A. — Perte subie. — Biens meubles. — Reconstitution ou réinvestissement. — Titre productif d'intérêts à 5 0/0 l'an (art. 43, §§ 1 et 47).

Série B. — Perte subie. — Biens meubles n'ayant pas une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique. — Reconstitution ou réinvestissement. — Titre non productif d'intérêt (art. 13, §§ 2, 43, §§ 1^{er}, 44, §§ 5 et 47, § 1).

Série C. — Perte subie. — Immeubles. — Remploi ou réinvestissement. — Titre productif d'intérêts à 5 0/0 l'an (art. 43, §§ 1 et 47, § 1).

Série D. — Perte subie. — Maisons de plaisance. — Remploi ou réinvestissement. — Titre non productif d'intérêts (art. 43, §§ 1 et 47, § 1).

Série E. — Titre complémentaire. — Biens meubles. — Reconstitution. — Titre non productif d'intérêts (art. 43, § 3).

Série F. — Titre complémentaire. — Immeubles. — Remploi. — Titre non productif d'intérêts (art. 43, § 2).

Série G. — Titre spécial. — Dépréciation pour vétusté, somme allouée en toute propriété. — Remploi. — Titre non productif d'intérêts (art. 5, §§ 5 et 43, § 4).

Série H. — Titre spécial. — Prélèvements en espèces, amendes et contributions de guerre imposées par l'ennemi. — Titre comprenant à la fois le capital et les intérêts à 5 0/0 l'an (art. 43, § 5).

Série I. — Perte subie. — Immeubles. — Non remploi ou non réinvestissement. — Titre productif d'intérêts à 5 0/0 l'an (art. 8, 3, §§ 1^{er}, 45, §§ 1^{er} et 47).

Série J. — Perte subie. — Maisons de plaisance. — Non remploi ou non réinvestissement. — Titre non productif d'intérêts (art. 8, 45, §§ 1^{er} et 47).

Série K. — Perte subie. — Biens meubles. — Non remplacement ou non réinvestissement. — Titre productif d'intérêts à 5 0/0 l'an (art. 13 et 45, § 2).

Série L. — Perte subie. — Biens meubles n'ayant pas une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique. — Non reconstitution ou non réinvestissement. — Titre non productif d'intérêts (art. 13, §§ 2, 45, §§ 2 et 47).

Série M. — Titre d'ouverture d'avances pour dépréciation de vétusté (art. 5, §§ 5 et 43, § 4).

Définition et objet des titres de créance

SÉRIE du TITRE	NATURE de L'INDEMNITÉ	RÉFÉRENCE A LA LOI	DÉSIGNATION DES BIENS ENVISAGÉS	CONDITIONS D'ATTRIBUTION
A	Perte subie	13 § 1 47	Tous les meubles , sauf : 1° Les prélèvements (11). 2° Les meubles de luxe (13).	Reconstitution ou réinvestissement
B	d°	43 § 1 44 § 5 47 § 1 13 § 2	Meubles n'ayant pas d'utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique.	d°
C	d°	8 - 33 § 1 47 § 1	Tous les immeubles (bâtis, non bâtis, par destination), sauf les maisons de plaisance (19).	Remploi ou réinvestissement
D	d°	43 § 1 47 § 1	Maisons de plaisance.	d°
E	Frais supplémentaires	13 § 4 1° à 4°	Les biens meubles ne touchent pas les frais supplémentaires : <i>Exceptions :</i> 1° Produits en cours de fabrication, quelle qu'en soit l'importance. 2° Les animaux d'élevage. 3° Outillage commercial ou professionnel. 4° Linge et meubles meublants, objets d'agrément dont la valeur ne dépasse pas 3.000 francs. Marchandises pour 3 mois.	Reprise de l'exploitation
F	d°	43 § 2	Tous les immeubles touchent les frais supplémentaires. <i>Exceptions :</i> Maisons de plaisance.	Reconstitution en un lieu quelconque
G	spéciale	5 et 5 - 43 § 4 43 § 5	Immeubles (vétusté). Prélèvements en espèces, amendes et contributions de guerre imposés par l'ennemi. — Réparations.	Remploi d° Sans condition
H	d°	8 - 45 § 1 47	Tous les immeubles. <i>Exceptions :</i> Maisons de plaisance.	Non remploi
I	Perte subie	8 - 45 § 1 47 - 13 45 § 2 13 § 2 45 § 2 47	Tous les biens meubles. <i>Exceptions :</i> Prélèvements, titres, offices.	ou non réinvestissent
J	d°	8 - 45 § 1 47 - 13 45 § 2 13 § 2 45 § 2 47	Meubles de luxe (voir B).	Remploi
K	d°	8 - 45 § 1 47 - 13 45 § 2 13 § 2 45 § 2 47	Immeubles (fraction de vétusté au-dessus de 10.000 francs).	
L	d°	8 - 45 § 1 47 - 13 45 § 2 13 § 2 45 § 2 47		
M	Avance	5 § 5 43 § 4		

Des principes et modes de payement

D'une manière générale, la rapidité et les modalités du payement dépendent de l'attitude du sinistré, de l'importance sociale des biens atteints et même, pour certains biens meubles, de l'emploi donné à l'indemnité immobilière.

Le sinistré peut adopter trois attitudes différentes et ne pas prendre la même pour les immeubles et les meubles. Il peut :

Remployer les immeubles et reconstituer les meubles ;

Réinvestir immeubles et meubles ;

Ne pas remplacer.

Sens des termes.

Il est indispensable de bien comprendre en quel sens précis la loi entend ces termes, c'est chose facile, car les adversaires furent d'accord de bonne heure au moins sur la terminologie.

Le mot remployer ne s'applique qu'aux immeubles ; c'est reconstruire l'immeuble ou un immeuble analogue, c'est reprendre la culture ou l'exploitation des terres dans un rayon de 50 kilomètres, sauf restriction au cas d'expropriation ou de rachat des terres par l'État ; en matière agricole, la limite de 50 kilomètres est alors reculée tout entière (art. 5, §§ 8, 11 et 12).

Reconstituer des biens meubles, c'est en acheter et utiliser de semblables ou de similaires sur un point quelconque du territoire sans obligation d'en effectuer le remplacement dans une zone déterminée (art. 44, §§ 1 et 4 ; art. 13, § 4-4^o), sauf en ce qui concerne les biens dits « meubles d'exploitation » (art. 13, § 4-1^o à 4^o), dont la reconstitution est liée à la reprise d'une exploitation (art. 43, § 3). Le mot reconstituer s'entend donc en deux sens différents, suivant la nature des meubles.

Réinvestir consiste à destiner l'indemnité à un usage immobilier, agricole, industriel, commercial ou à l'exercice d'une profession sur un point quelconque du territoire. Il faut contribuer directement et activement à la vie économique du pays (art. 8, § 5 ; art. 45, § 1).

Voilà donc, avec celle toute passive du repos, les diverses attitudes qui s'offrent à l'alternative du sinistré.

Le point de vue de l'importance sociale des biens atteints est plus complexe. Ainsi, on distingue :

Importance
des biens.

Les immeubles bâtis et non bâtis, les immeubles par destination dont la loi donne une définition spéciale ;

Les maisons de plaisance, c'est-à-dire rendez-vous ou lieux d'habitation intermittente.

Les biens meubles ouvrant éventuellement droit à l'attribution des frais supplémentaires (1), sont :

a) Les « meubles d'exploitation » (art. 13, § 4-1^o à 3^o), comprenant :

1^o Les stocks indispensables à une industrie pour une marche de 3 mois, produits en cours de fabrication, objets servant à l'exercice d'une profession ;

2^o Les animaux qui ne sont pas immeubles par destination (élevage), engrais, semences, etc., destinés à la remise en culture, nourriture des animaux jusqu'à la prochaine récolte ;

3^o L'outillage servant à l'exploitation d'un fonds de commerce ou à l'exercice de la profession, les produits et marchandises nécessaires à une marche de 3 mois.

b) Les « meubles meublants » (art. 13, § 4-4^o).

(1) Il y a lieu de distinguer, aussi bien pour les immeubles que pour les meubles :

La valeur vénale au 30 juin 1914 de l'objet ou de l'immeuble *neuf*.

La vétusté, c'est-à-dire la portion d'usure depuis l'achat jusqu'au 30 juin 1914.

La perte subie égale à la valeur au 30 juin 1914, diminuée de la vétusté, représente ainsi la valeur vénale à cette date de l'immeuble ou de l'objet *usagé*.

Les frais supplémentaires, c'est-à-dire la différence entre la valeur des choses au jour où la commission statue et la valeur vénale au 30 juin 1914 de la chose neuve.

Viennent ensuite :

Les biens meubles ne donnant droit qu'à la perte subie, désignés sous le nom de « titres, offices et meubles de luxe » (art. 13, §§ 1 et 2 ; art. 14, § 2 ; art. 15, § 1) ;

Les prélèvements en espèces, amendes et contributions de guerre imposés par les autorités ou les troupes ennemies (art. 43, § 5) ;

Enfin, les matières premières et approvisionnements de l'industrie, en cas de non emploi de l'indemnité immobilière, lorsque le emploi n'aura pas été interdit (art. 13, § 3).

On sait déjà les raisons de la complication de ces notions ; éclairons-en quelques-unes à la lumière des travaux préparatoires.

Le emploi

La question du emploi a été débattue âprement. Le projet primitif n'indemnisait que le sinistré qui remployait non au sens déjà large défini plus haut, mais à l'endroit même du dommage.

« L'octroi de l'indemnité est subordonné à l'obligation du emploi. C'est la seule manière de réaliser la formule de la solidarité nationale, c'est la seule manière de concilier l'intérêt particulier et l'intérêt général, c'est la seule manière de faire tourner des sacrifices justes sans doute, mais considérables tout de même, au profit de tous » (1).

L'indemnité doit-elle comprendre les frais supplémentaires ou la perte subie seule ?

« Je n'hésite pas à le dire : s'il s'agissait seulement de l'individu, c'est le second mode de calcul qui s'imposerait à vos consciences » (2).

Le principe du emploi a permis d'accorder de suite les frais supplémentaires ; étant obligatoire, il lui convenait de ne pas être une charge.

A la séance du 10 octobre 1916, M. Gardey, invoquant qu'avec le emploi on se heurterait bientôt à des faits irrémédiables, à des phénomènes d'ordre

(1) Rapport de M. DESPLAS, député, 3 octobre 1916.

(2) — idem —

économique auxquels sont liées les destinées de la nation, propose un amendement : « Le emploi aura « lieu, sauf exceptions admises, en identique ou en « similaire, dans une commune quelconque du territoire français ». Cette thèse, conforme à la solidarité nationale, ne fut pas admise.

Cependant, le texte primitif prévoyait une interdiction ou dispense de emploi pour motif d'ordre économique ou contraire à l'intérêt général.

Enfin à la séance du 12 octobre 1916, M. Taillandier propose en vain non de ne rien donner à celui qui ne remploie pas, mais de reculer l'échéance du paiement des indemnités dont le montant lui serait reconnu.

Au Sénat, les partisans du droit individuel marquent d'importants succès. « Demandez-vous ce que serait « l'obligation du emploi dans une ville comme Paris, « si des pâtés entiers de maisons, au lieu d'être démolis par la pioche des démolisseurs, l'avaient été par les obus... Il serait impossible de songer à recouler dans le vieux moule tout ce qui existait avant guerre... Nous ne sommes plus, Messieurs, à une époque où il convient de faire de la politique économique particulière, même régionale... Comme dans les âges primitifs avant d'être artisans ou industriels, il nous faut redevenir agriculteurs... Avec le emploi, on se préoccupe de la reconstruction de vos circonscriptions... » (1).

Faut-il substituer à l'appréciation de l'individu l'appréciation d'un tribunal ? (2).

M. Montfeuillat fait accepter par la Commission l'élargissement du lieu de emploi à une zone de 50 kilomètres (3).

Finalement, le Sénat crée trois catégories de sinistrés : d'abord, ceux qui s'engagent à effectuer le emploi, ensuite, ceux qui se trouvent dans l'impos-

(1) M. TOURON, Sénat, 13 décembre 1917.

(2) M. DE SELVES, Sénat, 13 décembre 1917.

(3) Séance Sénat du 21 décembre 1917.

sibilité d'effectuer le remploi touchent le montant de la perte subie, ainsi que ceux, enfin, qui refusent de remployer.

A la reprise de la discussion à la Chambre des Députés, le 17 septembre 1918, le rapporteur, M. Edouard Eymond, propose d'accepter le point de vue du Sénat, mais, pour éviter d'encourager la formation d'une classe nouvelle de rentiers, payer ceux qui refusent le remploi par la remise d'un titre moratorié. De plus, la valeur des frais supplémentaires auxquels l'individu aurait eu droit sera versée aux communes en compensation de la désertion d'un de ses habitants.

D'ailleurs, le gouvernement abandonne le remploi obligatoire.

« Pas de déchéance donc, mais un remploi aussi « avantageux que possible, voilà la vérité » (1).

Certes, la thèse du remploi prête à de très beaux discours. « Nous avons rêvé, et nous rêvons encore, « de refermer pieusement la grande plaie du sol, la « grande cicatrice qui, de la mer aux Vosges, a bala- « fré la France (2) ».

« Allons-nous décider la mort de centaines ou peut- « être de milliers d'ouvriers, puisque nous auto- « riserons l'industriel à partir en laissant là des « ruines. Que fera le paysan ? Partout où le remploi « est possible, il doit être obligatoire, mais partout « où il n'existe plus rien, où vous condamneriez ceux « qui devront y rester aux travaux forcés, la Chambre « s'honorera en laissant une très grande liberté à « ceux qui ont tout perdu et qui seront de longues « années avant de pouvoir seulement gagner leur vie « dans ces régions » (3).

A la séance du 17 janvier 1919, M. Lemire demande l'adoption du principe d'une zone de 50 kilomètres voté par le Sénat.

(1) M. GROUSSEAU, député, 17 septembre 1918.

(2) FORGEOT, député, 17 septembre 1918.

(3) RENAUD, député, 17 septembre 1918.

Puis, le Sénat fait un pas de plus en faveur du droit individuel.

« Nous avons, au contraire, pensé qu'il fallait faire
« confiance aux libres initiatives, qu'il fallait faire
« crédit aux sinistrés, à leur amour du pays natal, à
« leur volonté de reconstitution. En entourant le
« emploi d'avantages suffisants pour attirer à lui
« tous ceux qui pouvaient employer, nous pensions
« que nous avions fait le nécessaire et que notre texte
« était même préférable... La Chambre considère
« encore que le non-emploi peut être une faute et
« doit être stigmatisé. Elle distingue ceux qui ne
« peuvent pas de ceux qui ne veulent pas... Il ne faut
« pas obliger le sinistré à venir devant un tribunal
« qui est un élément de complexité » (1).

L'accord devient facile, car le texte donne au tribunal dispensant du emploi un délai d'un mois pour examiner le dossier ; passé ce délai, si le sinistré n'a pas été appelé, il est dispensé d'office. On supprime simplement ce semblant de procédure.

Enfin, le 10 avril 1919, la Chambre décide d'accepter sur ce point le texte du Sénat.

Il était nécessaire d'exposer tout au moins ces principes avant d'examiner successivement comment, pratiquement, sont traités les biens, en cas de emploi, réinvestissement, non emploi ou non réinvestissement.

Emploi des Immeubles. — Reconstitution des Meubles

L'homme de bonne volonté qui a pris de suite la détermination de employer est récompensé. Il a toutes les faveurs de la loi, et le premier projet, nous l'avons vu, songeait à lui seul avec sympathie. Au

(1) REYNAL, rapporteur, 25 mars 1919.

point de vue des avances, nous le verrons, surtout pendant la période précédant les élections législatives, il a été choyé par l'Administration.

Suivons attentivement le menu détail des opérations.

Dès qu'il a pris, soit de suite, soit dans un délai de deux ans, l'engagement de procéder au remploi, il reçoit :

Immeubles
Maisons de
plaisance

Pour les immeubles, trois et parfois quatre titres. Le premier représente le montant de la perte subie ; en général, c'est un titre série C, productif d'intérêts à 5 0/0 ; mais s'il s'agit d'une maison de plaisance, c'est un titre série D, non productif d'intérêts (art. 43, § 2).

Le second, titre complémentaire, correspond aux frais supplémentaires (série F) (art. 43, § 2).

Le troisième est spécial, il indique le montant d'une somme allouée en toute propriété. C'est la partie de vétusté ne dépassant pas 10.000 francs, comptée pour chaque bâtiment ou groupe de bâtiment formant un ensemble distinct (série G) (art. 43 § 4).

Le quatrième, également spécial, est un titre de prêt (série M). Il est délivré sur demande expresse. Il donne droit à l'ouverture d'avances remboursables en 25 ans, portant intérêt à 3 0/0 au profit du Trésor. Leur total ne peut dépasser le montant intégral de la dépréciation pour vétusté, diminué de la quotité allouée en toute propriété et faisant l'objet du titre série G (art. 43, § 4).

Meubles
d'exploitation.

Pour les « meubles d'exploitation » et les « meubles meublants », le sinistré reçoit :

Comme pour les immeubles, un premier titre en réparation de la perte subie. En général, c'est un titre série A portant intérêt à 5 0/0, à moins qu'il ne s'agisse de biens meubles n'ayant pas d'utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique ; dans ce cas, c'est un titre série B, non productif d'intérêts. C'est, pour les meubles somp-

tuaires, le pendant de l'hostilité contre les maisons de plaisance.

Le second titre complémentaire, série E, correspond aussi aux frais supplémentaires. Il en est établi un séparément pour les « meubles meublants » et les « meubles d'exploitation », en raison des conditions différentes auxquelles ils sont payés. Nous avons vu que reconstituer les meubles meublants s'entend de leur achat et utilisation sur un point quelconque du territoire. Les « meubles d'exploitation » (art. 13, § 4-1^o à 3^o), ne sont considérés comme reconstitués qu'en cas de « reprise de l'exploitation ». Une mention spéciale revêtant le titre rappelle que leur paiement est ainsi conditionné,

Enfin, certains meubles ne donnent droit qu'à la valeur de la perte subie. Pour les « titres et offices », c'est un titre A, car, évidemment, il ne peut être question de frais supplémentaires en raison de leur nature même.

Titres et offices.

Les « meubles de luxe » sont représentés par un titre série B, non productif d'intérêt. Les préoccupations de « droit social » et financières prévalurent à leurs dépens.

Meubles de luxe.

Les conditions d'attribution des différents titres étant ainsi comprises, voyons à quel système libéral de versements la loi s'est arrêtée.

Sur le montant de la perte subie (titre A, C, D), l'attributaire a droit sans justification, dans un délai de deux mois à dater de la remise du titre, à un premier acompte de 25 0/0, variant de 3.000 francs au moins à 100.000 francs. Il peut toucher une somme plus importante s'il justifie devant le Tribunal des dommages de guerre d'un emploi ou de besoins immédiats plus considérables, notamment par la production de quittances, comptes, factures, notes de livraisons ou commandes acceptées par les fournisseurs.

Payements.

Ce premier acompte constitue un fonds de roulement permettant au sinistré de ne pas interrompre le programme de travaux ou d'achats arrêté, durant le temps nécessaire à l'examen des justifications

produites pour obtenir le payement de nouveaux acomptes.

Il est fait en vue des *dépenses à venir*.

Les acomptes suivants, au contraire, ne sont payés qu'après *dépenses faites*.

Acomptes

En conséquence, dès que le sinistré possède un certain nombre de mémoires ou de factures d'achats, il demande successivement des acomptes en remboursement de ces dépenses. La demande, adressée à la Préfecture du lieu du dommage, indique la série et le numéro du titre, elle est accompagnée de pièces justificatives.

Dans ces conditions, le montant de la première avance peut être toujours maintenu à son taux primitif.

Fonds de
roulement.

Cependant, ce fonds de roulement doit être entièrement dépensé lors de la demande en règlement du solde du titre de perte subie, car l'attributaire ne peut toucher d'avance sur le montant du titre complémentaire qu'autant que celui de perte subie est complètement épuisé. Il doit donc accompagner sa demande du solde, non seulement des pièces justificatives de dépenses correspondant à ce solde, mais aussi de celles correspondant à l'emploi du premier acompte (les justifications des acomptes intermédiaires ayant été visées). Il remet en même temps le titre de perte subie ainsi soldé. Alors seulement, il demande des acomptes successivement sur le montant des titres complémentaires, puis sur celui des titres spéciaux en justifiant les dépenses faites comme ci-dessus, mais il n'a plus de fonds de roulement.

Le service départemental des dommages de guerre contrôle l'observation des conditions de remploi, prend la décision d'attribution, puis émet une réquisition de payement au nom du Crédit National.

Importance du
1^{er} acompte.

Ce système est très favorable aux petits sinistrés, puisque celui dont la perte est au plus égale à 3.000 francs la touche en une seule fois, et, tant qu'elle reste inférieure à 12.000 francs, le premier acompte dépasse 25 0/0. D'autre part, il apparaît nettement

que le montant maximum de 100.000 francs assigné au fonds de roulement est absolument insuffisant pour relever les industries, dont la mise en marche immédiate est indispensable à la reprise de l'activité économique. L'intérêt social exige de larges avances, la richesse d'une nation, l'aisance de tous, dépendent en partie des possibilités d'accumuler en un point déterminé des richesses actuelles à un potentiel élevé. L'enrichissement rapide des créateurs de richesses assure le bien-être des plus humbles. Aussi, et pour d'autres raisons, la Chambre avait-elle repoussé toute fixation de maximum ou de minimum d'avances, mais le Sénat, au contraire, a maintenu le système d'acomptes proportionnels, car, pour lui, la question des réalisations possibles, la question financière, dominaient tout.

La discussion du principe du paiement échelonné mérite que l'on s'y arrête un instant.

Ce principe fut admis par le Sénat en première lecture ; seulement, il s'agissait d'un minimum de 3.000 francs. Le Ministre des Finances prétend que ce minimum est à la fois trop et trop peu, il veut surtout avoir les mains libres. La Commission de la Chambre lui reste soumise, c'est ce dont se plaint M. Marin qui, en outre, ne veut pas décevoir les exigences légitimes des sinistrés : « Il faut donc, non « seulement des droits théoriques, mais des éché-
« ances certaines » (1).

M. Marin revient à la charge le 23^e janvier 1919 et insiste sur l'importance du premier acompte, « sur « la nécessité, pour le sinistré, d'avoir une somme « minimum pour commencer les travaux ».

On propose ensuite de payer les sommes en espèces, si les contributaires déclarent les destiner à un usage agricole, industriel ou commercial, puis le Ministre des Finances se rallie enfin au paiement en 10 termes égaux.

Le Sénat, en mars 1919, maintient son texte, mais

(1) 17 décembre 1918.

fixé un maximum de 100.000 francs au montant du premier acompte.

La Chambre adopte le texte du Sénat le 11 avril 1919. M. Klotz, au moment de la discussion de l'article 44, veut au moins la suppression de la phrase : ...« à moins qu'il ne justifie de besoins plus urgents « par factures, notes, etc. ». — « C'est un inconnu « formidable contenu dans cette phrase. Je dis qu'il « n'y a pas une trésorerie qui puisse faire face à un « tel engagement, même si nous touchions demain « de l'Allemagne tout ce qui nous est dû... Il ne faut « faire que des promesses qui puissent être tenues »...

Cette fois, la Chambre passe outre, on veut en finir.

Cependant, à la séance du 17 avril, M. le Ministre des Finances insiste de nouveau sur le même sujet. M. Touron lui fait alors observer : « qu'avant toute « évaluation des dommages de guerre, il peut être « alloué aux sinistrés, pour répondre aux besoins « les plus urgents, des avances dont les conditions « d'attribution sont fixées de concert par le Ministre « des Régions libérées et par le Ministre des Finances »... « Vous pouvez donc faire des avances « en tout état de cause »... L'accord était fait.

Si ceux qui s'étonnent que les Commissions cantonales n'ont pas encore abordé l'étude des dossiers de dommages industriels ou immobiliers et se sont contentées de statuer sur les petits dossiers, si ceux-là avaient présentes à l'esprit les préoccupations au sein desquelles le Ministre se débattait, ils ne s'étonneraient plus de l'avoir vu accepter avec empressement ce petit paragraphe in-fine de l'article 44. Il avait là un moyen bien commode, trop commode même d'escamoter la loi. Nous y reviendrons.

Cette possibilité de faire des avances avant toute évaluation devait au moins avoir les meilleurs effets à un autre point de vue. Elle constituait la reconnaissance d'un système qui devait se développer pour ainsi dire en marge de la loi, système souple et fécond, dont nous examinerons le fonctionnement et les résultats intéressants.

Réinvestissement

Réinvestissement

Celui qui réinvestit, c'est-à-dire reconstruit, achète ou utilise ses biens sur un point quelconque du territoire, mais en dehors de la zone s'étendant à 50 kilomètres autour du lieu du dommage, ne peut réclamer que le montant de la perte subie.

Il reçoit les mêmes titres, C, D, pour la valeur vénale des immeubles, A et B pour celle des meubles, semblables à ceux remis en cas de remploi, mais ils portent la mention « Réinvestissement ». Le paiement en a lieu par acomptes successifs sur le vu des justifications des travaux exécutés ou des achats effectués. Il n'est pas question de fonds de roulement. En principe, le sinistré peut être admis au régime des avances si les disponibilités le permettent. Pratiquement, il ne peut rien entreprendre ou acheter sans posséder de fonds personnels.

Pour lui, c'est le droit strict ; aux yeux de la loi, il n'a pas lieu de se plaindre encore qu'on lui donne en fait de la monnaie dépréciée. L'État prétend ne pouvoir l'aider par l'octroi des frais supplémentaires à recréer sa chose, puisqu'il ne concourt pas avec l'État à la renaissance de la vie locale. On le lui fait sentir, et il a failli ne rien recevoir.

Non Remploi ou non Réinvestissement

Si le sinistré qui adopte cette solution a l'occasion de lire en détail les comptes-rendus des travaux préparatoires ou les brochures écrites sur cette question, il saura ce que les partisans du remploi intégral

pensent de son attitude. On ne lui ménage pas les épithètes : égoïste, déserteur, traître. Si l'on cesse de lui reprocher de vouloir vivre en sybarite sur la Côte d'Azur, c'est pour l'accuser aussitôt de songer à fonder à l'étranger des industries concurrentes.

Aussi, les partisans du droit individuel ont-ils dû lutter pied à pied pour empêcher la consommation d'une iniquité manifeste : la déchéance totale qui était à la base du projet primitif.

Comme toujours, les arguments théoriques ne manquaient pas à leurs adversaires ; ainsi, écoutez M. Forgeot : « Si le sinistré refuse, vous dites qu'il y a violation de son droit. Je dis qu'il y a aberration de sa part, et c'est tout... Il veut de l'argent, oui, il en veut âprement. Mais de l'argent n'est rien, c'est un signe, une apparence, une convention. Le vrai droit, et on le sait bien, le droit ancien, ancestral, millénaire, préhistorique, initial, c'est le droit à la chose qui a donné son étymologie à l'argent lui-même. Et quand je vous rends toute la valeur de remplacement de votre chose, et que vous refusez votre droit, il y a refus de votre droit, il n'y a pas déchéance »... (1).

Bien entendu, il n'est question que du paiement de la perte subie. Celle-ci est reconnue par la remise de titres I et K pour les immeubles et meubles utiles, J et L pour les immeubles et meubles somptuaires, ces derniers évidemment sans intérêt.

Titres
inaliénables.

Ces titres sont inaliénables pendant cinq ans à dater de leur remise à l'attributaire, sous peine de nullité prononcée à la requête du Ministre des Finances, qui est intervenu aux débats pour invoquer le précédent des indemnitaires de la catastrophe de Courrières dilapidant le montant de leur indemnité, en proie aux spéculations usuraires. On s'était préoccupé à juste titre de ne pas faire de ces titres des titres de bourse, afin d'éviter les conséquences financières que

(1) Chambre des Députés du 13 décembre 1918.

n'aurait pas manqué de déterminer l'affluence d'une si grande quantité de valeurs négociables.

...« Il y a aussi un autre système : On leur dirait : « voilà la signature de l'État, faites-en de l'argent ; « il peut paraître séduisant, mais il est détestable. « C'est au risque de causer, en jetant ces titres sur « le marché, une dépréciation du crédit public qui « serait véritablement désastreuse » (1).

On s'est exagéré de telles conséquences et on n'est pas allé au fond de la question, nous y reviendrons ; remarquons simplement qu'il est donné de voir aujourd'hui cette anomalie d'un certificat provisoire de dommages de guerre cessible et transmissible, précédant un titre définitif incessible pendant cinq ans.

Toutefois, pendant ce délai, la cession peut être autorisée par le Tribunal Civil.

Les titres sont libérés de façon différente :

D'abord, le titre I ne se paye pas ; à coup sûr, c'est un « signe », comme dit M. Forgeot. Il est échangé sur demande expresse de l'attributaire, contre un titre de la série K, à l'expiration du délai de cinq ans. Le paiement du titre J est effectué en dix termes annuels égaux, à partir de la sixième année.

Celui du titre K est fait en dix termes annuels égaux, mais le premier est payable trois mois après la remise du titre, et les termes suivants de douze en douze mois.

Le sinistré qui ne réinvestit pas attend donc seize ans avant d'être intégralement payé de la perte de ses immeubles, dix ans et trois mois pour l'être de celle des biens meubles.

Enfin, le titre série L, payable de la même façon que le titre K, ne peut être libéré de son premier terme qu'après épuisement complet du montant de tous les autres titres. Le superflu passant après le nécessaire.

Le système de paiement préférentiel adopté par

Payement
préférentiel.

(1) M. RIBOT, Ministre des Finances, Chambre des Députés, 16 janvier 1917.

la loi est ici bien mis en évidence. En droit privé, les disponibilités des débiteurs seraient distribuées au marc le franc, mais, nous le savons, au point de vue du droit public, l'État n'est pas un débiteur ordinaire ; là encore, il marque une différence. Il a, avant tout, à assurer la prospérité du pays et, par conséquent, doit rester libre du choix des moyens.

Délai de 2 ans.

Autre remarque : si le sinistré a un délai de deux ans pour souscrire aux conditions de emploi ou de réinvestissement, à dater du jour où il a manifesté formellement sa volonté de ne pas réemployer ou réinvestir, il a épuisé complètement son droit par cette déclaration de volonté et ne saurait revenir sur sa décision. Il est donc prudent de ne pas signer cette déclaration sans mûre réflexion, puisque, selon l'Administration, elle est définitive.

Dans tous les cas, l'indemnité est calculée par la Commission Cantonale, en y comprenant, outre le montant de la perte subie, celui des frais supplémentaires qui, en fait, ne sont pas remis au sinistré.

Fonds commun.

Ces frais supplémentaires sont alors attribués à un fonds commun pour être employés au profit des régions libérées, si le sinistré repentant ne déclare procéder au emploi dans le délai de deux ans prévu ci-dessus.

Au fond, ces pauvres porteurs de titres sont, pour la plupart, des vieillards, des femmes, des veuves, des vaincus de l'existence. Bourgeois d'hier, ils passent tristement devant les étalages de volailles et de primeurs, où ils n'achètent plus depuis bien longtemps. Il a fallu les admettre récemment au régime des avances alimentaires... Ils rangeront leurs titres I, J, K, L, avec les autres, les russes, les 3 0/0, etc., les autres, sur lesquels on ne compte plus les pertes. Ceux dont on disait autrefois qu'ils étaient la partie la plus saine du pays, la France économe et prévoyante, souscrivant à tous les emprunts, contribueront encore au relèvement économique à leur manière, en remplissant le devoir le plus stoïque : en ne consommant pas et en ne disant rien.

Prélèvements en espèces, Amendes et Contributions de guerre imposées par les autorités ou les troupes ennemies.

Il s'agit, en quelque sorte, d'avances faites au nom de la communauté ; elles sont payées en capital et intérêt à 5 0/0, à dater du jour du dommage, par la remise d'un titre série H qui permet d'en toucher le montant sans aucune condition, sur réquisition de paiement adressée au Crédit National.

Nous terminons la question du payement du capital en observant qu'en cas de non emploi de l'indemnité immobilière et lorsque le emploi n'a pas été interdit, l'indemnité due pour la perte de *matières premières et approvisionnements de l'industrie* (art. 13, § 3), est payée selon les modes restant au choix de l'attributaire, c'est-à-dire : le « réinvestissement » de l'indemnité immobilière, ou bien le « non-emploi » ou le « non-réinvestissement » de l'indemnité immobilière.

Intérêts

La plupart des titres remis en vue de la réparation de la perte subie produisent, à partir du 11 novembre 1918, un intérêt de 5 0/0 l'an payé trimestriellement en espèces.

La perte subie fait, en effet, partie du patrimoine du sinistré.

Par contre, il ne peut être question d'intérêts pour les frais supplémentaires, puisque ceux-ci sont accor-

dés bénévolement par la loi à titre d'indemnité et n'entrent dans le patrimoine qu'au moment de leur versement. Tel est le principe.

Cependant, le souci de tenir compte de l'importance sociale du bien fait affranchir de cette règle les sommes dues pour dommages causés aux maisons de plaisance et aux meubles somptuaires.

De plus, les intérêts des dommages causés aux marchandises, récoltes, produits, approvisionnements et à ceux des matières premières qui ne bénéficient pas des frais de remplacement, d'après les dispositions du paragraphe 4, n^{os} 1, 2 et 3 de l'article 13, courent six mois après la date du dommage.

Enfin, pour les dommages causés à ces marchandises, récoltes, produits et approvisionnements, et à ces matières premières, pendant l'occupation ennemie, on prend le jour de l'invasion pour date de départ du délai de six mois.

A la séance de la Chambre des Députés du 18 janvier 1919, M. Paisant avait déposé un amendement tendant à faire courir les intérêts à partir du jour du sinistre, pour tous les biens. Cette proposition ne fut pas admise et réfutée par le Commissaire du Gouvernement, qui, du point de vue financier, y voyait une réparation des dommages indirects.

Dès l'émission d'un titre, le service central de contrôle financier procède à un premier décompte des intérêts dus au sinistré, en faisant état de toutes opérations d'apurement mentionnées au compte provisoire. Le paiement est effectué par les soins du Crédit National, à termes fixes, et constaté à des cases figurant au verso des titres.

TITRES REMIS en fonction des BIENS et de l'ATTITUDE du sinistré

DÉSIGNATION des biens	RÉFÉRENCES aux art. de la loi	ATTITUDES				
		<i>ad libitum</i>	Remploi	Réinves- tisse- ment	RECONSTITUTION Sans autre condition	Non réin- v. n. recons. non réinv
IMMEUBLES.						
TOUS immeubles bâtis, immeubles par dest. (sauf maisons de plaisance)....	5 § 5 - 8 33 § 1 - 43 § 4 45 § 1 - 47		C. F. G. M.	C		I
Maisons de plaisance....	43 § 1 47		D. F.	D		J
Immeubles non bâtis....	8 - 33 § 1 43 § 2 - 45 § 1 47 § 1		C. F.	C		I
MEUBLES.						
TOUS les biens meubles, soit :						
Matières <i>excédant</i> la quan- tité nécessaire pour 3 mois, Produits finis.				A	A	K
Engrais, produits de cul- ture <i>excédant</i> la quantité nécessaire jusqu'à la récolte.						
Titres du Fonds d'États. Offices.						
Exceptions :						
Meubles de luxe.....	13 § 2 44 § 5 47 § 1			B	B	K
Meubles d'exploitation						
1° En cours - P ^r 3 mois.	13					
2° Jusqu'à la récolte....	§ 4 - 1° à 3°			A	A	A - E
3° March., pour 3 mois.						
Meubles meublants	13					
Objets ne dép. 3 000 fr.	§ 4 - 4°			A	A - E	
Prélèvements en espèces.	43 § 5	H				
Amendes						
Objets d'agrément dont la valeur dépassait 3.000 fr. lors de la déclaration de guerre.	13 § 4 - 4°					rien
Fonds de commerce.						rien

Payement du capital et des intérêts en égard aux TITRES et à l'ATTITUDE du sinistré

SÉRIE		MODE DE PAYEMENT DU CAPITAL				INTÉRÊTS	
du TITRE	NATURE de L'INDEMNITÉ	NATURE des BIENS	REMPLOI IMMOBILIER OU RECONSTITUTION MOBILIÈRE	RÉINVESTISSEMENT IMMOBILIER OU MOBILIER	NON REMPLOI OU NON RÉINVESTISSEMENT		MODALITÉS COMMUNES
A	Perte subie	Meubles art. 43 § 1 47 § 1	a) Dans délai de 2 mois, 1 ^{er} acompte de 25 % compris entre 3.000 et 10.000 sans justifica- tion (art. 44 § 1). b) Complément versé dans délai 2 mois jus- tification des achats (art. 44 § 2).	Le payement a lieu par acomptes successifs sur le vu des justi- fications des travaux exécutés ou des achats effectués (art. 45 § 1).		Payables par	
						acomptes	
B	Perte subie	Meubles art. 13 § 2 45 § 1 - 44 § 5 47 § 1		Payé après les autres titres (art. 44 § 5). Verse- ment dans le délai de 2 mois au vu des justi- fications.		successifs,	
						sauf les	
C	Perte subie	Immeubles art. 43 § 1 47 § 1	a) Comme en A.	Comme en A,			
			b) d°			titres	
D	d°	Maisons de plaisance art. 43 § 1 47 § 1				5 %	
E	Titre complé- mentaire	Meubles art. 43 § 3	Quand titre de perte subie est payé, celui-ci est payé comme en b) (art. 44 § 4).				A - C - D
F	Frais supplé- mentaires	Immeubles art. 43 § 2					inférieurs

G	Titre spécial Vétusté 5 § 5 - 43 § 1	Immeubles	Jusqu'à 10,000 francs par bâtim. ou groupe. Payé par acomptes sans justification après les titres "perte subie" et "frais supplém."			à 3,000 francs
H	Titre spécial 43 - § 5	Meubles (amendes...)	Payé sur présentation du titre sans condition (art. 43 § 5).			5 % en une seule fois
I	Perte subie	Immeubles 8 - 13 - 45 - 47	Inaliénable 5 ans, puis échangé contre titre série K.			5 % ne se paye pas
J	Perte subie	Maisons de plaisance 8 - 15 - 47	Inaliénable 5 ans, à partir 6 ^e année payé en 10 termes annuels égaux.		Payables à termes fixes, payements constatés à des cases figurant au verso	
K	Perte subie	Meubles 13 - 45 § 2	3 mois après remise, payé en 10 termes annuels égaux (art. 45 § 2).			5 % des titres
L	Perte subie	Meubles 13 § 2 - 45 § 2 47	Idem, mais payable après tous les autres titres.			
M	Prêt sur vétusté diminué du titre G		Au-dessus de 10,000 fr., la somme représentant la vétusté peut être avancée, remboursable à l'Etat en 25 ans à partir de l'année qui suit le dernier verse- ment.		Correspond au verso des cases destinées à l'inscription des avances faites en matière de vétusté	3 % en faveur de l'Etat

Autres moyens par lesquels l'Etat peut se libérer

On conçoit facilement l'existence de dérogations apportées au principe du paiement en espèces, car, au cours de la guerre, l'État était devenu le seul possesseur de matériaux, d'approvisionnements d'utilisation immédiate.

D'autre part, l'application de la loi permet certaines transactions intéressantes à examiner.

Dans certains cas, l'État impose son choix au sinistré. Ainsi, la réparation due à ce dernier est parfaite s'il lui est remis des titres ou coupons de rente analogues à ceux dont la perte a été déclarée.

Libération en nature

Mais, en général, le consentement du sinistré est nécessaire. L'initiative peut venir de l'un ou de l'autre. Avant l'armistice et pendant la période le suivant immédiatement, il était plus avantageux de recevoir directement matériaux ou objets, le défaut d'approvisionnement du commerce libre limitant l'emploi des acomptes éventuels.

De plus, l'État possède des stocks importants, augmentés des matériaux provenant des ruines, de tout l'outillage réformé lui appartenant en principe. Afin d'en assurer l'écoulement, la Chambre des Députés voulait faire au sinistré une obligation d'accepter ; mais, au Sénat, les partisans d'une loi d'indemnisation l'ont emporté.

L'État peut aussi se libérer de la réparation des dommages causés aux immeubles par nature, par la donation d'un immeuble de même nature et de même

valeur situé dans le canton du dommage ou les cantons limitrophes ; de ceux causés aux immeubles par destination, aux meubles ayant une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique, par une fourniture similaire de même valeur.

L'État dispose des stocks de guerre pour opérer rapidement les restitutions équivalentes notamment les animaux (chevaux, mulets réquisitionnés), des produits pharmaceutiques pour reconstituer les pharmacies privées dévastées.

La valeur des objets est celle au 30 juin 1914. Cependant, les matières dont la fabrication ou la transformation se sont poursuivies après cette époque sont estimées aux prix du jour du dommage. On a eu surtout en vue les vins, bonifiés à la suite de soins et manipulations diverses.

Enfin, non seulement l'État fournit des matériaux, mais, toujours sous réserve du consentement du sinistré, il peut faire exécuter à ses frais les travaux de restauration des immeubles ou meubles endommagés.

Ces formules de libération en nature, soit directement par l'État, soit par l'intermédiaire des mandataires dont il sera parlé plus loin, sont largement appliquées. Elles ont permis de donner satisfaction aux besoins des sinistrés et ont eu le meilleur effet sur la stabilisation et l'abaissement des cours.

Acquisition par l'Etat des immeubles endommagés ou détruits

Des raisons d'économie avaient fait rejeter par le Sénat le principe du rachat des immeubles par l'État. Cependant, cette mesure fut reconnue indispensable, comme étant seule capable de permettre l'application de la loi sur l'extension et l'aménagement des villes, et des règlements d'hygiène. Et, de fait, de grosses dépenses ont été engagées de ce chef. C'était, d'autre

part, le seul moyen de constituer des forêts domaniales.

Faculté.

L'État a la faculté de se rendre acquéreur pour tout ou partie des immeubles détruits ou endommagés. A défaut d'accord amiable, le prix est déterminé suivant les règles posées pour l'évaluation de l'indemnité, en tenant compte de la valeur du sol et en y comprenant tous les éléments prévus au cas de remploi, si le vendeur prend l'engagement de l'effectuer dans les conditions précisées à l'article 5 de la loi. Le paiement aura lieu, suivant les cas, comme il est dit aux articles 44 et 45.

Obligation.

L'État est tenu d'acquérir certains immeubles. Dans le cas où la remise en état du sol dépasse la valeur du terrain déprécié dans son utilisation ; Certains meubles pour lesquels les réparations seraient plus élevées que l'objet neuf. A défaut de conciliation, la valeur est déterminée d'après les règles légales.

Ceci montre que la loi aurait sagement évité des difficultés au sujet de son application si, aux bases d'évaluation variées qu'elle impose aux Commissions d'effectuer, notamment en vue de l'alternative du remploi ou du non-remploi, elle en avait ajouté une de plus, celle de l'indemnité à régler dans l'hypothèse du rachat.

Compensation. — Libération anticipée

Pour terminer les exceptions aux principes posées en vue du paiement en nature, nous devons ajouter que les règles de droit commun sur la compensation ont trouvé ici leur application. Cette fois, c'est à la demande expresse du sinistré qu'elle peut se faire. Il faut évidemment qu'il s'agisse d'une créance certaine et déterminée, et, de plus, que le sinistré ait déposé sa demande d'indemnité au greffe d'une Commission cantonale.

Ainsi, pour les contributions, il lui suffit d'adresser

au percepteur une demande d'imputation totale ou partielle de ses contributions sur le montant de son indemnité.

Enfin, l'État a, dans tous les cas et à tout moment, la faculté de se libérer par anticipation.

Nous ne sommes malheureusement pas près du jour où le taux de l'intérêt rendra cette opération intéressante.

Certificat provisoire. - Convention d'annuité

L'étude des moyens de paiement ne serait pas complète si nous nous arrêtons à ceux organisés primitivement par la loi du 17 avril 1917.

Le régime des avances que nous allons ensuite examiner n'a pu satisfaire les espérances légitimes des sinistrés. Ainsi, en 1920, sur 12 milliards prévus au budget du Ministère des Régions libérées, le Ministre des Finances n'a pu verser que 9 milliards. Pour le moment, tenons-nous-en simplement à cette remarque, nous y reviendrons.

Le Ministre des Finances avait dit aux sinistrés : « Je vous donnerai de la sécurité et je vous donnerai « du crédit » (1).

Aujourd'hui, ce sont les sinistrés qui vont assurer le crédit défaillant de l'État.

Et, là encore, se confirme que l'État n'est pas un débiteur ordinaire. Il n'était pas à craindre que de farouches individualistes le ruinassent, car, aux premiers signes annonciateurs d'une diminution du crédit de la France, ils viennent à son secours et

(1) Chambre des Députés, séance du 3 octobre 1916.

disent : « Maintenant, laissez-nous faire, prenez tout
« le temps nécessaire pour payer, mais permettez-
« nous de trouver auprès du public ou à l'étranger
« les sommes nécessaires à notre relèvement immédiat,
« nous permettant d'établir des programmes de re-
« construction, éviter l'arrêt des travaux par suite
« de la carence des moyens de trésorerie ».

Le projet de M. Loucheur donna une forme pratique à cette idée ; il fut incorporé à la loi des finances du 31 juillet 1920 (art. 150 à 159).

La loi permet la délivrance au sinistré, avant fixation de l'indemnité et sur évaluation administrative sommaire, d'un certificat provisoire susceptible d'être donné en garantie aux tiers.

La demande est adressée au Chef de Secteur. Celui-ci étudie le dossier, vérifie le dépôt de l'original à la Commission cantonale, arrête provisoirement la perte subie et les frais supplémentaires, conclut à l'établissement d'un certificat provisoire égal au montant du solde du compte provisoire du sinistré, après avis du Comité régional de la Reconstruction industrielle. Le dossier est ensuite envoyé au Préfet, qui statue sur le montant et le renvoie au Service central du Contrôle financier, 71, boulevard Péreire, où l'on procède à l'établissement matériel des titres, l'un pour les meubles, l'autre pour les immeubles. Les titres sont alors renvoyés à la Préfecture et transmis au sinistré. Cette procédure est assez rapide. Pour être négocié, le certificat provisoire s'accompagne d'un extrait de compte fixant le montant des sommes restant probablement à revenir au sinistré. Opposition est faite sur les avances futures. Le certificat constitue donc une reconnaissance de dette, de montant approximatif et d'échéance indéterminée. Ceci limite son utilité.

Seulement, il peut être complété par une convention passée avec le Ministre des Finances. Les sinistrés ou groupements dont les pertes subies sont supérieures à un million peuvent ainsi posséder un crédit individuel ou collectif. Par cette convention, le Ministre

s'engage à verser au sinistré, en 15 annuités au moins et trente au plus, le montant de son indemnité, dont le paiement est, bien entendu, subordonné aux justifications de emploi ou de réinvestissement, jusqu'à concurrence du montant arrêté définitivement par les Commissions cantonales.

Cette convention d'annuités permet la mobilisation plus facile d'une créance dont les échéances sont ainsi déterminées. Une émission d'obligations devient possible. Pour empêcher les appels désordonnés au crédit public, on a maintenu le principe d'après lequel aucun emprunt ne peut être fait sans autorisation du Ministre des Finances. L'Union industrielle de Crédit, créée à cet effet, réunit les sinistrés en groupements professionnels sous forme de sociétés anonymes chargées des opérations relatives aux emprunts, de la gestion et de la répartition des fonds. Ainsi, après avis de l'Union industrielle de Crédit, chaque groupe émet une tranche d'emprunt. Le groupement des Houillères a commencé ces opérations.

U. I. C.

De cette façon, les sinistrés peuvent obtenir des disponibilités et une partie de la dette de l'État se trouve consolidée.

Les annuités rapportent intérêt au taux de 6 0/0 net d'impôt; des exonérations et atténuations d'impôts sont accordées pour les actes accomplis en vue de profiter des dispositions de la loi.

Les titres définitifs peuvent également servir de base à des conventions d'annuité.

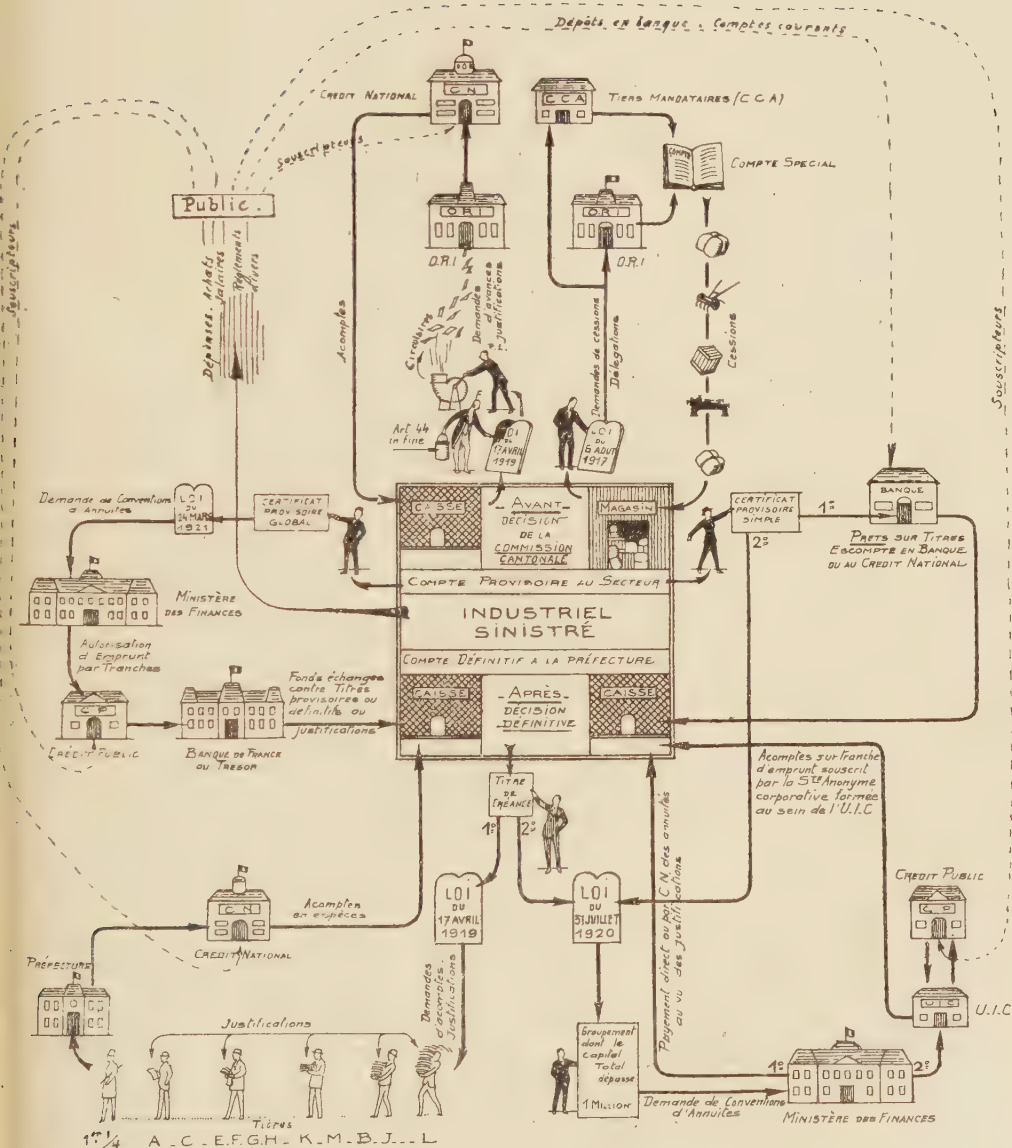
Il y a, enfin, depuis la loi du 24 mars 1921, un troisième système qui offre encore au sinistré de plus grands avantages. En vue d'obtenir plus de rapidité dans l'établissement du certificat provisoire, retardé souvent par la nécessité de procéder à certaines évaluations, il peut être délivré un *certificat provisoire global*.

Les sommes empruntées sont alors obligatoirement déposées au Trésor ou à la Banque de France, d'où elles ne peuvent être retirées qu'au fur et à

mesure de la délivrance aux adhérents de la collectivité emprunteuse de leurs titres définitifs ou certificats provisoires. Peu importe alors que l'estimation du dommage soit exagérée, puisque l'argent emprunté se trouve soit au Trésor, soit à la Banque. Ce système présente un triple avantage : il offre au sinistré des disponibilités immédiates, il recule les paiements de l'État et lui procure même des moyens de trésorerie en faisant rentrer des billets à la Banque de France. C'est très ingénieux.

L'examen de ces diverses dispositions montre combien sont étroitement liées la question du paiement et celle des possibilités financières.

Ces règles montrent aussi comment l'on cherche à concilier les intérêts divers ; les sinistrés y mettent la meilleure grâce. On doit espérer trouver une solution judicieuse et définitive, sans superposer inutilement des procédures successives. Faire toujours table rase ne va pas sans compliquer le travail de paperasserie que l'on voudrait restreindre. L'étude approfondie des conditions d'adaptation des éléments existants donne des résultats plus rapides et certains, révèle les véritables hommes d'État ; elle a inspiré les grands coloniaux.



* * *

Nous serions heureux, maintenant, après l'avoir compris, de saluer et admirer quand même un effort législatif fait en vue de réparer les ruines accumulées à la suite d'une guerre sans précédent dans l'histoire, si les faits actuels ne venaient plaider la cause des partisans du droit individuel insuffisamment entendue. Et la question de remploi s'impose encore à notre esprit. Particulièrement du point de vue économique, les arguments des partisans intransigeants du remploi se retournent contre eux. Et cependant, de bonnes raisons leur ont été opposées. On a eu la phobie du vide et l'on a craint de voir à jamais certaines contrées désertes. Certes, ce point de vue inspirait des discours susceptibles de faire impression en s'adressant au sentiment ! A-t-on pensé à soulager la douleur des amoureux des vieilles pierres, de ceux qui rêvent à l'ombre des souvenirs, par la reconstruction des objets de leur culte ? M. Truchy, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de Paris, réduit à néant toutes ces craintes, en une étude des plus substantielle sur la détermination du montant des indemnités et les modalités de leur paiement (1).

(1) Il y a lieu tout d'abord de remarquer, en ce qui concerne la condition d'emploi des fonds, qu'on ne la conçoit qu'appliquée à certaines catégories de biens. Une exploitation industrielle ou agricole a été détruite ; on voudrait en imposer la reconstruction à l'indemnitaire ; c'est à des cas de ce genre qu'en fait on se réfère. L'application du même principe pourrait être faite aux maisons ordinaires d'habitation. Mais, pour des meubles meublants pour une maison de plaisance, pour une collection artistique ou scientifique, il serait évidemment peu raisonnable d'imposer le remploi en biens identiques comme condition de paiement. Il y aurait donc deux catégories d'indemnitaires, les uns sous condition et les autres sans condition.

La condition même de remploi pour certaines catégories d'indemnitaires, comment la définir ?

Une usine a été détruite. L'État va-t-il imposer la reconstruction d'une exploitation de la même catégorie que celle qui a disparu, un tissage de lin si c'était un tissage de lin, une sucrerie si c'était une sucrerie ? Mais ce remploi en identique peut être une opération antiéconomique. Il y a des industries encombrées, il y en a d'autres où les capitaux

Au Sénat, M. Touron se fait l'éloquent avocat de la liberté.

Enfin, à la Chambre, M. Tournon parle des efforts des industries allemandes et américaines vers la concentration : « Nous voilà devant une table rase, « jamais une occasion semblable ne s'offrira à notre « pays pour se doter d'un outillage moderne ». Il présente la concentration de l'industrie comme une opération moins coûteuse et propose de constituer des sociétés de fusion (2).

Aujourd'hui, la France est comme un homme ruiné dans la moitié de ses usines et devant compter sur

manquent. L'État va-t-il empêcher les intéressés de passer des uns aux autres ? Exigera-t-il aussi que ce soit au même lieu, dans la même commune, que l'exploitation détruite soit reconstituée ? Sans doute, en fait, il en sera ainsi dans la plupart des cas. Mais, si l'intéressé estime préférable de changer le lieu de son exploitation, faut-il le lui interdire ? Dans ces diverses hypothèses, si l'État prétend contraindre et empêcher, il méconnaît l'intérêt économique. A tout moment, il s'opère, dans la distribution et l'affectation des forces économiques nationales, d'incessants changements, et une secousse comme la guerre va rendre nécessaires des changements nouveaux, modifier les débouchés, changer les clientèles. De tout cela, le remploi en identique ne tiendrait pas compte.

On dira peut-être : il suffira que le sinistré emploie d'une façon productive le montant de l'indemnité, sans que cela soit dans une exploitation de même catégorie que l'exploitation détruite. Mais cela même aboutit à des conséquences inadmissibles. Voici un agriculteur ou un industriel âgé ou fatigué, qui comptait transmettre à son fils la direction des affaires ; le fils est mort au champ d'honneur et l'exploitation a été détruite. Est-ce que l'État va exiger, pour payer l'indemnité, que le père se remette à la tâche ? Et puis, que faut-il entendre par « emploi productif » de l'indemnité ? Le sinistré qui, au lieu de reconstruire son exploitation, emploiera l'indemnité en actions d'une société industrielle, fera un emploi qu'on ne saurait qualifier d'improductif. Celui qui la placera en souscription aux emprunts de l'État agira-t-il en mauvais citoyen, à un moment où l'État aura de si grands besoins d'argent ?

Bien d'autres difficultés apparaîtraient du côté du contrôle à instituer, car, une fois posé, le principe d'un paiement subordonné à des conditions d'emploi, un contrôle serait indispensable.

En réalité, les conditions d'emploi et le contrôle nous mèneraient ici à l'arbitraire et, parfois, à l'absurde. Le sinistré a droit à l'indemnité du fait qu'il a subi un dommage ; il fera ce qu'il voudra de cette indemnité. A ceux qui affectent de craindre qu'il n'en fasse un mauvais usage, nous demanderons de considérer que c'est le libre emploi par les hommes de leur activité et de leurs ressources qui a fait la société économique où nous vivons, qui a fait, en particulier, la prospérité des régions de notre pays aujourd'hui atteintes par la guerre. Faisons donc encore confiance à la liberté créatrice pour reconstituer ce qui vient d'être détruit (*Détermination du montant des indemnités et les modalités de leur paiement*, rapport sur les résolutions adoptées par le Comité, par M. TRUCHY, fascicule E).

(2) Chambre des Députés, séance du 17 janvier 1919.

lui seul pour en assurer le relèvement. Le bon sens lui conseillerait de concentrer son activité sur le développement de ce qui lui reste, de produire et d'économiser, non pas tant de l'argent, mais des richesses, des matériaux, afin de reconstruire peu à peu, aux moindres frais, les parties détruites. Au lieu de celà, on reconstruit en hâte, le bon comme le mauvais, on confond la vie avec l'agitation et la dépense avec la prodigalité, et, bientôt, tout s'arrête ; on assiste à ce spectacle inouï d'une nation ne travaillant pas, en face d'une tâche immense à accomplir.

Peut-il y avoir contradiction plus flagrante : refuser confiance à la liberté individuelle et, en même temps, copier servilement le produit de son ancienne activité, avec ses fautes, ses adaptations à des conditions antérieures, comme si la vie actuelle était à la fois les animaux vivants et les fossiles disparus. Des peuples jeunes ont mieux agi, simplement parcequ'ils ont eu l'heureuse fortune de venir à notre suite dans la voie du progrès et de bâtir sur un terrain vierge.

On a fait de la politique arrondissementière, reconstitué surtout les circonscriptions. Au nom d'un prétendu intérêt général, on a lésé plus profondément les intérêts de la France que n'auraient jamais pu le faire les préoccupations individuelles égoïstes, car, au fond, contre quels déserteurs forgeait-on ces armes redoutables ?

D'abord, les amateurs de ciel bleu et de repos, espérant transformer leurs indemnités en paisibles rentes. Oui, mais ne se repose pas qui veut, certains assoiffés d'activité seraient vite revenus ; il faut avoir des moyens, et un système de paiement préférentiel les aurait mis au rang d'autres qui, avant la guerre, avaient, eux aussi, souri à l'heure de la retraite et se sont vus contraints de reprendre le travail. Et les heureux affranchis, maîtres du gage d'indépendance ? Eh bien, nous les aurions vus sans regret quitter les régions où ils s'étaient enrichis. Il est d'abord un premier motif, peut-être péremptoire pour quelques-uns : il est désirable qu'en temps opportun les per-

sonnes occupant des situations importantes laissent la place à d'autres ; c'est la cause de bien des révolutions et, parfois, de l'effondrement des ministères. Nous en avons, malgré tout, de plus sérieux. Une organisation économique déterminée comporte des hiérarchies dont les membres occupent les différents échelons, non pas tant en raison de leur valeur actuelle qu'en vertu de la confiance mise en eux au moment de leur institution. Les plus solides monuments comprennent aussi les vieilles pierres, au grain poussiéreux, maintenues par le seul effort des assises voisines. Ainsi, aux divers postes, il nous est donné de voir des hommes dont le masque trompeur abrite désormais une ruine. Ils font illusion grâce à l'automatisme de l'éducation, de l'instruction, d'un vernis mondain, littéraire, scientifique même. La vitesse acquise les emporte. Sujets intéressants pour le psychiatre et le philosophe, leur excitation illusionne parfois au sein des conseils. Femmes, leur délire les ferait interner. Financiers, industriels, brasseurs d'affaires, leurs extravagances les font admirer pour quelques réussites, mais précipitent aussi des catastrophes nombreuses. Que l'édifice entier s'écroule, aucun n'est capable de reprendre sa place en relevant la machine. Pour reconstruire, il faut des hommes nouveaux. L'intelligence déployée par un homme apprenant à monter à bicyclette est, en un certain sens, d'un ordre supérieur à celle mise au service d'une étude de la « Critique de la raison pure », car elle est créatrice. La reconstitution des régions libérées demandait surtout l'application d'une activité créatrice, et c'est pourquoi certains se sentaient fatigués. Il n'y avait aucun inconvénient à les laisser jouir de leur repos, tout au contraire. Mais, à aucun titre, ce n'était à un tribunal de décider s'il devait leur être permis d'abandonner la lutte, tout au plus à un comité de neurologues et d'économistes ; le cardiographe était plus utile qu'un texte, et, le mieux, sans aucun doute, s'attachait aux principes de liberté.

On a voulu se défendre » contre la fantaisie d'un chacun », comme s'il pouvait y avoir de tels caprices... Convient-il de se méfier de la fantaisie d'individus responsables, ou, plutôt, de celle de l'État, puisqu'elle est, en dernière analyse, l'acte d'un fonctionnaire irresponsable. Dans cet ordre d'idées, les actions des hommes sont conditionnées par les circonstances économiques, par les réactions qu'ils produisent les uns sur les autres, et leur choix, en définitive, sauf les rares cas où la solution ne s'impose pas d'office, se limite à quelques alternatives. Il existe aussi des tropismes sociaux.

Il y a, enfin, ceux qui, volontairement, avaient décidé de changer la place de leurs établissements. Les amis de certains coins charmants de notre vieille France ont vu avec terreur les projets d'industrialisation des sites séculaires qu'ils aiment. L'intérêt national exigeait « la suppression des usines mal placées, leur fusionnement dans des exploitations centralisées, favorablement situées, l'adoption, dans une même branche industrielle, d'un outillage et de machines de type unique susceptibles d'être fabriqués en grande série et de permettre les extensions faciles (1).

Il fallait profiter de l'occasion pour procéder à un nouvel aménagement de la France, et cela seul eut été conforme à l'idée de solidarité nationale. Il était puéril de craindre laisser les régions libérées irrémédiablement transformées en désert, elles ont leurs mines, leurs terres fécondes, des voies de communications nombreuses, une situation géographique privilégiée. Elles se seraient reconstituées suivant une formule nouvelle, dégagée par l'activité créatrice des nouveaux colons, peu nombreux au début, autour desquels serait venue se grouper cette foule amorphe

(1) Rapport sur le fonctionnement de l'Office de Reconstruction industrielle, jusqu'à fin décembre 1919, adressé par M. PRANGEV, secrétaire général de l'O. R. I., à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle et à M. le Président de l'Office.

qui constitue la masse de remplissage. Loin de nous le désir de voir s'élever des villes américaines, nous pouvions faire confiance au génie français, car, à l'occasion de semblables événements, d'initiatives comparables, de grands intendants ont fait de grandes villes. Au lieu de cela, le remploi a été rendu si avantageux que tous se sont précipités pour reconstruire n'importe quoi, d'une façon quelconque. On achète des dommages de guerre, on utilise au hasard l'indemnité et l'on se dit : « peut-être, cela servira bien un jour, qu'importe ; mais, à coup sûr, une vente opportune permettra de réaliser un bénéfice intéressant ».

Ces quelques réflexions nous amènent à conclure que ceux appelés parfois un peu dédaigneusement les « théoriciens de la Faculté » ont montré l'esprit pratique le plus averti et le plus sûr dans la préparation de la loi des dommages de guerre. De telles constatations sont particulièrement propres à fortifier en nous le sentiment de la reconnaissance que nous leur devons pour les leçons reçues de maîtres éminents, et à faire naître en d'autres esprits le regret de ne pas avoir suivi leurs conseils.

II

DES AVANCES

Nous avons exposé les modalités du paiement organisé par la loi du 17 avril 1917. Ce sont des règles de droit.

Règles
générales.

Antérieurement et parallèlement, en attendant les décisions définitives des juridictions compétentes, on institue, en vue de répondre aux nécessités pratiques de reconstitution, un large système d'avances préférentielles, constituant de pures libéralités et, par suite, étroitement subordonné aux accords intervenant pour chaque cas particulier entre le Ministre des Régions libérées et celui des Finances. A ce point de vue, le régime des avances mérite notre reconnaissance; malheureusement, les reproches à lui adresser ne manquent pas. Et, parmi ceux-ci, nous pouvons voir dans le régime des avances la dernière planche de salut à laquelle se sont attachés les partisans de l'arbitraire, de ceux qui avaient excipé successivement de la souveraineté de l'État, de l'idée de secours, puis de celle d'un droit social.

Nous nous souvenons de la séance du 17 avril 1919, séance au cours de laquelle M. le Ministre des Finances demandait la modification de l'article 44. M. Touron lui fit observer la disposition « in-fine ». « Vous pouvez donc faire des avances en tout état de cause ». Le Ministre n'insista pas, il comprit; pour le moment, l'essentiel de la loi était contenu dans ce paragraphe, et, de fait, jusqu'ici, c'est le seul dont on ait généralisé les conséquences.

Nous verrons en temps utile pourquoi il est nécessaire de venir enfin à l'application intégrale de la loi.

Répondant spécialement à des besoins momentanés, les règles admises en matière d'avances ne sauraient être immuables, elles font l'objet de nombreuses circulaires.

Afin d'en mieux faire comprendre les dispositions fondamentales, nous les groupons par objet.

Avances pour reconstitution des immeubles

Même pendant la période qui précéda l'armistice, l'Administration se soucie tout d'abord, à juste titre, de prendre certaines mesures conservatoires, telles celles adoptées en vue de réparations urgentes aux immeubles réparables.

L'éloignement des propriétaires, la nécessité d'aller vite, la déterminent à procéder, en principe du moins, à la réparation directe, en utilisant tous les moyens dont elle dispose. Plus tard, au fur et à mesure de la rentrée des sinistrés, l'Administration leur fait des cessions en nature et avances en espèces permettant de reconstruire suivant les procédés habituels. Cette disposition fut particulièrement appliquée à la reconstruction industrielle, et les bénéficiaires n'eurent pas lieu de s'en plaindre.

Réparations effectuées par les soins de l'Administration

Réparation sur
demande de
sinistrés

L'absence de matériaux, de moyens de transports, puisque les uns et les autres sont complètement aux mains de diverses autorités civiles et militaires d'une part, d'autre part, l'incertitude dans laquelle on est

sur le régime qui sera définitivement adopté pour le règlement des dommages de guerre, la facilité d'être délivré de tout souci et le désir d'être remis promptement en état, incitèrent les sinistrés à profiter des avantages de la circulaire du 14 octobre 1917. A la demande du propriétaire, les agents du service de reconstruction visitent l'immeuble pour lequel l'intervention de l'Administration est sollicitée. Les travaux doivent présenter un caractère urgent et conservatoire, avoir pour objet la remise en état d'habitabilité, la préservation de l'immeuble par la réfection des toitures ou parties de maçonnerie dont la destruction est de nature à entraîner la ruine de l'édifice, le remplacement des portes et fenêtres. L'intérêt de l'État est ainsi directement en jeu, il évite des dégradations d'une valeur supérieure, en général, à celle des réparations envisagées et dont il devrait également assumer la charge éventuelle.

Le montant des dépenses engagées, primitivement limité au 1/5^e de la valeur de l'immeuble, est arrêté à celui de la perte subie.

Naturellement, le sinistré prend l'engagement écrit de renoncer à toute revendication d'indemnité pour la partie des dommages réparés ou d'accepter l'imputation de la valeur des travaux sur sa future indemnité de dommages de guerre.

C'est le payement en nature, tel qu'il sera consacré par la loi du 17 avril 1919, respectant même le principe du consentement du sinistré, puisque l'initiative de la demande vient de lui. On doit regretter que ces réparations directes n'aient pu être faites en plus grand nombre dès le début, même d'autorité, pour les habitations abandonnées. Des immeubles importants sont soumis pendant des années aux intempéries, à la suite d'un trou fait à la toiture. Une richesse perdue l'est pour tout le monde, la collectivité entière supporte plus ou moins directement les conséquences de sa disparition. Il faut attendre jusqu'en février 1920 pour voir l'attention du Ministre attirée sur les « fautes par omission » commises par esprit de né-

Réparation
d'office.

gligence ou de spéculation. Un mois après la mise en demeure, les services de reconstitution peuvent procéder d'office à l'exécution des travaux, conformément au principe de la gestion d'affaires posé par l'article 1372 du Code Civil.

Réparations et reconstructions par le Sinistré

Initiative des
agents de
l'Administration.

En dehors des avances en espèces, le sinistré peut obtenir des bons de matériaux, dont la délivrance présente un intérêt capital particulièrement pendant la guerre et au cours d'une période assez longue après l'armistice. Elle est d'abord strictement limitée aux travaux urgents. Mais, particulièrement au point de vue industriel, on tire ensuite de cette notion « travaux urgents » tout ce qu'elle est susceptible de donner. Les agents de l'Administration se montrent véritablement des fonctionnaires au bon sens du mot, faisant preuve de la plus grande largeur de vue et d'une compréhension complète des besoins des sinistrés. Cette notion est étendue jusqu'à celle de constructions neuves nouvelles : usines génératrices, postes de transformation, sans l'édification préalable desquelles on ne peut évidemment rien faire.

Contrôle
d'emploi.

L'Administration contrôle l'emploi des matériaux, afin d'empêcher le sinistré d'en tirer profit en les vendant ou en les destinant à un tout autre usage. Leur valeur totale ne devait pas dépasser 1.500 francs, mais cette limite est supprimée.

Limite.

De même, il est impossible de fixer un chiffre maximum pour les avances en espèces.

La limite supérieure est calculée d'après la dépense nécessaire à l'exécution des travaux. Cependant, avant le vote de la loi, l'incertitude dans laquelle on était sur les modalités d'application avait conduit l'Administration à limiter ses avances aux $\frac{3}{4}$ de la valeur 1914 et à ne les accorder que pour travaux urgents. D'ailleurs, la guerre absorbait toutes les disponibilités de trésorerie.

La loi du 17 avril, attribuant au cas de remploi les

frais supplémentaires, permet de prendre pour base la valeur de reconstitution. De plus, au lieu de s'en tenir aux travaux de réparation urgente, le Ministre, en ce qui concerne les immeubles industriels, prescrit la plus large interprétation des circulaires. Seul, l'ordre d'urgence est déterminé par la nécessité de la reprise rapide de la vie économique.

Il ne s'agit pas d'indemniser les sinistrés selon les règles d'équité ou de justice distributive instituées par la loi, on considère l'intérêt social du moment. Les immeubles industriels ou agricoles sont classés rapidement suivant un caractère de première nécessité de l'industrie envisagée, en tenant compte aussi des disponibilités budgétaires et des approvisionnements possibles en matières premières ou matériaux. Il faut allumer çà et là des feux, des foyers de travail autour desquels viennent se grouper les ouvriers industriels et agricoles, créant ainsi des agglomérations faisant ensuite tache d'huile, en vue de la reprise complète de la vie économique sur l'ensemble du territoire.

La circulaire du 31 mars 1920 va même beaucoup plus loin. Dérogeant au principe réservant exclusivement les avances industrielles à la remise en marche de celles précédemment existantes, elle permet d'en affecter à la création de certaines fabrications présentant un intérêt tout spécial. On s'est arrêté à une énumération strictement limitative aux briqueteries, tuileries, extraction de pierre ou de sable, scieries, charpente, menuiserie de bâtiment, fours à chaux, fabriques de ciment, de plâtre et d'agglomérés de toute nature.

A un autre point de vue, la sollicitude du Ministre des Régions libérées est appelée sur l'utilité de la construction en matériaux durs de poulaillers, clapiers, étables à porcs, etc., d'une valeur inférieure à 500 francs, et dont les avantages ne peuvent être mis en doute, pour la réorganisation de la vie locale dans les régions rurales dévastées.

Ainsi, aux deux pôles de la vie économique : la

Classement par ordre d'urgence.

Création d'industries nouvelles de première nécessité.

Poulaillers, lapinières, étables à porcs.

baraque à lapins et la grande usine, large régime d'avances et de reconstruction définitive ; pour les autres immeubles, des mesures de conservation strictement indispensables et le logement provisoire.

Demandes

Il n'est donné suite à une demande d'avance formulée par le sinistré qu'après rapport constatant le caractère d'urgence particulière, rédigé soit par le Chef de secteur de l'O. R. I., soit par l'Ingénieur des améliorations agricoles chargé du génie rural.

Interdiction de
tout formalisme
pour l'examen
des
demandes.

Au début, le Préfet décidait du caractère d'urgence de la demande et fixait le montant de la somme allouée, sur le rapport des agents techniques. Mais la pratique montre bientôt que, si l'on veut dégager l'instruction des demandes de l'esprit de complication et de formalisme dont s'inspirent trop fréquemment les services techniques d'architecture et du génie rural, il est indispensable de décharger les préfets de ce service. Devant les demandes souvent très importantes, les services de la Préfecture se montraient timorés. On sait les formalités à remplir pour toucher à la poste un mandat de 5 francs. On admet volontiers une prudence croissant avec l'importance des sommes réclamées. Donc... Donc, ceci étant de la logique... nous comprenons pourquoi les Anglais prétendent parfois avec humour être illogiques. L'Administration allait tranquillement jusqu'au bout : On exigeait du sinistré, tantôt un constat provisoire de l'état des lieux, par application de la loi du 5 juillet 1917, tantôt des décomptes ou devis estimatifs détaillés, tantôt la signature d'engagements non prévus par les instructions ! Ce n'est pas, certes, qu'en temps ordinaire cet esprit formaliste n'ait droit à notre respect, il sied aux habitudes administratives de conserver un certain caractère formaliste ; c'est la marque d'une bonne gestion, et, quoiqu'en puissent dire ceux qui ont toujours à raconter quelque bonne histoire au sujet des actes de l'Administration, c'est une garantie précieuse de leurs droits individuels. Naturellement, il ne faut pas toujours écouter cet aimable Monsieur Lebureau, il exagère souvent.

Aussi, pour laisser les cadres de l'Administration permanente à ses traditions respectables, était-il indispensable d'étendre considérablement les pouvoirs des organes de reconstitution ; organes provisoires, mais souples, créés en vue d'une réalisation rapide, se mouvant dans la sphère d'un minimum déterminé.

Les pouvoirs du Préfet sont délégués à des « régisseurs d'avances » désignés par lui. Le choix peut se porter, soit sur le Secrétaire général de la reconstitution et, par suite, sur les Chefs de secteur, soit sur les Sous-Préfets, si l'on veut aller plus loin dans la voie de la décentralisation.

Régisseurs
d'avances.

Par ordre formel, toutes les exigences non strictement prescrites par les circulaires sont abolies.

Le sinistré présente une simple demande ; l'agent technique se borne à émettre rapidement un avis motivé sur l'utilité et le montant des travaux. Il est accordé une avance, c'est-à-dire une ouverture de crédit. Les acomptes sont versés par fractions successives, sur la production des mémoires payés. Si la vérification avait dû se faire à la façon habituelle des architectes, on imagine l'armée de métreurs et de vérificateurs à entretenir, et les entrepreneurs pouvaient risquer de se trouver arrêtés, faute de paiement.

Pour éviter ces aléas, on s'arrête au système suivant : Avant de commencer l'entreprise, on verse un premier acompte de 20 0/0 de l'avance allouée, à titre de fonds de roulement. Les autres acomptes sont ensuite versés sur présentation des justifications d'usage et sans vérification spéciale, toutes les fois que l'agent technique a effectivement connaissance des travaux en cours, jusqu'à concurrence de 80 0/0.

Paiement des
acomptes.

C'est seulement pour le paiement du solde de 20 0/0 restant qu'il est procédé à une vérification, mais, encore, celle-ci doit être très sommaire et consister plutôt dans la visite des travaux permettant de se rendre compte s'ils ont été effectués correctement, que dans une vérification proprement dite, faite suivant les règles et avec le détail minutieux du temps de paix. Cette vérification est faite par sondages judicieux, mais partiels.

Sans doute, ces règles s'écartent de celles applicables en temps ordinaire. Mais les services de reconstitution ont à faire face à une tâche extraordinaire et la nécessité de la réalisation prime tout, bien entendu, dans toute la mesure compatible avec les nécessités d'un contrôle d'autant plus efficace qu'il s'exerce d'une manière plus intelligente et moins formaliste.

Les paiements sont faits par mandats-cartes payables à domicile, jusqu'au chiffre de 2.000 francs, et par chèque sur le Trésor, payable à la Trésorerie générale et susceptible d'être encaissé par l'intermédiaire des banques, au-dessus de ce chiffre. Enfin, les sinistrés qui préfèrent recevoir un mandat de trésorerie payable chez le percepteur peuvent en faire la demande.

Habitations privées

La reprise des exploitations industrielles et agricoles posait le problème de la main-d'œuvre et, par suite, celui du logement. A ce point de vue, des mesures avaient été prises pour la conservation des immeubles abandonnés aux intempéries, mais la reconstruction avait été négligée. C'était insuffisant, aussi fut-il organisé un système d'avances en vue de constructions provisoires, semi-provisoires et définitives, mais pouvant être rapidement établies. Il donna, d'ailleurs, de piètres résultats.

Construction
provisoire.

La « construction provisoire » est, soit une maison démontable en panneaux de bois, un baraquement quelconque, soit une construction qui, bien qu'édifiée en matériaux durables, n'en présente pas moins, en raison de son importance minime et du mode particulier des matériaux, un caractère essentiellement provisoire. Les unes sont en briques de 22 c/m., hourdées en terre, en briques de 11 c/m. hourdées à la chaux ou en carreaux de terre de 14 c/m ou de matériaux analogues. Le prix ne doit pas dépasser la valeur des maisons démontables, soit 4.500 francs pour une maison de deux pièces, 5.600 et 7.400 francs pour 3 et 4 pièces.

Elle peut être édiflée aux frais exclusifs de l'État, sur tout terrain appartenant aux communes, départements, État, ou loué spécialement par le Service de reconstitution. La maison est louée suivant la situation de fait des demandeurs. Ainsi, le loyer des bâtiments provisoires d'exploitation agricole est calculé sur la base de 3 0/0 de la valeur réelle (4.450 francs le type I, 4.510 francs le type II, 2.026 francs le type III et 1.034 francs le type IV). Quand les demandeurs les abandonneront pour rentrer dans leurs maisons reconstruites, les constructions pourront être, soit remises aux communes ou au département, soit démolies avec soin en vue de la réutilisation des matériaux (menuiseries, tuiles, briques, poutrelles, planches, etc.), dans les reconstructions définitives.

Édifiée aux frais de l'État sur terrain loué ou appartenant à l'État.

Si le sinistré demande l'édification sur son propre terrain, l'emplacement choisi ne doit pas gêner la reconstruction définitive. La moitié du prix de revient d'une maison démontable (soit 2.250, 2.800, 3.700 francs, pour une maison de 2, 3 ou 4 pièces), est à la charge définitive de l'État et imputée sur les crédits des travaux de première urgence. Le sinistré est débité du montant de l'excédent sous forme d'avance acceptée expressément.

Édifiée sur le terrain du Sinistré.

Enfin, le sinistré peut construire lui-même avec les matériaux trouvés sur place ; la dépense, inférieure à 2.250, 2.800 ou 3.700 francs, suivant les cas, est supportée entièrement par l'État.

Le Sinistré reconstruit lui-même.

Si le sol appartient au sinistré, la construction devient sa propriété.

Les constructions « semi-provisoires » répondent à peu près aux mêmes données techniques, mais sont surtout distinguées par leur prix de revient, qui dépasse 4.500 francs. De plus, il n'est plus question d'une participation quelconque de l'État, mais s'implément d'avances. L'hypothèse se rapproche de celle prévue et réglementée par l'article 17 de la loi du 17 avril. Lorsque l'attributaire justifie de l'impossibilité d'effectuer le remploi immédiat en construction définitive, il reçoit des avances de montant

Constructions semi-provisoires.

illimité au tiers de celui de l'indemnité, le surplus est capitalisé à 5 0/0 jusqu'au rétablissement de la créance initiale.

Bien entendu, tous ces avantages sont consentis en vue de l'édification ou de la concession en toute propriété d'une maison provisoire unique par famille sinistrée.

Maisons
ouvrières.

C'est la réponse faite à un certain nombre d'industriels ayant demandé s'ils ne pourraient pas bénéficier de la participation de l'État à la construction d'un nombre plus ou moins élevé de maisons ouvrières provisoires, sur le propre terrain, à proximité de leurs usines. C'eût été un enrichissement injustifié ; l'on craignait de favoriser à cet égard une sorte de spéculation.

La question présentait cependant un intérêt capital. Mais le but poursuivi pouvait d'abord être atteint par l'application directe de la circulaire du 15 juin 1919. Si la construction de moyens d'habitations provisoires est réellement reconnue nécessaire pour abriter la population ouvrière, les services de reconstitution louent un terrain à l'industriel envisagé pour une période de 6, 8 ou 10 ans. La location étant faite dans l'intérêt du sinistré, le prix ne doit pas dépasser un franc. Des maisons provisoires sont édifiées, remises en location pour la même période à l'industriel, il devient ainsi locataire principal et sous-loue à ses ouvriers ou employés.

En fin de location, l'État aura la faculté de reprendre possession de tous les éléments des constructions.

Cette solution est peu pratique, car elle oblige l'industriel à discuter éventuellement avec ses ouvriers ou employés des questions d'entretien d'immeubles, de paiements de loyers, de congés parfois pénibles. Le patron a suffisamment de points de frictions possibles, et il est préférable de ne pas l'obliger à intervenir dans une partie de la vie privée de son personnel.

Habitation à
bon marché.

L'extension du régime des constructions semi-

provisoires fut ensuite décidée en faveur des industriels et des sociétés d'habitations à bon marché prenant l'engagement de procéder à la construction de maisons ayant un caractère durable, tout en offrant l'avantage d'être terminées rapidement, et dont le type doit être préalablement agréé par l'Administration. Le montant des avances ne peut dépasser 75 0/0 de la valeur de reconstitution des immeubles endommagés ou détruits. Il est calculé, pour chaque maison que les industriels ou les sociétés s'engagent à construire, sur la base des sommes pouvant être imputées au compte du sinistré qui demande l'édification d'une maison provisoire, mais à l'exclusion de toute participation de l'État analogue à celle admise pour les constructions provisoires.

Enfin, une combinaison ingénieuse fut mise au point par le 1^{er} Secteur de la Reconstitution industrielle. Elle consiste dans la constitution d'une « Société régionale d'Habitations salubres et à bon marché du Nord », bénéficiant de la loi sur les habitations à bon marché et procédant à des rachats de dommages de guerre. En principe, par le jeu combiné des achats de dommages, du bénéfice des frais supplémentaires, des avances, des estimations favorables des agents de l'Administration, la Société arrive à construire des maisons pour lesquelles elle débourse, en définitive, une somme sensiblement égale à la valeur d'avant-guerre. L'industriel intéressé souscrit une part du capital correspondant à ses besoins. Avec 100.000 francs, par exemple, il a droit à 500.000 francs de constructions, soit 15 maisons ouvrières au prix moyen de 33.000 francs. De plus, dans chaque localité, il est constitué un organe de gestion gérant les immeubles. L'industriel n'a donc aucun souci de cette nature.

Pour construire, on attend la baisse des matériaux.

L'État aurait bien fait d'en faire autant avant de s'engager sur la question des constructions provisoires ou semi-provisoires, opération ruineuse à laquelle on a renoncé. Pour passer l'hiver dans ces

Société Régionale
d'habitations
salubres et à bon
marché du
Nord.
Achats de
dommages de
guerre.

boîtes à courants d'air, on engage des dépenses telles que, tout compte fait, la construction définitive revient meilleur marché. Il faut aussi avoir besoin d'espérance pour se forger celle de croire que les matériaux récupérables auront quelque valeur.

Tout ce qui précède concerne donc plus particulièrement les maisons ouvrières ; le souci de la reconstruction industrielle a conduit à envisager sérieusement les données du problème.

Insuffisance des
moyens de re-
construction.

Mais les habitations particulières proprement dites sont négligées, en dehors des mesures conservatoires, aucun régime d'avance. Cependant, il est urgent de songer à leur reconstruction. D'autre part, les préoccupations urbaines, sous l'influence de la loi concernant les plans d'extension et d'aménagement des villes, interviennent pour empêcher les sinistrés de reconstruire précipitamment leurs demeures au point même où elles existaient. Cependant, un grand pas a été fait avec le développement des coopératives de reconstruction.

Coopératives de Reconstruction

La réédification des villages de la Marne atteints par les inondations de 1910 avait été assurée dans des conditions particulièrement avantageuses au point de vue de l'économie et de la rapidité, par des coopératives de reconstruction.

Aussi, l'idée d'employer le même moyen dans les régions dévastées s'impose-t-elle de bonne heure à l'esprit. A l'heure actuelle, le nombre des sociétés ainsi constituées dépasse 2.000.

La pratique de l'association est aujourd'hui suffisamment entrée dans nos mœurs pour que les avantages à retirer par les sinistrés de groupements coopératifs apparaissent immédiatement : achats de stocks de matériaux, création d'un chantier unique, choix d'un seul architecte et d'un seul entrepreneur prenant en bloc le bon et le mauvais travail, standardisation,

etc. La coopérative présente, en outre, vis-à-vis des tiers, une garantie incontestable.

Cependant, l'action de ces sociétés était entravée par suite de l'absence d'un statut légal et l'insuffisance de leurs ressources. La personne morale de la société, n'étant pas sinistrée, ne pouvait être admise au régime des avances. Il y avait là une lacune que vinrent combler la loi du 15 août 1920 et le décret du 9 octobre 1920. Aujourd'hui, les sociétés coopératives de reconstruction sont fortement organisées en vue de la réalisation de leur but spécial, d'intérêt primordial. Il s'agit de la renaissance des cités, de la vie locale, et l'on sait combien les problèmes urbains deviennent prépondérants. La politique cède le pas à l'urbanisme. L'administration des villes, la gestion des finances des grands centres réclament le concours des hommes les plus éminents et les qualités de l'homme d'État.

Le décret donne un modèle de statuts-types. Non seulement les sinistrés peuvent en faire partie à titre individuel, mais encore les communes, le département et les établissements publics. Il ne peut y avoir plus d'une coopérative dans les communes ayant moins d'un million de dommages. La société n'est pas dissoute par la mort, la faillite, etc., d'un de ses membres. Cependant, tout sociétaire est libre de se retirer après fixation de ses indemnités par la juridiction compétente et avant déclaration de remploi. Dans le cas où le sinistré opte pour le remploi après achèvement des travaux de reconstitution, tout commencement d'exécution équivaut à un engagement de remploi à concurrence au moins des sommes nécessaires pour parfaire les dits travaux. Il ne doit pas quitter la société avant leur achèvement.

Nous verrons plus loin les avances allouées aux sociétés. Elles peuvent faire des emprunts. Elles tiennent une comptabilité en partie double de leurs opérations.

Les sociétés existantes peuvent se transformer en sociétés approuvées. De plus, des groupements plus

généraux sont autorisés par la formation d'unions de coopératives. L'Union d'arrondissement de Meurthe-et-Moselle est sur le point de réaliser, avec l'appui du département, un emprunt local pour lequel on parle d'une première tranche de 100 millions.

Avances pour reconstitution du Mobilier personnel

Les objets mobiliers usuels ne sont pas moins indispensables au rétablissement de la vie familiale que l'habitation elle-même.

Avances en
nature aux
réfugiés.

Des secours de cette nature avaient été accordés aux réfugiés au moment de l'invasion, dans toutes les communes du territoire les ayant recueillis.

Les premiers sinistrés autorisés à rentrer reçurent également, à titre de secours, car la loi n'était pas encore votée, des distributions en nature, certains objets, lits ou cadres de lits, matelas, couvertures, poêles, fourneaux, etc. Mais, si ce procédé pouvait donner satisfaction aux miséreux qui ne possédaient rien avant la guerre, les sinistrés possesseurs d'un mobilier, sinon confortable, tout au moins convenable, pouvaient craindre de voir ces distributions tenir lieu d'indemnité définitive. Du caractère de ces concessions résultait une incertitude fâcheuse.

Le principe de la réparation intégrale avait été posé, la discussion du projet de loi était suffisamment avancée pour permettre de se faire une idée des dispositions minima à adopter.

Sinistrés autorisés
à rentrer.

Il fut décidé que tout sinistré autorisé à se réinstaller dans les régions libérées pourrait demander au Préfet du département auquel appartient sa commune d'origine une avance en nature ou en espèces imputable sur sa future indemnité de dommages de guerre, pour la reconstitution de son mobilier.

Au vu de la demande et des justifications jointes, le Préfet accorde, soit le mobilier demandé, soit une avance en espèces en permettant l'acquisition.

Demande.

Le mobilier comprend exclusivement les objets ou meubles meublants les plus usuels, lits, literie, fourneaux, tables, chaises, bahuts, armoires, ustensiles de ménage, etc.

Objet.

Il convient d'y ajouter le petit outillage domestique élémentaire (scies, marteaux, etc.), afin de permettre au sinistré de faire les petits travaux de restauration et d'aménagement qu'il lui est possible d'exécuter lui-même.

Le prix est porté d'une manière apparente sur chaque objet, c'est le prix d'achat majoré de 5 0/0 pour dépenses de transport, gardiennage, manutention.

Prix

Toujours d'après le principe de liberté laissée au choix du sinistré, si celui-ci demande à acheter directement au commerce ce dont il a besoin, ou si l'Administration ne possède pas ces objets dans ses propres approvisionnements, il est remis au demandeur un extrait de décision constituant « bon de livraison » et contenant l'indication des objets et le montant de l'avance mis à sa disposition. Ces bons sont ensuite payés au fournisseur. Le système manquait de souplesse, le sinistré était trop gêné dans son choix et ne pouvait pas profiter des occasions éventuelles d'achats faits à des particuliers. On décida de donner purement et simplement des avances en espèces, avec obligation de justifier les dépenses faites par des factures.

Bons de livraison.

Achats directs.

L'avance maximum, fixée d'abord à 500 francs, puis à 1.000 francs pour le chef de famille et 300 francs par enfant, finalement à 2.000 francs pour le chef de famille et 300 francs par enfant ou personne à sa charge.

Limite.

De plus, une somme de 250 francs au maximum, sur le vu de la facture d'engagement ou d'achat, est allouée pour le remplacement de bicyclettes enlevées par l'ennemi, sur déclaration portant l'attestation

Bicyclette.

de deux témoins et le visa du maire que le sinistré était, au moment de la guerre, en possession d'une bicyclette, qu'elle a été perdue par suite des événements de la guerre, et qu'elle lui est indispensable pour l'exercice de son métier ou de sa profession.

On songe, en outre, aux moyens de pourvoir à des remplacements en nature en s'adressant au service de la liquidation des stocks.

Fonctionnaires.

Employés de
Ch. de fer.

--

Autorisation
d'achat à
l'intérieur.

Extension aux
sinistrés restés en
territoire non
envahi.

Au début, les avances sont réservées aux sinistrés rentrés dans leur domicile. Le bénéfice en est étendu aux fonctionnaires ne devant jamais revenir, puis aux employés de chemin de fer. De plus, afin de permettre aux sinistrés de mieux s'approvisionner à leur choix dans la zone de l'intérieur, l'avance leur est accordée au lieu de refuge dès le moment où ils sont autorisés à rentrer, ainsi que des facilités de transport. Enfin, après le vote de la loi du 17 avril, tous les sinistrés sont admis au bénéfice des avances, même ceux restant définitivement à l'intérieur. Ceci montre bien comment les organes de reconstitution se tiennent toujours en-deçà des limites éventuelles de la loi, par une interprétation restrictive en cas de doute, et se conformément immédiatement aux dispositions légales dès qu'elles sont parfaitement précisées.

Magasin de la
Reconstitution*

Il convient d'ajouter que, depuis quelque temps, de sérieux efforts sont faits en vue de mettre sur place toutes les marchandises courantes à la disposition des sinistrés, aux prix minima, soit dans les magasins du Service de la Reconstitution ou même dans le commerce libre. Le système des « bons de livraison » a pu, de ce fait, beaucoup mieux fonctionner. De plus, on comprend dans les avances celles effectuées en vue d'achat de linge ou de vêtements.

Pas de
formalités.

Régisseurs
d'avances.

Étant donné qu'« en fait de meubles, possession vaut titre », l'instruction des demandes était, au début, aussi laborieuse que celle dont nous avons parlé au sujet des immeubles. A cela, venait s'ajouter le retard apporté dans la livraison par le fournisseur, qui n'était pas toujours approvisionné. Aussi le Ministre se fâche. Il ordonne aux préfets de nommer régisseur d'avance

le Secrétaire général de la Reconstitution et d'accroître la décentralisation en nommant des régisseurs d'arrondissements, en la personne du Sous-Préfet, et même un régisseur cantonal si c'est nécessaire.

De plus, afin de ne pas obliger le sinistré à se rendre, pour être payé, à une caisse publique, quelquefois éloignée de son domicile, on charge, comme d'habitude, le facteur du paiement par mandats-cartes postaux.

Paiement.

Avances pour reconstitution du Mobilier professionnel

Ce régime a été institué pour étendre aux professions libérales le bénéfice des avances accordées aux professions manuelles et commerciales examiné plus loin. Les médecins, pharmaciens, vétérinaires, officiers ministériels et publics, réclamèrent les premiers, puis les fonctionnaires et magistrats.

Limite.

L'avance, d'abord de 10.000 francs au maximum, puis de 15.000, ne doit pas, bien entendu, dépasser la valeur des objets d'utilité professionnelle, perdus ou détruits par suite des événements de guerre, ni même une proportion de 75 0/0 de cette valeur.

Les demandes sont toujours accompagnées d'un état déclaratif, certifié par deux personnes notables de la commune et par le Maire, des pertes subies par le demandeur, limitées au mobilier professionnel, livres ou objets indispensables.

Les avances en nature, dans la limite de ce maximum de 15.000 francs, sont instituées après entente avec le Service de Santé et l'Office de liquidation des stocks.

Avances aux propriétaires de Bateaux armés à la petite pêche

Le sinistré adresse sa demande à la Direction de l'Inscription maritime, avec les pièces justificatives. Il indique avec précision quel genre de navire il se propose de reconstruire et fournit un devis approximatif de la dépense prévue.

Le Directeur de l'Inscription maritime complète la demande par l'indication de l'évaluation du dommage telle qu'elle a été faite par la Commission du quartier, et il exprime son avis touchant le montant de l'acompte accordé dans la limite des $\frac{3}{4}$.

Si le demandeur a déjà bénéficié d'avances en espèces ou de travaux effectués par les équipes instituées par le Ministre de la Marine, le montant des avances ou la valeur des travaux sont exactement indiqués par le Directeur de l'Inscription maritime et seront précomptés sur le montant de l'acompte qui pourra être accordé. Le dossier est transmis au Ministre, qui statue.

L'acompte accordé est versé aux sinistrés par fractions successives ; la première fraction, qui ne doit pas excéder le $\frac{1}{3}$ de l'acompte total, peut être, sur la demande de l'intéressé, payée avant le commencement de l'exécution des travaux. Les fractions suivantes sont payées au fur et à mesure de la justification de l'emploi des sommes précédemment versées. L'exactitude et la sincérité des justifications fournies sont contrôlées par l'Administration de l'Inscription maritime.

L'ordonnancement est fait sur les crédits du Ministre des Régions libérées.

Avances aux Agriculteurs

La loi du 4 mai 1918 avait institué sur tout le territoire un système d'encouragements et d'avances aux agriculteurs pour la remise en culture des terres abandonnées.

Combinaison de
de la loi du
4 Mai 1918 et
du principe de la
réparation
intégrale.

D'autre part, le principe de la réparation intégrale des dommages de guerre avait été voté et les discussions devant aboutir à la loi du 17 avril 1919 permettaient de préciser les sphères d'application de ces deux principes.

C'était au moment où le recul de l'ennemi allait permettre aux habitants des régions envahies de revenir dans leur pays d'origine.

La loi du 4 mai 1918 n'avait pas fixé le taux des avances, mais simplement ouvert un crédit de 100.000 francs. Cet exemple montre comment, dans certaines lois nouvelles, le législateur pose simplement les principes généraux et laisse à l'Administration le soin, par l'exercice de son pouvoir réglementaire, de modeler la loi aux situations particulières auxquelles elle doit s'appliquer. C'est un heureux effet du système de la confusion des pouvoirs tempéré par la séparation des fonctions.

Crédit global.

Le taux des avances est d'abord fixé au maximum de 1.000 francs par hectare, porté dans certains cas spéciaux à 2.000 francs. Sur cette avance, il est versé au sinistré, à titre de fonds de roulement, une somme de 400 francs par hectare pour salaire et subsistance de sa famille. Le reste pouvant faire l'objet de cessions en nature ou d'acomptes. En 1919, avec la hausse des prix, les cas spéciaux se multiplient et, même, en bien des cas, c'est insuffisant. Aussi, 2.000 francs devient le taux normal, et, exceptionnellement, dans les cas particuliers, il s'élève à 2.500 francs pour les éleveurs de chevaux de race et à 4.000 francs pour les vigne-

Taux des
avances.

Limite.

rons pratiquant des modes d'exploitation particulièrement onéreux comme en Champagne, enfin, 3.000 francs en zone rouge.

Pour mettre les sommes versées pour la subsistance familiale ou le payement des salaires plus en harmonie avec le coût de la main-d'œuvre et de la vie, le maximum immuable de 400 francs par hectare est remplacé par une proportion des 4/10^e du montant total de l'avance accordée.

Le montant total des avances allouées à divers titres ne devant pas dépasser primitivement, en principe, une valeur égale à la moitié de l'importance approximative du dommage, est porté, dès l'armistice, au montant même du dommage estimé à la valeur d'avant-guerre. Enfin, le vote de la loi du 17 avril permet de reculer encore cette limite jusqu'à la valeur de remplacement ou de reconstitution déterminée par l'application du coefficient 2 à la valeur d'avant-guerre.

Association
de culture.

Il y a le plus grand intérêt à étendre le bénéfice des avances résultant des combinaisons possibles avec la loi du 4 mai 1918 aux associations de cultures formées entre agriculteurs pour la remise en valeur des exploitations. Il est juste de favoriser l'extension du principe de la coopération dans le domaine de la reconstitution agricole. Outre l'appui que les membres de ces sociétés peuvent se prêter, ils trouvent des facilités à la mise en œuvre de la culture mécanique et l'économie de matériel que les coopératives sont susceptibles de réaliser procure un avantage à l'État et aux sinistrés. Nous avons vu l'obstacle. L'association, personne morale, n'est pas sinistrée. Les agriculteurs, en s'associant, peuvent apporter à la société tout ou partie des avances sur dommages de guerre auxquels ils ont droit à titre individuel. De plus, pour simplifier, sur la production de l'acte d'association, il devient possible d'ouvrir à la société elle-même un crédit correspondant. Enfin, la loi du 15 août 1920 et le décret du 9 octobre 1920 permettent de donner un statut légal à des associations.

Au point de vue des avances, elles sont plus favorisées que les sinistrés eux-mêmes, surtout dans l'examen des cas particuliers.

Revenons aux sinistrés individuels.

Naturellement, on a eu primitivement en vue les agriculteurs rentrant dans leurs foyers, et la réglementation relative à l'allocation des avances s'inspire des tendances et des prescriptions de la loi en matière de emploi.

Cependant, par suite des bouleversements du sol, certaines terres sont incultivables pour un délai plus ou moins long. Des agriculteurs demandaient à reprendre une autre exploitation sur un point quelconque du territoire. Si l'intérêt social est en jeu dans l'obligation du emploi, il ne l'est pas moins dans le fait de voir des agriculteurs découragés abandonner définitivement la terre. Une réinstallation provisoire leur permet de reconstituer un train de culture qu'il est possible ensuite de transporter sur leur ancienne exploitation. Il faut se pénétrer de cette idée qu'on ne favorisera jamais assez la situation des agriculteurs, il faut la rendre enviable, afin de retenir ou faire retourner à la campagne une élite intelligente, sérieuse, travailleuse et instruite. L'école primaire a, malheureusement, fortifié cette opinion que les élèves « ayant des dispositions » devaient remplir les cadres inférieurs des administrations, et les imbéciles laissés à la culture. Espérer du contraire le plus grand bien, ne serait pas une simple boutade.

Cultivateur dont les terres sont incultivables demande à reprendre une autre exploitation provisoire.

Cependant, pour reprendre la question des avances, d'après la loi, la faculté de emploi est élargie dans le cas d'expropriation ou de rachat de terres par l'État, procédure demandant certains délais.

Or, les articles 8 et 45 permettent l'application du régime des avances en cas de réinvestissement sur un point quelconque du territoire.

On fixe alors la limite supérieure aux $\frac{3}{4}$ de la perte subie.

Il y a, aux yeux de la loi, un cas plus grave. C'est celui d'un agriculteur, dont les terres sont provisoi-

Agriculteurs dont
les terres sont
incultivables
provisoirement
et qui attendent
sur place.

rement incultivables, qui croit devoir, non pas rechercher ailleurs une autre exploitation, mais attendre soit sur place, soit dans une autre résidence, que la remise en activité de son exploitation primitive soit devenue possible, ou qu'une décision soit intervenue en sens opposé.

Le point de vue sanctionnateur de la loi le met dans une situation particulièrement critique, puisqu'il ne peut toucher d'acompte qu'après la sixième année de la décision définitive.

Avances
alimentaires.

Ce cas étant cependant digne d'intérêt, il peut toucher, sur les intérêts qui lui sont dûs depuis le 11 novembre 1918, une avance alimentaire pour subvenir à sa subsistance et à celle de sa famille. Cette avance, renouvelable tous les trois mois, est fixée, en principe, à 5 0/0 par an du montant approximatif de la perte subie, le capital étant laissé intact (1).

(1) *Résumé :*

En résumé, le sinistré, dont la terre est réputée actuellement incultivable (zone rouge des cartes dressées pour la détermination de l'état du sol), peut, à son gré, soit se réinstaller sur place, soit s'installer ailleurs.

A l'emplacement même :

A. — S'il se réinstalle sur place, il a droit :

Immédiatement, à une avance alimentaire renouvelable dont le maximum est fixé à 5 0/0 par an du montant approximatif de son dommage, valeur 1914, avance correspondant aux intérêts prévus par l'article 47 de la loi du 17 avril 1919, et qui n'entraînera donc aucune diminution de son indemnité de dommages en capital.

Eventuellement, à une avance pour fonds de roulement au titre de la remise en culture, au fur et à mesure qu'il aura été reconnu que telle ou telle partie de son domaine est en état d'être remise en exploitation.

Cette avance, ou plutôt les avances successives qui seront consenties à cet égard, seront basées sur l'étendue de la remise en culture, au fur et à mesure de chaque réalisation.

Dans la zone de 50 kilomètres :

S'il se réinstalle dans la zone de 50 kilomètres, il a droit aux mêmes avances (24 mars 1921).

B. — Si le sinistré s'installe ailleurs qu'au siège de son exploitation primitive :

En un point quelconque dans la zone dévastée :

1° Dans la zone dévastée, il a droit, s'il prend une autre exploitation agricole, immé-

Les entrepreneurs de battage sont, depuis peu, admis au régime des avances. Le maximum est fixé à deux fois la valeur 1914, mais il est possible d'accorder une avance plus considérable (1).

Entrepreneurs
de battage

Les demandes sont adressées au Préfet ou au Sous-Préfet du lieu de l'exploitation évacuée, dont le sinistré entreprend la remise en culture.

Demandes.

Le Préfet délègue ses pouvoirs à des régisseurs d'avances statuant directement, en désignant soit le Secrétaire général de la reconstitution, soit le Directeur des services agricoles du département, et, au besoin, soit les sous-préfets ou les professeurs d'agriculture des arrondissements.

Régisseurs
d'avances.

Les avances sont mandatées comme nous l'avons vu.

Payement,
justifications.

diatement aux avances, plus tard au bénéfice du emploi, à la condition que la terre soit rachetée par l'État.

Dans la zone de l'intérieur :

2° Dans la zone de l'intérieur, il a droit immédiatement à une avance alimentaire, plus tard au bénéfice du réinvestissement.

En toute hypothèse, il appartient au Préfet du lieu du dommage, sur la demande de l'intéressé, d'apprécier et de décider, tant qu'il n'en a pas été décidé suivant les formes de la loi, si la situation de la terre, au point de vue de l'impossibilité actuelle de remise en culture, comporte et justifie l'application des dispositions ci-dessus aux cas particuliers dont il est saisi.

Il se base, dans ce but, tant sur les cartes ou relevés de terrain établis d'une manière générale par les services du génie rural ou de la reconstitution foncière, que sur les constatations résultant éventuellement des visites sur place effectuées, au reçu des demandes, par des agents techniques désignés à cet effet.

(1) Au cas, toutefois, où cette avance, destinée à effectuer l'achat de matériel dont le coefficient de remploi sera certainement supérieur à 2, serait reconnue insuffisante, je vous autorise, après examen de chaque cas particulier, à en élever le montant, jusqu'à concurrence des chiffres maxima suivants :

Matériels de battage à faible puissance (batteuse avec locomobile ou batteuse avec moteur de 5-6 HP	15.000 francs.
---	----------------

Matériels de battage à grande puissance (batteuse et locomobile de 8 à 12 HP, avec batteuse)	25.000 francs
--	---------------

Matériels de battage à très grande puissance (avec presse), genre Lanz, Ransonne, Garrett	35.000 francs
---	---------------

Matériels de battage à très grande puissance (avec presse)	42.000 francs
--	---------------

Société
tiers-mandataire.

Pour se procurer l'outillage, les semences, le bétail, outre les avances en nature, le sinistré peut acheter, soit directement, soit faire une demande de cession à la société tiers-mandataire de l'État.

En vue des achats, des justifications sont nécessaires. Tout d'abord, il faut une autorisation pour y procéder, puis toute latitude est laissée aux sinistrés. On exigeait parfois des factures établies au nom de l'Office ou de la société tiers-mandataire, mais, qui est tant soit peu au courant des pratiques des foires et marchés voit de suite les difficultés inextricables auxquelles conduisait cette obligation. Après un essai dans le département de l'Aisne, on décide d'admettre les factures présentées par les sinistrés, même établies au nom de l'acheteur, lorsque la société tiers-mandataire est en mesure de les compléter de la triple certification que la vente a bien eu lieu, que le prix fixé correspond au cours du moment et que la livraison est effectuée.

Les sociétés tiers-mandataires, par des achats à l'étranger, des approvisionnements, des expositions publiques, des ventes, sont pour les sinistrés un auxiliaire précieux. Afin de faciliter les achats, ils peuvent demander l'ouverture d'un crédit constaté par les soins du régisseur d'avances.

Avances aux Artisans locaux, Commerçants locaux et petits Industriels

Dès 1917, des avances ne pouvant dépasser, en principe, 3.000 francs, ni excéder la moitié du montant du dommage, sont allouées aux artisans, commerçants locaux et petits industriels.

Ce maximum est vite reconnu insuffisant pour

apporter une aide utile à ceux dont le concours est de plus en plus nécessaire pour la reprise de la vie économique dans les régions libérées.

Le maximum est fixé à 20.000 francs. Lorsqu'aucune autre avance n'est faite au sinistré pour un autre objet, la limite était maintenue à la moitié du dommage, et, au cas contraire, aux $\frac{3}{4}$ de la valeur d'avant-guerre.

Des demandes, adressées aux préfets, étaient soumises à des commissions dont les lenteurs caractéristiques amènent les préfets à déléguer leur pouvoir de statuer à des régisseurs d'avances secondés par un délégué nommé par les commissions d'examen et signant avec lui les chèques émis pour le paiement.

Avances aux Industriels et Chefs d'entreprises

Après l'armistice, la nécessité de hâter par tous les moyens la reprise de la vie économique dans les régions libérées rend indispensable l'adoption de mesures permettant la remise en marche des industries et des entreprises dans le plus court délai possible. Dans ce but, on accorde aux industriels et chefs d'entreprises des avantages analogues à ceux alloués aux petits industriels, mais nécessairement plus en rapport avec les besoins considérables de la grande industrie.

Le Ministère de la Reconstitution industrielle est créé. On lui rattache l'Office de la Reconstitution industrielle constitué au Ministère du Commerce. Cet organe va venir au secours des sinistrés, les « dépanner », suivant l'expression de M. Loucheur dans son discours de Roubaix du 1^{er} décembre 1918.

Les formalités sont réduites au minimum. D'abord, un simple état déclaratif des dommages subis est remis par le sinistré au Chef de secteur, qui en con-

O. R. I.

Pas de
formalités.

trôle sommairement l'ordre de grandeur et, aussitôt, ouverture d'un crédit. Il suffit au demandeur de justifier être en état de remettre son affaire en marche à bref délai, en tant que personnel, moyens matériels matières premières, mais qu'il manque du fonds de roulement nécessaire.

Avances.

Avec l'avancement des travaux et le paiement des achats effectués, les avances sont des plus considérables, à condition de donner les justifications permettant de serrer de plus près la vérité relative à l'importance des dommages subis. La simple évaluation du début peut être constamment remaniée au fur et à mesure que la constitution du dossier de dommages de guerre rend possible une plus grande précision.

Système
préférentiel.

La quotité des avances se détermine aussi d'après leur objet, qui est avant tout de permettre la remise en marche et la poursuite des fabrications et entreprises, jusqu'au jour où les dépenses faites sont normalement récupérées par la vente des produits ou le paiement des travaux, délai qui a paru devoir être fixé, en principe, à trois mois de fabrication ou de fonctionnement.

La nature de l'industrie ou de l'entreprise joue aussi un rôle important dans la détermination des avances.

Taux des
avances.

Leur montant se calcule essentiellement d'après le nombre d'ouvriers employés et adopte pour une période de trois mois une dépense de 1.200 francs par ouvrier, c'est-à-dire 1.000 francs pour salaire et 200 francs pour frais généraux et divers.

La limite maximum ne doit jamais dépasser 75 0/0 de la perte subie.

Cession.

De plus, des fournitures de matières premières sont faites par l'intervention de l'O. R. I.

Les cessions en nature peuvent être faites, soit directement par l'O. R. I., soit par le Comptoir d'achat.

Pour la reconstitution de l'outillage, des avances en espèces sont allouées par les Chefs de secteur aux

industriels qui se proposent d'acheter de préférence les outillages, matériels, machines, matières premières, articles ou produits d'entretien dont ils ont besoin, en s'adressant aux fournisseurs plutôt qu'en passant par l'intermédiaire du Comptoir d'achat.

Les acomptes en espèces sont payés par chèques acceptés par la Banque de France.

Ainsi, les industriels peuvent bénéficier :

Résumé.

1^o Du régime d'avances pour fonds de roulement exposé ici ;

2^o Du régime d'avances en espèces pour réparations urgentes aux immeubles, pour reconstitution totale de bâtiments indispensables, exposé plus haut ;

3^o Avances pour reconstitution d'outillage ;

4^o Du régime d'avances en espèces sur le montant des bons de réquisition allemande, que nous exposerons plus loin ;

5^o Enfin, de celui pour constitution de dossier, que nous exposerons aussi plus loin.

Avances pour établissement de dossiers de dommages et constitution de fonds de roulement aux Sociétés coopératives de reconstitution

Les frais d'expertise prévus par la loi du 5 juillet 1917 doivent être supportés les uns par l'État (expert de l'État), les autres par le sinistré (expert du demandeur). Ceux du troisième expert seront éventuellement supportés, moitié par le sinistré, moitié par l'État.

L'établissement des dossiers de déclarations de dommages comporte souvent, pour le sinistré, certaines dépenses que sa situation présente peut ne pas lui permettre de supporter.

Ces dépenses consistent, notamment, soit en opérations de constat ou d'expertise, rédaction de procès-

verbaux, relevés de plans, copies de pièces, etc., soit en établissement de projets et de devis de travaux en vue du remploi.

Les nombreuses circulaires qui ont régi successivement la matière témoignent des abus auxquels se sont livrés les agents d'affaires et techniciens, experts dont la science consistait à égarer la vérité dans le maquis des séries de prix pour leur seul avantage personnel.

Nous n'examinerons pas les divers taux appliqués successivement, mais simplement ceux arrêtés aujourd'hui.

Il peut être alloué des avances aux titres suivants :

1^o Pour l'établissement de dommages immobiliers bâtis ;

2^o Pour la constitution du dossier administratif ;

3^o Pour la constitution du dossier des dommages autres que bâtis ;

4^o Pour l'établissement du projet des travaux.

1^o *Pour l'établissement du dossier des dommages immobiliers bâtis.* — L'avance est calculée au tarif des honoraires, dressé et adopté par la Fédération des Sociétés françaises d'architectes.

Ce tarif, remanié plusieurs fois, distingue trois modes d'établissement de dossier de dommages de guerre, correspondant aux différents cas qui se présentent dans la pratique (1).

2^o *Pour la constitution du dossier administratif.* — Les travaux que cette avance a pour but de rémuné-

(1) *Premier mode* (règle générale) :

Le dossier devra comporter :

a) Un plan d'ensemble par masses ;

b) Une évaluation au mètre carré, globale ;

c) Des notes descriptives et l'estimation des accessoires ne rentrant pas dans l'évaluation globale.

Le tout à présenter obligatoirement sur des imprimés établis par l'administration (les imprimés sont établis pour chaque type de construction usité couramment dans les régions du Nord et de l'Est).

Les honoraires afférents à ce mode se calculent comme suit :

rer peuvent être, le plus souvent, effectués par l'intéressé lui-même ou entraînent des dépenses infimes qui ne sont pas à retenir.

En conséquence, l'intéressé qui croit devoir récla-

Pour les fractions de dommages immobiliers compris entre :

1 fr. et 10.000 fr.	3 0/0
10.000 fr. et 30.000 fr.	2 0/0
30.000 fr. et 100.000 fr.	1 0/0
100.000 fr. et 500.000 fr.	0,75 0/0
500.000 fr. et 1.000.000 fr.	0,35 0/0
au-dessus de 1.000.000 fr.	0,15 0/0

Ce mode constitue la règle générale à appliquer, sauf exceptions mentionnées aux 2^e et 3^e modes, dont l'emploi devra être expressément justifié.

Deuxième mode (exceptionnel) :

Ce dossier devra comporter :

a) Un devis descriptif détaillé ;

b) Un devis estimatif détaillé.

Pas de plan.

A ces pièces sera jointe une estimation résumée au mètre superficiel, par corps de métier, analogue à celle prévue au premier mode.

Les honoraires afférents à ce mode se calculent comme suit :

Pour les fractions de dommages immobiliers compris entre :

1 fr. et 10.000 fr.	3,50 0/0
10.000 fr. et 30.000 fr.	2,50 0/0
30.000 fr. et 100.000 fr.	1,50 0/0
100.000 fr. et 500.000 fr.	0,75 0/0
500.000 fr. et 1.000.000 fr.	0,35 0/0
au-dessus de 1.000.000 fr.	0,15 0/0

Ce mode s'applique exclusivement aux dommages partiels dans les immeubles très faiblement atteints.

Troisième mode (exceptionnel) :

Ce dossier devra comporter :

a) Un plan d'ensemble avec indications des parties construites aussi détaillées que le permettent les renseignements recueillis ;

b) Un devis descriptif détaillé ;

c) Un devis estimatif détaillé.

A ces pièces sera jointe une estimation résumée au mètre superficiel, analogue à celle prévue au premier Mode.

Les honoraires afférents à ce mode se calculent comme suit :

Pour les fractions de dommages immobiliers compris entre :

1 fr. et 10.000 fr.	4 0/0
10.000 fr. et 30.000 fr.	3 0/0
30.000 fr. et 100.000 fr.	2 0/0
100.000 fr. et 500.000 fr.	1 0/0
500.000 fr. et 1.000.000 fr.	0,50 0/0
au-dessus de 1.000.000 fr.	0,25 0/0

Ce mode d'estimation ne s'applique qu'à des cas exceptionnels (édifices monumentaux ou présentant une valeur artistique reconnue), au sujet desquels toutes justifications devront être fournies.

mer une avance à ce titre doit justifier d'une manière spéciale des frais particuliers supportés. Le maximum d'avance fixé d'abord à 1 0/0, fut ramené à 0,50 0/0 de la valeur 1914.

3^o *Constitution du dossier des dommages autres que ceux bâtis.* Fixé d'abord à 1 0/0 sur la valeur 1914, puis à 2 0/0 sur la valeur 1919, et, enfin, ramené à 1 0/0 sur la valeur de remplacement calculée en doublant la valeur 1914. Ceci, à la suite des abus concernant l'emploi de coefficients croissants pour la détermination de la valeur de remplacement. De plus, afin de décourager les prétendus experts, il faut que le sinistré justifie avoir eu réellement besoin de recourir aux services d'un homme de l'art, car si la détermination de certains éléments des dossiers de dommages commerciaux ou agricoles peut, en effet, justifier l'emploi de tels services, il n'en est pas de même de la généralité de ceux qui se rapportent, par exemple, aux meubles meublants, non plus qu'à de nombreux éléments du patrimoine, dont le propriétaire connaît généralement la valeur aussi exactement, sinon mieux, qu'un expert, et pour lesquels il ne saurait être légitimement engagé de frais particuliers d'expertise.

4^o *Etablissement du projet des travaux.* — L'avance est fixée au taux même des honoraires auxquels a droit l'architecte, c'est-à-dire, en principe, 1,50 0/0 du montant des travaux, sous déduction des honoraires déjà alloués pour la constitution du dossier (pourcentage porté, toutefois, exceptionnellement, à 2 0/0 au-dessus de 250.000 francs, et à 1,75 0/0 de 250.000 à 500.000 francs). En outre, le montant de l'avance est exclusivement calculé, pour l'application du 1,50 0/0, sur la valeur 1914 multipliée par le coefficient 2.

Les demandes sont faites sur des imprimés spéciaux et accompagnées d'un état déclaratif sommaire des pertes éprouvées à titre de dommages de guerre (valeur 1914).

Le paiement a lieu par tranches. La première, versée sans justification, ne peut en aucun cas dépasser 20 0/0 du montant total et pourra être réduite à un taux plus faible chaque fois que l'importance de son chiffre absolu la justifiera.

Depuis la circulaire du 11 janvier 1921, une première avance de 60 0/0 des honoraires calculés sur la valeur 1914 payable après le dépôt du dossier de dommages et, ensuite, s'il y a lieu, une avance complémentaire payable par la Commission cantonale ou le Tribunal avant que ne soit arrêté le compte définitif.

Les tranches suivantes sont payées après justifications.

Enfin, le dernier quart doit toujours être réservé jusqu'après évaluation définitive du dommage, de manière à permettre d'effectuer d'abord la révision du montant de l'avance allouée, au cas où elle aurait été établie d'après une estimation provisoire du dommage supérieure à l'évaluation définitive.

D'autre part, il importe de ne pas confondre trois notions très voisines : celle d'avance, d'honoraires et d'indemnité. Le taux des avances est défini ci-dessus, mais il ne juge en rien celui des honoraires payés aux architectes ou experts, dont le service doit être rémunéré eu égard au travail effectué. C'est au sinistré qu'il appartient de débattre les conditions de cette rémunération.

Par voie de conséquence, les commissions chargées de l'évaluation des dommages qui auront à y comprendre, dans la mesure répondant à la dépense utile, les frais que le sinistré a dû engager pour la constitution de son dossier, devront prendre pour base à cet effet le chiffre des dépenses réellement effectuées dont il sera justifié et dont la légitimité sera démontrée, et non celui des avances allouées.

Tout ce que nous avons dit ci-dessus s'applique aux demandes faites par des sinistrés à titre individuel.

Nous avons vu que les plus grands efforts ont été

Ne pas confondre:
avances.
honoraires
indemnités.

faits en vue de la constitution de sociétés coopératives de reconstitution. Dans le but de leur constituer un fonds commun de roulement, on les a admises au même régime d'avances que les sinistrés pris individuellement, seulement, le taux a été élevé à 4 0/0.

Avances sur Bons de réquisition ennemis

En raison de la certitude particulière qui s'attache aux bons de réquisition, rien ne s'oppose à ce qu'ils puissent bénéficier de la disposition de l'article 44 de la loi du 17 avril 1919, aux termes de laquelle il peut être alloué aux sinistrés, avant toute évaluation des dommages de guerre, des avances ayant exclusivement pour but de leur permettre de coopérer le plus promptement possible à la reprise de la vie économique.

Primitivement, ces avances ne peuvent dépasser la limite de 100.000 francs par contribuable, ni 75 0/0 de la valeur portée sur le bon. Ainsi, les bons non chiffrés ne pouvaient pas servir de base à ces avances. Or, beaucoup de réquisitions n'avaient pas été valorées par suite du refus opposé aux ordres des autorités allemandes par les propriétaires réquisitionnés. Celle-ci, en effet, pouvait obliger le porteur d'un paquet de bons valorés à emprunter sur ce gage et contribuer au payement des indemnités de guerre. Le bon chiffré devenait une sorte de papier-monnaie, et l'envahisseur faisait, de cette façon une double réquisition : celle de la marchandise et celle des sommes obtenues en empruntant sur bons de réquisitions. Les propriétaires qui, volontairement ou involontairement, ne s'étaient pas prêtés au jeu des Allemands, se trouvaient ainsi punis. Ainsi fut-il admis que même les bons valorés seraient admis au régime des avances. On pouvait avoir toute garantie

au point de vue des prix, d'ailleurs en hausse constante, en s'adressant aux Chambres de Commerce ou aux Associations industrielles ou sinistrées.

De plus, le chiffre de 100.000 francs avait paru bien faible à certains industriels tels ceux du textile, dont les dommages résultant de réquisitions se chiffrent par millions.

Pour ménager à la fois le Trésor et les sinistrés, les Chefs de secteurs, sur l'avis conforme du Comité régional de la Reconstitution industrielle, institué auprès d'eux, purent faire des avances jusqu'à limite de 250.000 francs. Dans le cas où le Comité était d'avis d'accorder plus de 250.000 francs, le Ministre statuait.

Avances pour acquisition de chevaux et de voitures automobiles vendus aux enchères

Tout sinistré désirant participer à une vente de chevaux et véhicules automobiles effectuée par les Domaines dans les régions libérées, adresse au Préfet du département du lieu où il a subi des dommages une demande tendant à obtenir un bon lui permettant de prendre part à l'adjudication, en vue de tel objet déterminé (achat d'un ou plusieurs chevaux, ou véhicules automobiles), et à concurrence d'une dépense maxima de tant.

Chevaux,
voitures.

Cette demande est accompagnée d'un état déclaratif sommaire des pertes éprouvées, visé par le Maire de la commune.

Le sinistré reçoit un bon, remis après achat au Receveur des Domaines, qui en obtient le paiement au moyen d'un mandat émis par le Préfet, sur les fonds délégués au titre du chapitre II du Budget des Régions libérées (réparation des dommages de guerre).

Le montant des bons, fixé d'après la valeur d'avant-

guerre, fut bientôt reconnu insuffisant ; il fut décidé de prendre comme base le nombre de chevaux perdus et d'ouvrir un crédit suffisant pour en remplacer les 3/4. C'est le souci constant de se tenir en-dessous de l'évaluation définitive des Commissions cantonales ou des Tribunaux de dommages de guerre.

Tracteurs
agricoles.

Ce régime fut étendu, par la circulaire du 7 novembre 1919, à l'acquisition de tracteurs agricoles.

Liquidation des
stocks.

Enfin, la circulaire du 29 novembre 1919 fit bénéficier les sinistrés de ces avances pour l'acquisition de matériel de toute nature provenant de la liquidation des stocks.

Avances aux communes pour réparation des immeubles municipaux ou reconstitution du matériel communal

La reprise de la vie locale dans les régions libérées est étroitement liée au fonctionnement des divers services municipaux, qu'il importe d'assurer dans des conditions satisfaisantes.

Or, beaucoup de communes sont dépourvues de tous moyens.

Pour les bâtiments réparables, les dispositions de la circulaire du 14 octobre 1917 sont directement applicables et les avances à allouer aux communes comprennent, soit des matériaux, soit des acomptes en espèces.

Des abris provisoires sont mis à leur disposition.

Pour le matériel, il convient de distinguer, d'une part, les meubles meublants et les divers objets mobiliers nécessaires à la réinstallation, d'autre part, le matériel proprement dit.

Les meubles et objets mobiliers sont, non seulement les tables, chaises, armoires, déjà prévues par la circulaire du 10 novembre 1917, mais aussi le

premier approvisionnement de fournitures utiles au secrétariat et bureaux de mairie. Ce stock est, toutefois, limité au strict indispensable à la remise en train des services. Il y a lieu de distinguer, à ce propos, les quantités consommées normalement en 1914 et correspondant, par conséquent, à la perte subie, et celles nécessaires aujourd'hui en raison des besoins considérables résultant de l'application des nouvelles mesures administratives. Il ne peut être question que de remplacer ce qui avait été perdu ; la partie correspondant aux nouveaux besoins ne pouvant recevoir satisfaction, à défaut de ressources locales, que par voie de subventions à demander au Ministre de l'Intérieur.

La loi du 4 octobre 1919 permet au Crédit Foncier de verser aux communes désignées par le Ministre de l'Intérieur des sommes à titre d'avances et de subventions. Le service des intérêts étant assuré par l'État. Dans ce but, le chiffre des actions du Crédit Foncier est porté au 1/25^e au moins des obligations ou titres en circulation.

D'autre part, des avances sont accordées pour la reconstitution des éléments du matériel de voirie, d'incendie, répondant à un besoin urgent.

Enfin, les communes peuvent entrer dans les coopératives de reconstruction et en tirer les plus grands avantages.

Les municipalités adressent au Préfet une demande consistant soit en une délibération du Conseil municipal, soit en une lettre du Maire, exposant que le Conseil n'est pas en situation de se réunir, même en nombre réduit. Le demande est accompagnée d'un état déclaratif des pertes subies, avec justifications sommaires.

Distinction entre les quantités perdues et celles nécessaires à l'application des nouvelles mesures administratives.

Conditions d'attribution des avances en espèces et cessions

OBJET DES AVANCES	SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE	NATURE DES AVANCES	BASE	DEMANDES	AUTORITÉ statuant	PAYEMENT	CRÉDITS OUVERTS
Reconstitution des immeubles. a) Réparations urgentes, b) Poutillers, clapiers. c) Bâtim ^{ts} d'exploitation indispensables à la reprise de la vie économ.	1° Il ne peut réparer. 2° Il peut faire exécuter les travaux.	Réparation directe par l'Etat.					
		1° Bons de matériaux.	60 % valeur de reconstitution.	Adressée au Préfet avec état déclaratif de domages	Régisseur d'avances	Fonds de roulement 20 % sans justification jusqu'à 80 % Vérification pour solde	Nord : 10 millions Autres départ ^{ts} : 5 millions
		2° Acomptes en espèces.					
d) Habitations primitives.	Constructions primitives, semi-privées, définitives, rapides.	Contribution de l'Etat du 1/2 prix de revient hab. prov. 2250 - 2800 - 3700, le reste avancé sur dommages.					
	Groupes de maisons ouvrières.	Construits sur terrain loué. L'industriel devient locataire principal.	3/4 du dommage			Mandat jusqu'à 2.000 fr. puis chèques	
Mobilier personnel.		1° Dation en nature. 2° Bon de livraison pour commerce libre ou magasins d'Etat ou tiers. 3° Espèces. Max. 2.000 fr. pour chef de famille + 300 fr. par personne à charge + 250 fr. pour bicyclette utile au travail. Nature et espèces, max. 15.000 fr.	Valeur de remplacement	d°	d°	Mandats-postaux sans justification	Nord : 2 millions Autres départ ^{ts} : 1 million
	Professions libérales.	Acomptes. — 1 ^{re} fraction 1/3 de l'avance au max. 1° de suite : Avance alimentaire renouvelable 5 %. 2° Eventuellement fonds de roult max. 2.000 fr. par hectare. 2.500 fr. élev. chevaux. 3.000 fr. zone rouge. 4.000 fr. vignes champagne, dont 4 10 pour subsistance famille et salaires.	3 1 75 % perte subie	d°	d°	Mandats-postaux	
Mobilier professionnel. Bateaux armés à la petite pêche.	a) Se réinstalle sur place. b) d° dans zone de 50 kilomètres. c) d° dans zone dévastée à condition que la terre soit achetée par l'Etat.			Ministre	Ministre		
Reconstitutions agricoles.			Perte subie				
						Au fur et à mesure des justifications, jusqu'à 2.000 fr. Mandats puis chèques Compte courant à la Société	Nord : 10 millions P.-de-C. : 10 millions Somme : 10 millions Autres départ ^{ts} : 10 millions

Industries et entreprises.			1.200 fr. par œuvre, pour 3 mois, (1.000 fr. pour salaires et 200 fr. pour F. G. et divers). (D'autre part, avances sur immeubles et sur bons de réquisitions).	75 % Valeur de remplacement	O. R. L.	Par mensualités et chèques	Nord : 10 millions Autres : 5 millions
Petits artisans et commerçants indispensables à la vie locale.	Se réinstalle sur place ou rayon de 50 kilomètres.	Avances en nature et espèces max. 20.000 fr.		1/2 domini. s'il n'y a pas autre avance 3/4 s'il y a eu d'autre avance	Régisseur		Secteur n° 1 : 5 millions Autres secteurs : 2 millions
Constitution de docteurs.		Pourcentages variables.					Nord : 2 millions Autres départements : 1 million
Constitution de fonds de roulement aux sociétés coopératives de reconstitution.		4 % des dommages.					
Bons de réquisition.		Avance max. 250.000 fr., sauf décision du Ministre.		75 % de perte subie		Mandats, jusqu'à 2.000 fr. au-delà chèques	
Acquisition de chevaux, voitures, automobiles.		Bon d'achat.		3/4 du nombre d'unités perdues	Delibération du conseil municipal et en son absence demande du Maire au Préfet		
Réparation des immeubles municipaux et reconstitution du mobilier communal.		Nature et espèces.		Perte subie			
Agriculture, industrie, commerce. Personnes sans profession à qui âge ou santé ne permet pas de reprendre une exploitation ou de reconstruire des immeubl. endommagés. (Avance alimentaire).		Espèces. — Intérêts de 5 % du montant total de la perte subie. Max. 25.000 fr.					

Avances alimentaires

Nous avons vu que les agriculteurs dont les terres sont incultivables et qui ne peuvent pas reprendre d'exploitation peuvent bénéficier d'avances alimentaires, jusqu'à concurrence de 5 0/0 de leur indemnité et à valoir sur les intérêts échus depuis le 11 novembre 1918. Le bénéfice de ces avances est étendu aux autres catégories de sinistrés dont l'âge, l'état de santé et l'incapacité font obstacle au emploi ou au réinvestissement de leur indemnité. Ces avances peuvent être accordées jusqu'à concurrence d'un maximum de 25.000 francs par an, à condition qu'un dossier de dommages ait été déposé auprès de la Commission cantonale.

Règles communes de comptabilité publique

Au point de vue spécial de la comptabilité publique, les comptes sur lesquels sont imputées les dépenses relatives aux avances cherchent longtemps leur place.

Ainsi, tout d'abord, les avances en espèces, les achats de matériaux et les sommes correspondant aux bons de délivrance de matériaux, étaient réglées par un compte département, hors budget, alimenté par le chapitre 53 du Budget du Ministère de l'Intérieur, puis par le chapitre 53 bis (réparation de dommage de guerre).

Il est ensuite ouvert un compte spécial au Ministère des Travaux Publics, puis au Ministère des Finances, sous le n° 126, Service des Indemnités de

réfection d'immeubles, c'est un compte de correspondants administratifs.

Pour permettre le service des acomptes, des avances renouvelables sont faites sur mandats des préfets aux régisseurs d'avances, dans les limites déterminées par le tableau joint.

Des ordres sont donnés en vue d'en assurer le renouvellement en temps opportun.

* * *

Cette organisation du système d'avances est tout à fait remarquable.

Il est certain que les principes d'administration publique habituels ne pouvaient s'appliquer à la reconstitution des régions dévastées, nous étions dans le bled et il fallait s'inspirer des principes du droit colonial.

Et, de fait, l'Administration n'est arrivée à faire quelque chose qu'en cessant d'être l'Administration.

Les hommes énergiques et d'initiative qui se sont portés au secours des sinistrés ont su dépouiller leurs actes de tout formalisme. Cependant, le principe du contrôle était respecté, car ceux qui en avaient la responsabilité se mouvaient dans les limites d'un minimum fixé à l'avance, interprétant toujours dans le sens restrictif, mais dans un domaine immense quand même et permettant de satisfaire largement à tous les besoins, si, toutefois, la question financière et celle des approvisionnements n'avaient imposé des limites à leur activité.

Il convient de remarquer, d'ailleurs, un retour au formalisme à mesure qu'il convient de serrer de plus près la réalité, et cela se conçoit facilement si l'on songe que certains sinistrés, au lieu d'utiliser les avances en reconstitution, ont acheté tranquillement des bons de la défense nationale, en attendant des temps meilleurs.

La pratique du contrôle normal se fait d'abord par coups de sonde, laissant dans l'ombre beaucoup de points dont le contrôle définitif sera assuré enfin par l'Administration elle-même, avec les formalités légales habituelles, par l'application des prescriptions minutieuses dont nous avons donné le détail en expliquant le mécanisme de la loi du 17 avril 1919.

Ainsi, à côté du système rigide organisé par la loi, existe un système souple, appliqué par des hommes d'une origine différente de ceux du cadre actif, afin d'être assuré de les voir dégagés de toute routine administrative, ce qui serait regrettable, comme il le serait tout autant si les agents de l'Administration permanente avaient le même esprit d'initiative. Ces organes d'adaptation constante, bien vivants, sont modifiés sans cesse suivant les besoins par de nombreux actes réglementaires.

Le tableau ci-après donne l'énumération de ceux qui ont amélioré le système d'avances institué, dès avant l'armistice, considérablement développé par la suite, mais, en particulier, pendant l'année qui l'a suivi :

On peut, à bon marché, en critiquer le nombre.

Mais l'on oublie trop que pour un ministère ayant à supporter le poids de charges écrasantes, le grand nombre d'actes de cette nature est signe de grande vitalité, d'un effort constant vers la perfection.

Cet exemple prouve encore qu'à moins d'abus, un organisme se développant sous l'impulsion d'une législation intérieure abondante donne toujours des résultats intéressants.

Et c'est sans rire que nous le disons.

RÉGIMES D'AVANCES	DATES	MINISTÈRES
Entrepreneur de battage.....	24 Mars 1921.	R. L.
Avances aux commerçants arti- sans locaux et petits indus- triels.....	13 Octobre 1917. 30 Juillet 1919. 9 Août 1919. 9 Août 1919. 19 Août 1919.	Intérieur R. L. R. L. Finances R. L.
Avances aux industriels et chefs d'entreprise.....	21 Février 1919. 12 Juillet 1919. 18 Juillet 1919. 26 Juillet 1919. 22 Août 1919.	R. I. et R. L. R. I. et R. L. Finances R. I. et R. L. R. L.
Pour l'établissement de dossiers de dommages et constitution de fonds de roulement aux Sociétés coopératives de re- constitution.....	12 Octobre 1917. 25 Avril 1919. 29 Juillet 1919. 3 Août 1919. 14 Août 1919. 24 Août 1919. 26 Août 1919. 9 Septembre 1919. 17 Février 1920. 24 Février 1920. 12 Avril 1920. 9 Octobre 1920. 18 Septembre 1920. 10 Novembre 1920. 11 Janvier 1921.	Intérieur R. L. R. L. R. L. Finances R. L. R. L. R. L. R. L. R. L. R. L. R. L. R. L. R. L. R. L.
Avances sur bons de réquisition ennemis.....	22 Juin 1919. 25 Août 1919. 17 Septembre 1919. 27 Septembre 1919.	R. L. R. I. et R. L. R. L. Finances
Avances pour acquisition de chevaux et de voitures au- tomobiles vendus aux en- chères.....	17 Juin 1919. 20 Juin 1919. 8 Juillet 1919.	R. I. R. L. R. L.
Avances aux Communes pour réparations des immeubles municipaux ou reconstitu- tion du matériel commu- nal.....	19 Mars 1919. 28 Juin 1920.	R. L. R. L.
Acomptes sur indemnités de dommages de guerre éva- lués par les Commissions du Décret du 20 Juillet 1915.....	7 Mai 1917. 14 Août 1918. 12 Octobre 1918. 22 Juillet 1919.	Intérieur R. L. R. L. R. L.
Avances alimentaires.....	7 Août 1919. 12 Août 1920.	R. L. R. L.

III

LES ORGANES

Nous croyons indispensable d'exposer au moins par quelques notes brèves, les lignes essentielles de la constitution des divers organes créés en vue d'assurer les services de payement des titres, les services d'avances et cessions de toute nature.

Ce sont, soit des organismes et offices administratifs, soit des sociétés privées, tiers-mandataires de l'État, ou, enfin, des groupements de sinistrés.

Émanant ou rattachés successivement à différents ministères, la plupart se groupent finalement autour de l'ossature administrative constituée par le Ministère des Régions libérées, auprès duquel ils naissent, se développent et meurent, matière vivante, s'adaptant sans cesse au développement même des besoins momentanés qui les ont fait éclore.

L'œuvre de réparation et de reconstitution s'est poursuivie par la collaboration constante de l'Administration et des grands groupements d'intérêts privés, tant il est vrai que, dans une démocratie, les citoyens doivent aider l'État à l'application des lois, non pas, évidemment, par initiatives isolées et individuelles, mais par l'intermédiaire d'associations éclairées.

Nous donnons, pour chacun d'eux, une petite notice suffisante pour prétendre croire évoquer dans l'esprit du lecteur une idée claire de son organisation et de sa fonction.

LE CRÉDIT NATIONAL

pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre

Nécessité d'un
institut.

L'article 48 de la loi du 17 avril 1919 dispose que le paiement peut être effectué, non seulement par l'État, mais aussi sous sa garantie par des établissements financiers, et sous réserve que les conventions passées à cet effet seront soumises à la ratification des Chambres.

Les avantages que l'État pouvait trouver à de semblables combinaisons furent entrevus de bonne heure, et l'on se souvient, en particulier, de l'intervention de M. Ceccaldi (page 21).

Le décret du 1^{er} octobre 1917 instituait une commission extra-parlementaire chargée d'étudier ces questions.

On voulait créer un établissement analogue au Crédit Foncier ou présentant des avantages semblables à ceux offerts par le Sous-Comptoir des entrepreneurs à ses emprunteurs.

Études et négociations aboutissent à la loi du 10 octobre 1919 approuvant la convention conclue entre M. L. Klotz, ministre des Finances, et M. Ch. Laurent, agissant pour le compte du Crédit National, « pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre ».

Double mission.

Cet établissement a une double mission :

La plus importante est d'aider l'État pour le paiement des dommages de guerre. L'autre, plus modeste à l'heure actuelle, mais à laquelle il consacra de plus en plus son activité, est le crédit à long terme au commerce et à l'industrie.

Paiement des
titres.

Le Crédit National a emprunté 8 milliards de francs déposés au Trésor, par deux émissions d'obligations, l'une en décembre 1919, l'autre en juin 1920.

A l'aide de ces fonds, il assure le paiement des

titres définitifs, suivant les instructions du Ministre des Finances du 5 février 1920, qui complète la procédure dont nous avons étudié le mécanisme. Le Crédit National ouvre à chaque sinistré un compte sur lequel il inscrit le montant de chacun des titres reçus du Ministère des Finances. Il envoie le titre au sinistré immédiatement et lui propose, au choix, le paiement par mandat postal, chez un percepteur, ou autre comptable du Trésor, par chèque, par virement en banque, ce dernier d'ailleurs obligatoire pour les titres supérieurs à 50.000 francs. Nous avons vu que le compte provisoire était arrêté par la Préfecture. Ce dépouillement permet d'établir les premiers comptes d'intérêts, notifiés par le Préfet au Crédit National, qui les paye trimestriellement à la demande des sinistrés. A leur demande, le Préfet émet des réquisitions de paiement en capital, d'abord sans justification pour le premier quart de la perte subie, puis au vu des justifications successives de remploi pour le surplus. Ces réquisitions sont passées aux comptes des sinistrés et payées immédiatement de la façon convenue. Elles sont accompagnées d'un certificat administratif, bordereau récapitulatif des pièces justificatives : quittances, comptes, mémoires, factures, etc., donnant pour chacune d'elles les indications relatives au nom du fournisseur, la date de l'acquit, le montant, le lieu de livraison ou de construction. Dans une certaine limite, le Crédit National exerce un contrôle sur le bien-fondé des paiements ordonnancés.

Pour assurer le remboursement des sommes ainsi décaissées, l'Etat inscrit chaque année à son budget les annuités nécessaires au service des intérêts, au remboursement, aux primes à lots des obligations.

Ces annuités sont calculées d'après la charge effective majorée de 0,25 0/0 pour les 10 premières années, puis de 0,125 0/0 par an.

Remboursement
par l'Etat.

Prêts

La partie des opérations relative aux prêts constitue une innovation en France. Aussi, des précautions multiples ont-elles été prises. Ils sont faits pour une période de 3 à 10 ans, sur garantie réelle ou caution, et ne peuvent dépasser 2 millions. De plus, la convention du 7 juillet 1919 et les statuts du Crédit National imposent la constitution de réserves importantes : tous les bénéfices réalisés sur la bonification de 0,25 0/0 sont obligatoirement mis à un fonds de réserve dont ils ne seront pas distraits avant cinquante ans.

On peut donc l'espérer, à ce point de vue, le Crédit National pourra envisager les opérations importantes réalisées avec succès à l'étranger, pour le plus grand bien de l'industrie française.

L'Association centrale pour la reprise de la vie industrielle dans les Régions envahies

Nécessité de
préparer l'après-
guerre.

Dès que parvinrent en France libre les premiers renseignements sur la façon dont les Allemands comprenaient la lutte économique, sur les méthodes de pillage, de dévastation dont les usines étaient victimes, les meilleurs esprits s'inquiétèrent des conditions particulièrement difficiles dans lesquelles se poserait, à la fin des hostilités, le problème de la reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion.

On comprend combien il importe que la paix ne nous trouve pas désemparés, en présence d'un ennemi resté en possession de tous ses moyens. Sinistrés, associations, pouvoirs publics, tous reconnaissent la nécessité d'examiner d'urgence ces questions de reconstitution pour être prêt, aussitôt la libération du territoire, à fournir aux intéressés l'outillage, les machines, les matières premières pour la reprise

immédiate du travail. Ces études bénéficient des solutions données à des problèmes analogues en vue de la création de toutes pièces des industries de guerre.

L'avis exprimé dès 1915 par la Chambre de Commerce de Paris est un premier reflet de ces préoccupations. L'Etat, dit-elle, doit en premier lieu fournir aux sinistrés quelque chose de plus utile qu'une indemnité, il doit mettre à leur disposition des matières premières et de l'outillage.

Dès le 10 novembre 1915, M. Clémentel, Ministre du Commerce et de l'Industrie, demande aux représentants des associations textiles des régions envahies de se préoccuper immédiatement de la reconstitution du matériel détruit et des approvisionnements de matières premières à la reprise des affaires.

Différents groupes corporatifs, groupés autour de M. Charles Laurent, accueillent et développent ces idées, et, le 22 novembre 1915, l'Association Centrale pour la reprise de l'Activité industrielle dans les régions envahies est fondée, non seulement pour les industries textiles, mais pour toutes les autres industries.

Elle est avant tout un organe d'information et d'études, elle recherche, d'accord avec les pouvoirs publics, les meilleures méthodes en vue de la reconstitution rapide des industries sinistrées. Elle rend des services nombreux aux industriels et publie un bulletin.

Pour résoudre pratiquement les questions d'achat de matériel et de matières, il apparaît que le meilleur moyen est de créer un organisme commercial pouvant entreprendre les opérations interdites à l'Association formée sous le régime de la loi de 1901. Elle prend donc l'initiative de constituer une société anonyme : le Comptoir central d'Achats industriels pour les Régions envahies (C. C. A.).

Aujourd'hui, après avoir rendu les plus grands services à la reconstitution industrielle, cette association, son but atteint, semble entrevoir sa dissolution prochaine.

Fondation de
l'Association
Centrale.

But

Insuffisance
des moyens.

Comptoir général d'achats industriels pour les Régions envahies ⁽¹⁾

En face de l'Etat tendant de plus en plus à tout monopoliser en vue de la défense nationale, les sinistrés, pris individuellement, sont impuissants ; seule, une association est capable d'obtenir les éléments nécessaires à la remise en route des industries.

D'ailleurs, l'idée du Comptoir n'était pas nouvelle, elle avait été développée, employée avant la guerre, aujourd'hui elle s'impose.

L'Assemblée générale constitutive de cette Société a lieu le 2 août 1916.

Son capital, fixé à un million, est entièrement souscrit par les membres de l'Association Centrale, divisé en actions de 100 francs réparties entre 226 actionnaires.

Organe
commercial.

Le C. C. A. est toujours resté, depuis son origine, un organisme purement commercial, fondé et géré par les industriels sinistrés eux-mêmes, garantissant la juste représentation des intérêts des petits comme des grands industriels et accentuant nettement le caractère d'étroite solidarité qui doit unir tous les industriels des régions envahies.

Le Comptoir ne peut, toutefois, rien entreprendre sans être assuré du concours de l'Etat, et les pouvoirs publics ne peuvent, d'ailleurs, se désintéresser du problème de la reconstitution future des industries sinistrées.

Dans un rapport présenté au Groupe parlementaire des Représentants des départements envahis, M. Forgeot, député, apprécie en ces termes le rôle du C. C. A. :

« Cette organisation, qui s'appuie, d'une part,

(1) La plupart des éléments de cette notice ont été empruntés au *Rapport sur le fonctionnement de l'O. R. I.*, adressé au Ministre par M. le Secrétaire général Prangey, (année 1919).

« sur l'initiative privée, et, d'autre part, sur le concours de l'Etat, présente, comme l'Association dont elle émane, toutes les garanties de compétence, d'honorabilité et de désintéressement.

« Par son organisation technique, ce Comptoir pourra réaliser une importante économie de frais généraux, abaisser les prix de transports en groupant les achats, etc. Si, au contraire, les intéressés opéraient isolément, chacun pour son compte, la coïncidence de plusieurs milliers de demandes simultanées provoquerait, par une surenchère inévitable, une hausse des prix.

« De plus, grâce à ses moyens d'action et à la puissance d'achat qu'il représente, le Comptoir sera en mesure d'obtenir des fournisseurs de meilleures conditions de prix, des facilités de paiement, une livraison rapide des commandes .

Et M. Lebrun, député, dans un article consacré à la reconstitution :

« C'est de la spéculation rendue impossible. C'est la garantie que les intérêts de nos malheureux compatriotes restés sous le joug de l'ennemi seront sauvegardés.

« C'est la certitude que les gros n'accapareront pas, au détriment des petits, les moyens de production ; ceux-ci comme ceux-là auront leur part. C'est, enfin, l'espérance que nous serons prêts, à l'heure voulue .

L'Association Centrale est d'ailleurs disposée à prendre en mains cette œuvre de reconstitution et elle fait à ce sujet des propositions précises au Ministre des travaux publics. Celui-ci approuve le projet qui lui est présenté, à condition que l'Association, ainsi chargée d'une mission officielle, étende son action au bénéfice de tous les industriels sinistrés, qu'ils fassent ou non partie de cette Association.

La Commission du budget de la Chambre des Députés, repoussant cette combinaison, préconise la création d'un organisme d'Etat chargé de coordonner tous les efforts de reconstitution ; cette formule pré-

vaut et les études entreprises aboutissent au vote de la loi du 6 août 1917.

Ces études sont guidées par les principes suivants :

L'État doit venir en aide aux sinistrés, sans attendre la fin des hostilités.

Nécessité d'un
d'un organe
unique régulateur
des prix.

Mais son assistance prendra-t-elle la forme d'avances en argent, à valoir sur les indemnités ? Ce système, qui peut séduire par l'avantage apparent de laisser aux bénéficiaires toute liberté pour employer, au mieux de leurs intérêts, les fonds mis à leur disposition, est inopérant et non sans danger.

Inopérant, car, même avec de l'argent, les intéressés n'auraient pas trouvé sûrement l'outillage et les matières premières nécessaires à la mise en marche de leurs établissements.

Dangereux, car la concurrence effrénée qui n'aurait pas manqué de se produire aurait amené rapidement sur le marché une hausse injustifiée des prix et une disette de marchandises.

L'union de tous les intéressés paraît donc indispensable et on ne peut guère la concevoir sans une règle que l'État seul est à même d'imposer, notamment en procédant à la répartition des dommages par l'attribution aux sinistrés, d'accord avec eux et à valoir sur leurs indemnités éventuelles, de tout ou partie de l'outillage et des matières nécessaires.

Création d'orga-
nes d'achat.

C'est dans cet esprit qu'est déposé à la Chambre des Députés, le 14 juin 1917, un projet de loi portant ouverture au Ministère du Commerce d'un crédit d'engagement de 250 millions de francs, pour procéder à des opérations d'achats et de cessions en vue de la reconstitution industrielle des régions envahies. Ce projet, adopté sans opposition, sur rapport favorable de M. Louis Dubois, député, et le Sénat, sur le rapport également favorable de M. Victor Lourties, sénateur, l'adopte à son tour dans sa séance du 31 juillet.

La loi est promulguée le 6 août suivant.

La loi du 6 août 1917 fixe le résultat à atteindre : remise en marche des exploitations et établissements

industriels des départements victimes de l'invasion.

Dans ce but :

Elle charge le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, d'effectuer des achats :
de matières premières,
d'outillage,
d'articles et de produits d'entretien,

et de procéder à la distribution, par voie de cession, des marchandises ainsi achetées ; ces cessions sont effectuées soit au comptant, soit sur délégation, par le cessionnaire, d'une fraction de l'indemnité susceptible de lui être allouée pour dommage de guerre.

Elle crée, au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, un *Office de Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion*, chargé d'effectuer, sous l'autorité du Ministre, les opérations qu'elle prévoit.

Mais l'État ne peut se charger d'exécuter lui-même les opérations commerciales envisagées par la loi ; celle-ci porte que des conventions peuvent être passées pour l'exécution de ces opérations, avec des *tiers-mandataires* agissant pour le compte de l'État, placés sous son contrôle.

Nul organisme ne semble plus propre à agir au nom de l'Etat que le Comptoir Central d'Achats, constitué spontanément par les sinistrés eux-mêmes qui, connaissant à fond leurs besoins, sont particulièrement qualifiés pour désigner et choisir l'outillage et les matières premières qui doivent être achetés en remplacement.

Aussi, conformément aux dispositions de la loi, une convention est-elle passée, le 4 octobre 1917, entre le Ministre du Commerce, agissant au nom de l'État, et le Président du Conseil d'administration du Comptoir Central d'Achats, M. Charles Laurent.

A compter de ce jour, et en vertu de cette convention, le Comptoir Central devient un mandataire de l'État ; en cette qualité, il peut être chargé désormais, par la Reconstitution industrielle, de lui soumettre les bases des programmes d'achats, de rechercher les

O. R. L.

C. C. A.
mandataire de
l'Etat.

fournisseurs et discuter avec eux, de faire les commandes et veiller à leur exécution, de recevoir et emmagasiner les marchandises, de les céder, enfin, aux industriels intéressés.

Organisation.

Aujourd'hui, le Comptoir Central d'Achats, développant constamment son organisation en vue de répondre aux besoins, dispose de Services Centraux à Paris, et de Services locaux auprès des Secteurs de Reconstitution industrielle.

Les Services Centraux, à la tête desquels est placée une Direction générale, comprennent trois grandes directions :

- 1° La Direction des Services Techniques ;
- 2° La Direction des Services Commerciaux ;
- 3° La Direction de la Comptabilité générale.

Le Service de Contrôle et le Service du Contentieux sont rattachés au Secrétariat général.

L'amplitude et la variété des opérations ont amené à envisager une double décentralisation : d'abord, une décentralisation par industrie, réalisée par la création de Commissions techniques, en second lieu, une décentralisation par région, réalisée par l'établissement d'Agences, fortement constituées, dans les principaux centres industriels des départements libérés.

Les Services Techniques ont pour mission, d'une part, d'étudier les programmes d'achats, d'autre part, d'examiner les demandes de cession et d'y donner satisfaction.

Ils sont organisés d'une façon toute particulière.

Le Comptoir a invité les industriels des diverses catégories à constituer des groupements.

Commissions
techniques.

Ces groupements nomment des Commissions Techniques qui arrêtent les types de matériel et d'articles d'approvisionnement à acquérir et assurent, par délégation du Comptoir Central d'Achats, la passation et l'exécution des commandes pour tous les articles spéciaux à leur industrie.

Il existe actuellement douze Commissions Techniques :

Houillère.	Céramique.
Sucrerie.	Industries chimiques.
Brasserie.	Laine.
Petite métallurgie.	Gaz.
Énergie électrique.	Malterie.
Mines de fer et sidérurgie.	Tissus.

A chaque Commission Technique correspond, dans les bureaux du Comptoir, une Direction Technique.

La Commission Technique présente des programmes pour sa spécialité et examine les demandes de cession de ses adhérents, fait les achats correspondants.

La Direction Technique correspondante complète les programmes par les besoins des non-adhérents au groupement, examine les demandes de cession de ces derniers et fait les achats d'articles courants non réalisés par la Commission Technique.

Le nombre des Services Techniques généraux est d'une vingtaine, l'excédent correspond à des industries spécialisées pour lesquelles, soit par suite de circonstances particulières, soit en raison de leur importance réduite, il n'a pas paru possible de former des Commissions Techniques.

Direction
technique.

La Direction des Services Commerciaux prépare la facturation des marchandises aux cessionnaires.

Facturation.

Elle s'occupe, en outre, de la question des transports et de l'approvisionnement des magasins.

La Direction de la Comptabilité générale s'occupe du règlement des factures des fournisseurs, établit les délégations sur les dommages de guerre à faire signer aux concessionnaires et tient les comptabilités matières et financières du Comptoir.

Le Comptoir Central a, dans les Secteurs des Agents régionaux disposant de services et de magasins, soit 10 Agences et 3 sous-agences.

Agences du C.C.A.

Le Comptoir régional d'achats

Un second tiers-mandataire, l'Association des Industriels du 1^{er} Secteur (Comptoir d'Achats), a été institué par convention du 19 mai 1919. Il a nettement manifesté son intention de ne pas faire d'approvisionnement ; en conséquence, la convention indique que ce tiers-mandataire procède, sous le contrôle de l'Office, aux achats et aux cessions en reprenant à son compte les contrats préparés par les industriels ou en donnant suite à leurs demandes d'achats, en effectuant les paiements et en recevant en contrepartie, soit le remboursement en espèces, soit la délégation, sur l'indemnité due pour dommages de guerre.

Cependant, il s'est chargé de la liquidation des stocks anglais.

L'Office de Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion

Composition.

Cet Office est créé par la loi du 6 août au Ministère du Commerce, un décret du 10 août 1917 précise son organisation. Il est composé de seize membres : huit délégués des départements ministériels intéressés et huit représentants du commerce et de l'Industrie, dont la moitié appartiennent aux départements envahis. Un Secrétaire général est chargé des fonctions de rapporteur, il dirige, sous l'autorité du Président, le fonctionnement des services et assure l'exécution des décisions de l'Office.

But.

L'Office est chargé de recueillir et centraliser les renseignements de toute nature relatifs à la reconstitution industrielle. Il prépare et soumet à l'approba-

tion du Ministre les programmes généraux de travaux à exécuter et approvisionnements à constituer.

Il se réunit, pour la première fois, le 13 septembre 1917, sous la présidence de M. Clémentel, Ministre du Commerce.

Constitution.

Quelques jours après l'armistice, le 16 novembre 1918, le Ministère de la Reconstitution industrielle est créé et l'Office lui est rattaché.

Le 1^{er} décembre 1918, dans un discours prononcé à l'Hôtel-de-Ville de Roubaix, devant les représentants de l'industrie du Nord, M. Loucheur pose les directives qu'il entend donner à l'œuvre de la reconstitution.

Le discours de
Roubaix.

Elles se résument en quelques mots :

Faire confiance à l'initiative privée, tout en lui fournissant, chaque fois qu'elle en aura besoin, le concours de l'État.

Accroître les moyens de production en réalisant le groupement des intérêts comparables.

Décentraliser et simplifier.

On ne saurait mieux faire que de citer les passages les plus frappants de ce discours, dont se sont inspirés, depuis l'armistice, tous ceux qui ont été chargés par le Ministre de collaborer à la reconstitution :

« Il ne s'agit pas d'enrayer l'initiative individuelle,
« il n'y a pas d'homme plus que moi qui croit à son
« efficacité... Mais je lui demande de se développer et
« de se canaliser, ce qui n'est pas la même chose... Il
« faut un contrôle et une centralisation des achats,
« c'est indispensable. Donc, il faut grouper vos com-
« mandes... Il ne faut pas oublier que j'ai un autre
« souci, celui de restaurer la vie économique en pro-
« curant du travail aux ouvriers... Donc, nous ferons,
« pendant ces premiers mois de paix, ce que nous
« avons dû faire pendant la guerre : nous canalise-
« rons les commandes vers les usines qui pourront les
« exécuter et nous ferons le nécessaire pour qu'elles
« le soient dans le plus bref délai possible.

« Ces usines auront besoin de main-d'œuvre ; elles
« auront besoin de matières. Les événements font

« qu'aujourd'hui c'est l'Etat qui tient en main toutes
« les matières premières, d'abord parce que c'était
« tout à fait logique pendant la guerre, mais surtout
« parce que les gouvernements étrangers et alliés
« nous l'ont imposé.

« En outre, nous avons à régler la situation de ceux
« qui, aujourd'hui privés de leurs usines, ne peuvent
« pas produire comme leurs camarades ; j'ai le grand
« espoir d'arriver à vous solidariser...

« Nous devons à tout prix empêcher la spéculation...

« Jusqu'à présent, il faut bien le dire, nous avons
« été complètement à la reconstruction...

« Notre idée, c'est de créer immédiatement à Lille,
« Roubaix, Tourcoing, un bureau très faiblement
« composé quant au nombre des personnes, très for-
« tement quant aux qualités. Ce bureau recevra de
« moi la délégation la plus large, je veux faire la dé-
« centralisation à outrance, je veux éviter la prome-
« nade des papiers...

« Le rôle de l'officier que je compte mettre ici sera
« surtout un rôle de conseil et, si j'ose employer un
« terme un peu vulgaire, un rôle de « dépanneur ». Il
« faut un homme actif qui puisse arriver à résoudre
« les problèmes posés...

« Quand des problèmes très compliqués se posent,
« en attelant un homme de bonne volonté à chacune
« des parties du problème, on arrive généralement
« à les résoudre. Eh bien, c'est ce que nous voulons
« faire aujourd'hui. A vous la tâche industrielle ; vous
« connaissez votre métier, je suis décidé à ne pas
« l'apprendre ; cela est votre affaire, la mienne, c'est
« de vous tendre la main, de vous aider, de vous
« dire : Vous voulez telle chose, c'est à tel endroit, je
« vous la donne ; vous voulez de l'argent, nous allons
« faire le nécessaire ; vous voulez transporter, je vais
« vous faire donner des wagons ; seulement, vous, à
« côté de moi, faites votre besogne industrielle de
« façon qu'elle me facilite ma tâche. N'allez pas la
« compliquer, mais surtout, faites-là tous ensemble.

Le 4 décembre 1918, l'Ingénieur en chef des poudres Prangey, envoyé en mission à Lille, provoque la collaboration immédiate des industriels et organise le secteur de Lille, qui devait servir de modèle aux 11 secteurs successivement créés.

Organisation des services.

Outre les opérations consistant à procurer du matériel aux sinistrés, l'O. R. I. se charge d'assurer :

Le service de Récupération du matériel enlevé par l'ennemi ;

Le service de la Récupération des matériaux laissés sur les champs de bataille et susceptibles d'être utilisés par les industriels ;

Le service de la Distribution des matières premières, encore insuffisantes pour les besoins généraux, par la délivrance de certificats de priorité ;

Le service de la main-d'œuvre ;

Le service des Transports ;

Enfin, le service des Avances, qui prit son plein développement quand les Préfets furent tenus de nommer des Régisseurs d'avances.

Le territoire des régions libérées est divisé en secteurs de reconstitution.

Les Secteurs

Les Secteurs sont en relation directe avec les industriels. Tant qu'une décision définitive n'est pas intervenue, le sinistré doit s'adresser au chef de secteur. C'est lui qui étudie son dossier, à l'aide de ses contrôleurs, d'experts techniques, rédige le rapport remis à l'agent administratif près les commissions cantonales. Il tient le compte provisoire du sinistré, vise les demandes d'avances, de cessions à l'O. R. I. ou aux Comptoirs, surveille les opérations de remploi et enfin, d'une façon absolument complète, aide le sinistré dans toutes ses opérations de reconstitution.

Cette autorité donnée aux chefs de secteurs, semblables à des satrapes, sur toute l'étendue de leur territoire, pourrait la faire craindre dangereuse, si l'on ajoutait aussitôt qu'en pratique, tout en étant fermes, ils se sont montrés les meilleurs auxiliaires des industriels qui, grâce à leur intelligente activité,

ont été les premiers à réparer parfois complètement leurs dommages.

Conseil. Ils sont assistés d'un Conseil : le Comité régional élisant dans son sein une Commission financière.

Budget. Les recettes et dépenses de l'O. R. I. sont constatées à un *Compte spécial* intitulé « Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion ». Il en est justifié à la Cour des Comptes par un *agent comptable* responsable des dites opérations.

Récupération. Les Allemands avaient organisé le pillage de nos usines et la répartition du matériel d'une façon remarquable. Le *Waffenstillstand Kommission* (Wake), mit à notre disposition les fiches établies à l'occasion de ces enlèvements, permettant ainsi aux industriels et aux agents du service de la Récupération de retrouver rapidement le matériel utilisé en Allemagne. Malheureusement, des industriels allemands ont saboté le matériel à restituer ; ainsi, les métiers à tisser le lin ont tous été saccagés, on voulait tuer l'industrie linière en France ; tandis que les métiers à tisser le coton ont été conservés en bon état. On aurait sagement agi en obligeant les industriels à remettre les machines en état de marche aux lieux mêmes où elles avaient été enlevées, c'est une grosse charge qu'aujourd'hui la France n'aurait pas eu à supporter.

La recherche du matériel utilisé par les armées en France et en Belgique amena la création du Comité franco-belge de récupération.

Enfin, au double point de vue de la documentation et de la reprise des relations commerciales, furent créés, à Wiesbaden, un bureau de l'Office de Reconstitution industrielle et une Agence du Comptoir Central d'Achats.

Ces quelques indications, données à propos de l'O. R. I., montrent combien le fonctionnement de cet organe de reconstitution a pu rendre de services aux industriels sinistrés.

Rapport du
Ministre.

Dans le rapport sur le fonctionnement de l'Office de Reconstitution industrielle, adressé par le Secrét-

taire général de l'O. R. I. au Ministre, rapport dont nous nous sommes largement inspiré pour la rédaction de cette notice, M. Prangey, Secrétaire général, après avoir rendu hommage à l'activité des premiers industriels relevés, conclut en ces termes :

« Cette éclatante manifestation de la vaillance et
 « de l'allant de nos compatriotes sinistrés nous donne
 « un lumineux enseignement ; sachons le com-
 « prendre et, conformément aux principes qui ont
 « toujours guidé ceux qu'il avait chargés de la Re-
 « constitution industrielle, que l'État laisse à l'ini-
 « tiative privée le soin de procéder à cette reconsti-
 « tution, prêt seulement à répondre à son appel si
 « elle a besoin d'un secours, à améliorer les moyens
 « dont elle dispose, à supprimer les obstacles quelle
 « peut rencontrer sur sa route ».

...« Ainsi, le rôle de la Reconstitution industrielle
 « doit être peu à peu restreint, jusqu'à ne plus être
 « que celui d'un simple organisme administratif.
 « A son action, doit se substituer progressivement
 « celle de groupements organisés, groupements indus-
 « triels corporatifs... Ce sont ces groupements qui
 « doivent achever l'œuvre de reconstitution ».

On ne saurait mieux dire.

Liquidation.

Aussi M. Loucheur a-t-il eu raison de ne pas suivre M. d'Aubigny, rapporteur du budget 1921 pour les Régions libérées, qui demandait la nomination d'un liquidateur de cet office. Un tel Service peut se liquider lui-même, on y a une idée suffisamment haute de ce que doit être la fonction publique pour penser qu'un fonctionnaire doit durer malgré tout.

Office de Reconstitution agricole des départements victimes de l'invasion (O. R. A.)

Cet office a été institué par la loi du 3 août 1917. Il est dirigé par un Conseil d'administration analogue à celui de l'O. R. I.

Il joue, auprès des agriculteurs, un rôle analogue à celui joué par l'O. R. I. auprès des industriels, seulement, son caractère commercial est plus nettement accusé.

Il procède à des achats de matériel agricole, de bétail de trait, à des ventes d'engrais et semences et, d'une façon générale, de toutes matières premières nécessaires à l'agriculture, revendues ensuite aux sinistrés.

Ses résultats n'ont pas été aussi intéressants que ceux de l'Office de Reconstitution industrielle, ainsi que nous le verrons plus loin.

Sa liquidation est envisagée pour la fin de cette année.

Services divers

Nous devons aussi rappeler :

Le Service des Travaux de première urgence (T. P. U.), aujourd'hui disparu, créé par M. Clémenceau en vue de procéder à des réparations urgentes aux immeubles. Il rendit de grands services immédiatement après l'armistice, puis passa peu à peu des marchés avec des entrepreneurs pour l'exécution des travaux et fut remplacé par :

Le Service des Travaux pris en charge par l'Etat, s'occupant de la remise en état du sol, des déblaiements d'immeubles et de travaux divers urgents.

Travaux de destruction et d'enlèvement des munitions pris en charge par l'Etat.

Le Service de la main-d'œuvre.

Le Service des matériaux, actuellement en liquidation, résulte de la fusion de trois services jadis distincts : le service des baraquements, le service chargé de la passation de tous les marchés à l'exception des baraquements, le service chargé des réceptions de règlements comptables des marchés et des acceptations des modérations.

Il a pour mission de fournir des matériaux aux régions libérées.

Le Service des Transports généraux, comprenant :

Les transports automobiles ;

Les transports par voie de 60 ;

Les transports hippomobiles ;

Les transports par voies navigables ;

Les transports par chemins de fer ;

Le service des essences. Utile au début, il est aujourd'hui en liquidation.

Le service des cessions.

Le service de Remise du sol en état de culture et de *motoculture*. Le sol ayant été, particulièrement dans la zone rouge, complètement bouleversé, il est impossible de remettre avant longtemps les terres en culture. D'autre part, ces dommages étant pratiquement impossible à évaluer, l'État a pris en charge les frais de remise en état du sol et les premières façons culturales. Sur certains points, on prévoit même des transports de terre arable. Dans une partie très étendue (70.000 hectares sur 107.000), ces frais dépassant la valeur de la terre, on ne pourra sans doute jamais reprendre la culture, il y a donc lieu pour l'État d'envisager le rachat, afin de créer des forêts domaniales. ...

Enfin, les *petits services divers*.

LES RÉSULTATS

En ce qui concerne le paiement, les résultats sont surtout remarquables par leur modération.

Paiement.

Il y a à ceci plusieurs raisons, parmi lesquelles il convient de noter ce fait que les commissions cantonales ont commencé par l'étude des petits dossiers déposés les premiers, classant ceux plus importants de l'industrie en dernier, car ils demandent un examen approfondi de la part des experts de l'État et des Secteurs de l'O. R. I. Il y a aussi, il faut bien le dire, le manque de compétence technique des membres des Commissions, lesquelles sont d'ailleurs en voie de réorganisation. Enfin, le Ministre des Finances s'est souvenu qu'il avait un moyen commode de mettre pour quelques années la loi dans sa poche et rester le maître des avances arbitraires.

Le tableau I montre qu'au 31 décembre 1920, sur 2.838.781 demandes, d'un montant de 34 milliards 865.765.105 fr. 09 de perte subie, il est intervenu 621.927 décisions arrêtant le montant de l'*indemnité* (perte subie et frais supplémentaires), à 4 milliards 891.344.427 fr. 13, dont le tableau II donne la décomposition par catégories.

A la même date, sur ces 4.891.344.427 fr. 13 d'extraits de décisions, 1.475.752.008 fr. 27 ont été échangés contre des titres définitifs de créance détaillés au tableau III.

De plus, sur 429.465 titres appartenant à 161.885 sinistrés, le Crédit National n'a payé que 22.891 fr. 68

Etat des opérations des Commissions cantonales au 31/12/1920

DÉPARTEMENTS	DEMANDES DÉPOSÉES		DÉCISIONS INTERVENUES	
	NOMBRE	MONTANT DE LA PERTE SUBIE	NOMBRE	MONTANT DE L'INDEMNITÉ
		(valeur 1914)		Perte subie et frais supprimés
		Fr. C.		Fr. C.
Aisne	367.099	5.839.434.691 61	66.536	1.034.101.485 09
Ardennes.....	224.437	2.448.953.515 51	49.948	503.453.727 58
Marne.....	221.111	2.908.826.446 11	56.195	429.046.595 42
Meurthe-et-Moselle .	168.223	1.872.213.202 01	56.590	521.029.464 23
Meuse.....	123.120	1.409.993.604 94	30.562	409.346.552 »
Nord.....	999.021	10.755.875.902 36	220.761	1.091.965.513 21
Oise.....	101.078	1.155.308.492 19	20.893	171.656.563 »
Pas-de-Calais.....	331.530	4.619.386.421 »	28.793	224.014.089 »
Somme.....	190.128	3.444.107.517 67	42.842	401.374.902 76
Vosges	47.243	213.776.653 69	16.958	53.403.921 51
Aube.....	2.993	2.402.754 93	2.500	1.431.623 13
Belfort.....	6.695	11.932.564 56	3.609	4.780.059 60
Eure-et-Loir.....	154	166.158 09	154	390.438 57
Seine-et-Oise.....	5.251	13.802.929 40	3.751	6.197.209 74
Seine-Inférieure.....	1.882	7.210.913 82	1.345	1.496.088 08
Seine.....	16.645	82.960.860 22	8.180	16.078.215 17
Doubs.....	233	269.812 84	144	82.725 99
Haute-Marne.....	346	389.023 59	211	201.330 75
Haute-Saône.....	1.367	1.416.223 95	1.242	590.905 09
Seine-et-Marne.....	24.176	47.252.605 39	10.673	20.679.433 76
Eure.....	40	24.810 85	40	23.583 45
	2.838.781	34.865.765.105 09	621.927	4.891.334.427 13

Tableau I.

Rapport de M. d'Aubigny, député

ÉTAT DES ÉVALUATIONS faites par les Commissions cantonales en perte subie (valeur 1914), en les distinguant par catégories.

DÉPARTEMENTS	MONTANT DES ÉVALUATIONS PAR CATÉGORIES					
	Première catégorie		Deuxième catégorie		Troisième catégorie	
	RÉQUISITIONS		BIENS MEUBLES		IMMEUBLES	
	Fr.	c.	Fr.	c.	Fr.	c.
Aisne	43.738.574	82	199.393.208	33	61.590.448	36
Ardennes.....	31.543.208	05	104.895.223	24	51.691.449	16
Marne.....	2.672.339	37	100.039.494	20	58.036.410	15
Meurthe-et-Moselle.	11.026.660	93	90.610.792	19	63.912.703	25
Meuse.....	4.877.056	09	90.034.169	37	40.893.061	10
Nord.....	74.726.237	43	256.901.680	80	122.460.891	32
Oise.....	2.382.740	74	47.071.972	58	15.866.590	51
Pas-de-Calais.....	2.015.691		58.728.673		13.235.634	
Somme	2.279.249	76	116.855.578	83	27.798.896	63
Vosges.....	1.773.693	85	13.849.377	46	7.863.723	68
Aube.....	»	»	520.690	91	398.695	14
Belfort.....	31.700		310.039	61	1.398.203	22
Eure.....	»		533	80	23.049	65
Eure-et-Loir.....	»		61.196	50	91.617	43
Haute-Marne.....	153	60	25.717	40	104.241	25
Haute-Saône	»		81.099	72	363.466	02
Seine.....	»		3.331.254	83	4.986.876	82
Seine-Inférieure...	»		172.094	91	808.604	10
Seine-et-Marne.....	2.002.868	28	5.536.721	10	3.868.464	68
Seine-et-Oise.....	»		758.650	90	2.136.633	43
Doubs.....	»		7.409	60	39.535	62
Les dommages en 4 ^e catégorie sont incorporés dans ceux ci-dessus.						
» 5 ^e » ne sont pas compris.						

Tableau II.

Rapport de M. d'Aubigny, député.

État des Titres définitifs de créance émis

		Au 31 Décembre 1920		Au 31 Janvier 1921	
		Fr.	C.	Fr.	C.
Mobilier, perte subie	Série A	415.970.494	39	500.285.209	92
Exploitations, perte subie.....	— B	1.090.502	20	1.200.912	20
Immeubles ordinaires, perte subie	C	99.776.099	82	124.963.644	54
Maisons de plaisance, — — —	D	1.019.592	04	1.024.608	07
Meubles, frais supplémentaires..	E	652.710.601	21	785.030.174	32
Immeubles, — — —	F	269.882.224	28	339.457.894	22
Vétusté immeubles.....	G	6.832.765	98	8.396.776	47
Réparations. Prélèvements.....	H	1.519.399	85	2.112.432	32
Immeubles, non remploi (payement par annuités).....	I	2.459.795	05	2.829.272	82
Maisons de plaisance (payement par annuités).....	J	15.336	31	20.562	26
Meubles (payement par annuités)	K	23.473.416	62	26.974.409	36
Meubles non d'exploitation (payement par annuités).....	L	323.462	60	323.462	50
Vétusté au-dessus de 10.000 fr. (avances à rembourser avec intérêt 3 %).....	M	678.323	89	814.188	16
Total.....		1.475.752.008 27		1.793.433.547 16	

Tableau III

Rapport de M. d'Aubigny, député

d'intérêts à 148.357 sinistrés et 81.832.968 fr. 20 de capital sur réquisitions préfectorales délivrées au profit de 64.945 sinistrés.

Donc, sur près de 35 milliards, *valeur* 1914, il n'a pas été payé 82 millions exprimés en *valeur actuelle*, soit à peine 2 0/00.

Par contre et heureusement, les avances ont été plus libérales. Le tableau IV donne les sommes distribuées en 1920 au titre de chacune des catégories d'avances étudiées précédemment.

Le tableau V, la récapitulation par département des avances en espèces et cessions en nature faites en 1919 et 1920.

On voit combien les industriels ont profité particulièrement de ce système préférentiel, grâce à l'O. R. I., qui a eu, de ce fait, la tâche singulièrement facilitée.

Le tableau VI met encore plus particulièrement en lumière ces avantages : ils ont pu réparer la perte subie dans les proportions de 84,64 0/0 pour les houillères et de 112 0/0 pour les autres industriels ; par contre, les dommages non industriels, représentant 78 0/0 de l'ensemble, ont réparé la même perte subie dans la proportion de 21.75 0/0 seulement.

Il semble bien que l'afflux d'argent ait été quelquefois supérieur aux possibilités d'utilisation, et le Comité technique du Nord conclut :

« Il en résulte une hausse persistante de la main-d'œuvre et de la production qui conduit véritablement l'État à la ruine .

Aussi, cette année doit-elle être particulièrement une année de reconstitution agricole et immobilière. Et ceci semble encore donner raison à M. Tournon : « Comme dans les âges primitifs, disait-il, avant d'être artisans ou industriels, il nous faut redevenir agriculteurs ».

Et cependant, tout le monde est unanime à demander la suppression d'un système si généreux, et la substitution du régime des acomptes à celui des avances. C'est que, nous l'avons vu, l'avance est une

Avances.

Avances en espèces distribuées en 1920

NATURE DES AVANCES	MONTANT DES AVANCES (arrondi en mil- liers de francs)	POURCENTAGE BRUT
	Frs.	°/°
1° Acomptes sur les évaluations de dommages de guerre des anciennes commissions cantonales.....	17.156.000	0,3299
2° Avances pour travaux de réparations urgentes aux immeubles ou de reconstruction de bâtiments d'exploitation indispensables.....	2.706.406.000	52,0522
3° Avances aux petits artisans locaux pour reconstitution d'outillages.....	4.251.000	0,0817
4° Avances pour reconstitution du mobilier.....	319.434.000	6,1136
5° Avances p ^r reconstitution du mobilier professionnel.	13.121.000	0,2523
6° Avances pour fonds de roulement aux agriculteurs..	662.865.000	12,7188
7° Avances aux industriels et chefs d'entreprise pour fonds de roulement et pour achat d'outillage, matériel, machines, matières premières, etc.....	337.202.000	7,2547
8° Avances pour fonds de roulement aux commerçants, artisans locaux et petits industriels.....	135.451.000	2,6051
9° Avances pour frais d'expertises à la charge des sinistrés dans l'application de la loi du 5 Juillet 1917.	»	»
10° Avances pour frais d'établissement de dossiers de dommages de guerre et constitution d'un fonds de roulement aux sociétés coopératives de reconstruction.	130.113.000	2,8871
11° Avances pour acquisition de chevaux, véhicules automobiles et matériel de toute nature provenant des stocks français et américains.....	20.907.000	0,4021
12° Avances sur bons de réquisitions ennemies.....	59.661.000	1,1474
13° Avances aux communes pour réparation des immeubles municipaux et reconstitution du matériel communal.....	123.622.000	2,3776
14° Avances pour construction de bâtiments semi-provisaires.....	3.193.000	0,0614
15° Avances en vue de permettre la compensation prévue par l'art. 46 de la loi du 17 Avril 1919 (Circularie du 26 Avril 1920).....	28.206.000	0,5424
16° Avances aux compagnies houillères (Mesures conservatoires des mines de fer du bassin de Briey), ardoisières, carrières, etc.....	5.777 002.000	11,0974
17° Avances diverses.....	810.000	0,0155
TOTAUX.....	5 199.400 000	99,9992

Tableau IV.

Rapport de M. d'Aubigny, député.

Avances en espèces et en nature en 1919 et 1920

DÉPARTEMENTS	NATURE DES DOMMAGES			TOTAL
	DOMMAGES MINIERS	DOMMAGES INDUSTRIELS AUTRES QUE CEUX MINIERS	DOMMAGES NON INDUSTRIELS	
	frs	frs	frs	fr.
Aisne	»	493.298.000	1.359.589.000	1.852.887.000
Ardennes	»	422.416.000	606.581.000	1.028.997.000
Marne	»	222.542.000	466.001.000	628.543.000
Meurthe-et-Moselle .	»	571.440.000	517.061.000	1.088.501.000
Meuse	»	29.882.000	417.797.000	447.679.000
Nord	220.060.000	4.990.555.000	1.686.133.000	6.896.748.000
Oise	»	54.712.000	297.566.000	352.278.000
Pas-de-Calais . . .	574.627.000	253.236.000	868.147.000	1.716 010 000
Somme	»	152.333.000	639.888.000	792.221.000
Vosges	»	49.789.000	50.014.000	99.803.000
Autres départements	»	1.000.000	15.200.000	16.200.000
TOTAUX...	794.687.000	7.211.203.000	6.883.977.000	14.919.867.000 ⁽¹⁾

Ces chiffres sont supérieurs à ceux du tableau VII parce qu'on y a compris les avances communes à tous les sinistrés, telles que : Transports, matériaux, maisons provisoires, etc.

Tableau V.

COMPARAISON entre : 1° La valeur des avances faites en argent et en nature en 1919 et 1920 ; 2° La valeur d'estimation des dommages de guerre (valeur 1914).

NATURE des AVANCES	AVANCES EFFECTUÉES en 1919 et en 1920			TOTAL
	DOMMAGES miniers	DOMMAGES industriels	DOMMAGES non industriels	
	Frs	Frs	Frs	Frs
Avances en espèces...	638.400.000	3.815.600.000	4.820.600.000	9.274.600.000
Cessions en nature...	156.287.000	3.425.803.000	(1) 863.920.225	4.445.810.225
TOTAUX..	794.687.000	7.241.203.000	5.684.520.225	13.720.410.225

	VALEUR 1914			TOTAL
	DOMMAGES miniers	DOMMAGES industriels	DOMMAGES non industriels	
	Frs	Frs	Frs	Frs
	920.000.000	6.434.200.000	26.134.360.000	33.488.560.000

	DIFFÉRENCES			TOTAL
	DOMMAGES miniers	DOMMAGES industriels	DOMMAGES non industriels	
	Frs	Frs	Frs	Frs
Avances en espèces	- 125.313.000	+ 807.003.000	- 20.449.839.775	- 19.768.149.775
Cessions en nature				

	POURCENTAGE DES AVANCES par rapport à la valeur 1914			TOTAL
	DOMMAGES miniers	DOMMAGES industriels	DOMMAGES non industriels	
	%	%	%	%
Avances en espèces	84,64	112,54	21,75	40,96
Cessions en nature				

(1) O. R. A. + motoculture seulement.
Tableau VI.

Rapport de M. d'Aubigny, député.

ouverture de crédit, c'est la promesse de verser éventuellement un acompte. Et, sur la foi de cette promesse, des entrepreneurs se sont mis en route et ont été obligés d'abandonner les travaux, parce que les acomptes n'étaient pas payés. Or, il est impossible d'établir un programme sans avoir d'échéances fixes sur lesquelles on puisse compter, c'est une des conditions de l'abaissement et de la stabilisation des prix. On ne veut pas obliger l'État à payer au-delà de ses facultés, on se résignera à avoir peu, si l'on est sûr de toucher à l'échéance les sommes convenues.

* * *

Enfin, d'après le tableau VII, au 31 décembre 1920, l'état des dépenses de reconstitution payées sur les exercices successifs s'élève à 20.964.638.481 fr. 19, équilibrés exclusivement par voie d'emprunts intérieurs. Telle est la synthèse de l'effort financier consenti pour la restauration des régions libérées.

Rapport de
l'effort fait à
l'effort total.

La promesse a été tenue et fait honneur à ce pays.

Pour nous rendre mieux compte encore de cet effort, essayons de le comparer à celui restant à faire. On ne peut évidemment pas chiffrer exactement le montant total des dommages, mais le tableau VIII permet tout de même de s'en faire une idée.

Supposons qu'après quelques abattements, la valeur 1914 soit arrêtée à 30 milliards.

Le tableau V donne 15 milliards d'avances, qui, avec les 5 milliards de réfection actuelle des chemins de fer et du domaine de l'État, forme un total de 20 milliards. Les réparations ayant coûté en moyenne 5 fois le prix de 1914, c'est donc $20/5 = 4$ milliards, valeur 1914, qui ont été libérés. Il reste donc environ 26 milliards, valeur 1914, à réparer ; au coefficient 4, c'est 104 milliards, ou, au coefficient 3, 78 milliards. Or, il est impossible de réparer tous les sinistres en moins de 10 à 15 ans. Il est donc permis d'espérer

Dépenses de reconstitution payées au

ANNÉES	FRAIS D'ADMINIS- TRATION DES RÉGIONS LIBÉRÉES		TRAVAUX et ACHATS		VERSEMENTS AUX SINISTRÉS	
	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.
1915	»		»		4.845.120 90	»
1916	25.860 64		»		29.040.610 03	»
1917	428.313 81		66.280.988 09		35.502.612 50	12.992.400
1918	2.741.612 59		27.063.052 41		50.446.010 61	23.473.668
1919	109.355.777 64		1.959.922.958 01		4.521.299.864 54	710.983.926
1920 au 31/12	386.147.228 18		2.096.268.861 59		6.918.644.477 38	289.901.912
TOTAUX....	448.698.793 86		4.149.535.860 10		11.559.778.695 96	1.037.351.906
A ajouter les sommes dûes au Crédit National pour paiements effectués par cet organisme.....	»		»		2.364.473.221 76	»
TOTAUX.....	448.698.793 86		4.149.535.860 10		13.924.251.920 72	»

Le nombre 13.924.251.920 72 se décompose ainsi :

Avances en espèces sur indemnités de dommages de guerre.

Acomptes sur indemnités ayant donné lieu à délivrance de titres.

Intérêts.

Remboursements de délégations à l'O. R. I., à l'O. R. A. et à la motoculture co

Avances pour réparations de dommages causés par explosions ou accidents analo

Tableau VII.

cembre 1920, sur les exercices successifs

COMPTES SPÉCIAUX						TOTAUX	
O. R. I.		O. R. A.		MOTOCULTURE		VOIES FERRÉES	
Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.		Fr. C.
»	»	»	»	»	»	»	4.845.120 90
»	»	»	»	»	»	»	29.066.470 67
100.000.000	»	100.000.000	»	29.800.000	»	1917 (Loi du 30/12) Compte spécial extra-budgetaire	355.004.314 40
200.000.000	»	20.000.000	»	25.000.000	»	»	348.724.343 78
600.000.000	»	280.000.000	»	»	»	»	8.181.562.526 42
»	»	»	»	40.000.000	»	»	9.680.962.480 26
900.000.000	»	400.000.000	»	104.800.000	»	»	18.600.105.256.43
»	»	»	»	»	»	»	2.364.473.224 76
»	»	»	»	»	»	»	20.964.638.481 19
							9.655.185.874 20
							82.373.497 53
							30.169.903 98
aux avances en nature délivrées aux sinistrés							4.143.339.417 67
							13.210.227 34
Ensemble.							13.924.251.920 72

Rapport de M. d'Aubigny, député

Tableau comparatif entre le montant de l'estimation provisoire et le montant des déclarations des sinistrés exprimées en valeur 1914

DÉPARTEMENTS	ESTIMATION provisoire	DÉCLARATIONS au 31 Décembre 1920
	Frs	Frs
Aisne.....	6.326.048.000	5.839.435.000
Ardennes.....	2.218.356.000	2.448.954.000
Marne.....	2.283.927.000	2.908.826.000
Meurthe-et-Moselle.....	1.879.117.000	1.872.243.000
Meuse.....	2.609.410.000	1.409.994.000
Nord.....	8.603.279.000	10.755.876.000
Oise.....	884.259.000	1.155.308.000
Pas-de-Calais.....	5.083.344.000	4.619.386.000
Somme.....	2.651.655.000	3.441.197.000
Vosges.....	235.434.000	243.777.000
Autres départements.....	113.737.000	167.859.000
Totaux.....	33.488.560.000	34.865.765.000

Pourcentages des dommages (valeur 1914)

DÉPARTEMENTS	Dommages miniers	Dommages industriels	Dommages non industriels	Dommages totaux
	%	%	%	%
Aisne.....	»	9.88	21.7738	18.89017
Ardennes.....	»	8.34	6.4350	6.62422
Marne.....	»	3.74	10.1139	8.61167
Meurthe-et-Moselle.....	»	6.44	5.6057	5.61122
Meuse.....	»	0.99	9.7400	7.79194
Nord.....	25	58.40	17.6621	35.69020
Oise.....	»	0.97	3.1443	2.64046
Pas-de-Calais.....	75	5.39	15.4839	15.17934
Somme.....	»	4.69	8.9918	7.91809
Vosges.....	»	0.84	0.6930	0.70302
Autres départements.....	»	0.32	0.3559	0.33962
Totaux.....	100	100	99.9994	99.99995

qu'une politique judicieuse des matériaux et de la main-d'œuvre amènera un sérieux fléchissement des prix, et, par suite, on peut, sans trop commettre d'erreurs, prendre le coefficient moyen de 3,25 adopté par M. d'Aubigny, député, dans son rapport. Le total des dépenses de reconstitution ne dépasserait pas 80 milliards.

L'effort fait serait donc le quart de celui restant à faire. Malgré la satisfaction qu'il nous est loisible d'éprouver à la lecture de cette constatation, il ne faut pas s'illusionner sur les difficultés extrêmes du problème financier. On comprend mieux pourquoi le Trésor cherche un allègement dans le crédit des particuliers et la nécessité de faire aboutir la politique qui a amené la création des certificats provisoires, des conventions d'annuités, s'impose plus fortement à l'esprit. La solution en est liée à la productivité de la France entière, et l'on sait les restrictions déjà formulées à l'occasion du principe du emploi obligatoire. Les avances faites ont été gaspillées dans une certaine mesure, dans celle que nous allons avoir l'occasion d'apprécier, en étudiant rapidement les résultats obtenus par les divers organes de reconstitution.

Le Crédit National

Si nous restions sur l'impression de la somme de 82 millions de paiements effectués par le Crédit National, nous aurions une injuste idée des services rendus par cet établissement.

Le produit net des deux emprunts s'élève environ à 7.723 millions, versés au Trésor. Dès le mois de juin 1920, le Ministre charge le Crédit National du paiement des avances sur indemnités et de celui des

délégations remises à l'O. R. I., à l'O. R. A., au service de la motoculture, pour les achats faits par les industriels. Au 31 décembre 1920, les paiements versés de ce chef sur réquisition du Préfet ou des services techniques dépassent 3.200 millions.

Ceci montre que, contrairement à ce qui a été allégué, les fonds déposés au Trésor sont toujours restés à la libre disposition du Crédit National, puisque cet établissement a reçu 7.700 millions et qu'il a été remis aux sinistrés pour 15 milliards d'avances en espèces ou de cessions en nature.

D'autre part, les fondateurs s'étaient engagés devant la Commission des Finances du Sénat à ne pas s'occuper du placement à long terme au commerce et à l'industrie, avant d'avoir organisé le payement des dommages de guerre. Le montant de ces opérations, commencées dans la seconde partie de l'année 1920, s'élève, au 31 décembre, à 31.045.000 francs. Le taux, fixé d'abord à 7 0/0, relevé à 7,50 0/0, est aujourd'hui à 7,80 0/0.

De plus, le Crédit National, pouvant faire des prêts sur titres, pourra élargir le champ de ses opérations par suite de la création des certificats provisoires et titres d'annuités.

Cet établissement est donc à l'aise pour absorber un plus grand nombre de titres qu'il ne dépend plus que des Commissions cantonales de lui envoyer, d'autant plus que, pratiquement, il n'aura pas à escompter les titres des gros sinistrés faisant directement appel au public.

Service des travaux effectués par l'Etat

Ce service, sous forme de T. P. U., a rendu des services au lendemain de l'armistice, mais aujourd'hui, la situation économique étant complètement modifiée, il importe de voir l'État revenir à son rôle normal.

Pour l'exécution des travaux, ce service a passé avec les entrepreneurs un certain nombre de marchés dont il est impossible d'avoir le montant exact.

La surveillance du comblement des tranchées a été insuffisante. On a vu empiler dans les trous des débris de boîtes de conserve et mettre un peu de terre sur l'ensemble.

Remise en
état du sol.

Le mieux est évidemment de donner ce travail à faire aux sinistrés eux-mêmes ou aux coopératives.

On traite avec un entrepreneur pour un village entier. Or, à Neuville-Saint-Vast, le Maire désirait reconstruire la ville en surélevant le sol des maisons, en raison de l'humidité. Il réclame inutilement au service des déblaiements; des camions emportent les matériaux à 1 km. 1/2 de la ville, et la coopérative loue d'autres camions pour ramener ces débris en place.

Déblaiement
d'immeubles.

A Nomény, on déblaye et un industriel voisin rachète les dommages de tous les sinistrés du village, enlève les matériaux et construit une cité ouvrière à plusieurs kilomètres de là.

Là encore, la solution est de confier ce travail aux coopératives, qui l'exécuteront suivant l'ordre d'urgence fixé pour la reconstruction.

Service des Matériaux

Par décret du 14 mars 1920, le gouvernement charge un Comité supérieur d'enquête, dont la présidence est confiée au Procureur général de la Cour des Comptes, de procéder à l'examen d'un certain nombre d'organismes nés de la guerre.

Nous ne pouvons mieux faire que de nous en inspirer pour mieux juger des résultats obtenus.

Les acquisitions sont effectuées sans tenir compte des ressources de trésorerie, sans souci des détériorations des changes, et les prévisions de dépenses vont du simple au double.

On entasse des stocks exposés à des dépréciations, dépérissements, pertes ou dilapidations.

Des commandes faites à certains industriels ont pu être telles que ceux-ci ont dû, à cause de leurs stocks inécoulés, interrompre leur production pendant plusieurs mois ; récemment encore, il y avait 16 millions de briques à Dunkerque, 150 maisons démontables à Lyon, 100 à Bayonne.

Ni les services de production, des expéditions ou de comptabilité matières ne sont tenus dans des conditions permettant d'obtenir des renseignements exacts et concordants.

Les prix de *revient* et de *revente* sont établis de façon telle que, finalement, l'État, en faisant une *dépense de 100 francs pour les achats de matériaux, diminue sa dette de dommages de guerre de 75 francs seulement*. Les raisons, en voici :

A partir du 24 janvier, on a établi des prix unitaires en majorant de 15 à 5 0/0, selon les cas, la moyenne des prix sur wagon départ.

Des ardoises expédiées d'Angers à Saint-Mâlo par chemin de fer, puis par cabotage de Saint-Mâlo à Dunkerque, ont occasionné des frais de transports et manutentions majorant leur prix de 50 0/0.

Des tuiles venant de Marseille ont emprunté la voie du détroit de Gibraltar, débarquées à Dun-kerque ou Calais, rechargées en chemin de fer, puis transportées par camions automobiles. Prix de re-vient : 1.000 francs ; prix de vente : 400 francs.

La sacherie n'est jamais restituée.

Pour les bois, tel fret revenant à 110 francs, au taux du change, est compté 73 francs. Les surestaries, payées cependant, n'ont pas été prises en compte.

Des bois du Nord, achetés par des particuliers au service de la liquidation des stocks, c'est-à-dire à l'État, ont été revendus par des particuliers au service des matériaux, c'est-à-dire encore à l'Etat, à des prix supérieurs aux prix touchés, et, finalement, ont été rétrocédés avec des majorations forfaitaires insuffisantes.

Au 31 décembre 1920, le montant approximatif des dépenses payées ou restant à payer peut se décomposer ainsi :

Exercice 1919.....	485.000.000 fr.
Exercice 1920.....	380.000.000 fr.
Crédits supplémentaires en instance.....	120.000.000 fr.
Total	985.000.000 fr.

A M. d'Aubigny, rapporteur du budget du Minis-tère des Régions libérées (exercice 1921), il a été répondu : « qu'il n'existe pas d'inventaire des sta-tions-magasins ».

Il est impossible d'établir le bilan du service des matériaux, dont les achats se sont montés à un milliard.

De plus, de l'aveu même de ce service, il existe un stock de 67 millions de marchandises inutilisables (tableau IX).

En ce qui concerne les maisons provisoires, nous avons déjà dit combien ces constructions avaient été onéreuses pour l'État.

Les maisons en matériaux durs hourdés à la terre reviennent à 6.500, 7.500 et 10.000 francs, pour 2, 3

MARCHÉS passés par le **SERVICE** des **MATÉRIAUX** pour fournitures demeurées **INUTILISÉES**, qui demeureront inutilisées ou qui donneront lieu à des mécomptes importants lors de la rétrocession.

Énumération des Marchés	Valeur des Stocks chez les Fabricants	Observations
	Fr.	
Carreaux de plâtre.....	260.000 »	Inutile.
Cuisinières.....	1.491.263 »	Inutile.
Croisées.....	1.956.641 »	Inutile en partie.
Volets, Persiennes.....	1.329.715 »	Inutile en partie.
Fenêtres.....	229.383 »	Inutile en partie.
Fenêtres semi-provisoires.....	1.686.255 »	Inutile en partie.
Fourneaux de cuisine.....	3.151.133 »	Inutile.
Fermes de combles.....	7.868.346 »	Utile ?
Gâlnes de fumée.....	336.600 »	Inutile.
Lits en bois.....	2.312.549 »	Inutile.
Lits en fer.....	1.075.425 »	Inutile.
Mastic.....	1.926.790 »	Inutile.
Matelas.....	9.115.020 »	Inutile.
Oreillers.....	259.386 »	Inutile.
Planchers de plâtre.....	300.000 »	Inutile.
Poêles flamands.....	250.471 »	Inutile.
Poêles.....	3.728.417 »	Inutile.
Pompes.....	1.536.100 »	Inutile.
Portes.....	4.245.954 »	Inutile en partie.
Portes semi-provisoires.....	2.709.765 »	Inutile en partie.
Succédanés du verre.....	3.780.789 »	Inutile.
Tables.....	2.624.886 »	Inutile.
Traversins.....	709.418 »	Inutile.
Tuyaux et coudes pour poêles.....	2.917.625 »	Inutile.
Verres.....	11.199.440 »	Inutile en partie.
Total.....	67.001.371 »	

Les inutilés en partie pourront être écoulés, avec peine, étant donné que les prix d'achat sont devenus supérieurs aux cours actuels. L'État sera donc amené à subir une perte. Pour le surplus non susceptible d'écoulement direct dans les régions libérés, vente publique ou par intermédiaire devra être faite.

et 4 pièces. Il était plus simple de faire directement de la construction définitive hourdée à la chaux. D'autre part, mal comprises, sans grenier, les sinistrés ne veulent pas les acquérir.

Les maisons en bois ont rendu et peuvent encore rendre des services dans certains cas.

Les dépenses connues des services du Ministère s'élèvent à 901 millions, pour :

40.067 baraquements,
53.658 maisons en bois,
28.968 maisons en matériaux durs,
245.936 maisons réparées.

Mais, d'autre part, les préfets furent autorisés à prélever sur les camps français, anglais, américains, les maisons et baraquements susceptibles d'utilisation. Ces prélèvements n'ayant pas été comptabilisés et faits sans nulle préoccupation de la dépense qui en résulterait pour le Ministère des Régions libérées, *il est impossible de se faire une idée exacte du coût de la politique des maisons provisoires.*

Malgré les services qu'aient pu rendre dans la période suivant immédiatement l'armistice les divers services dont la fusion a formé le service des matériaux, services d'ailleurs payés fort cher, il est inutile d'insister sur les raisons qui ont déterminé la Commission des Finances à en demander la liquidation immédiate.

On parle beaucoup d'une certaine politique des matériaux, on envisage faire baisser les coefficients en cédant aux sinistrés les matériaux détenus par l'Etat. On ne peut penser sans effroi à ce que vont être ces prix « défiant toute concurrence » et les répercussions possibles de toutes ces opérations sur le budget. M. Loucheur dit : « Quand des problèmes « compliqués se posent, en attelant un homme de « bonne volonté à chacune des parties du problème, « on arrive généralement à les résoudre ». Les grands rois qui ont eu de grands ministres l'ont compris depuis longtemps ; mais, l'essentiel est de trouver

l'attelage, et, à ce point de vue, le choix des hommes laisse beaucoup à désirer. On voit des personnes très intelligentes à leurs heures, très près de leurs intérêts, économisant les moindres choses, confier au petit bonheur les postes importants et donner la responsabilité la plus lourde au premier venu recommandé, ou qui se trouve à propos sous la main. Agir et choisir sont deux choses.

L'Etat pratique tout particulièrement cette politique : on en voit les résultats.

Office de la Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion

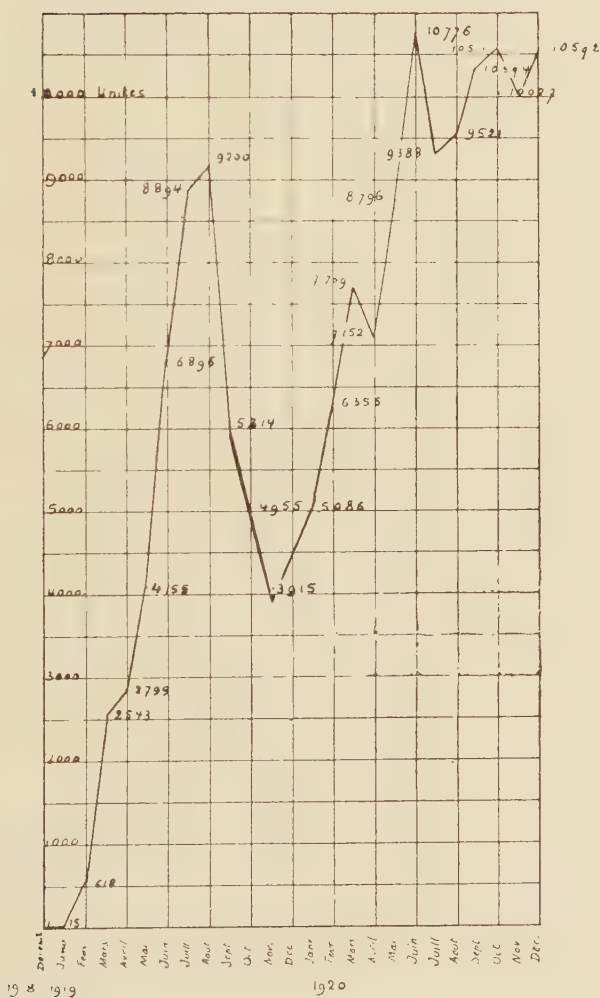
En parlant des résultats obtenus au point de vue des avances, nous avons remarqué combien les industriels avaient lieu d'être satisfaits des résultats obtenus par l'O. R. I. Les résultats les plus importants l'ont été dans le courant de l'année 1919, mais, en 1920, les disponibilités réduites du Trésor n'ont pas permis de donner satisfaction à toutes les espérances ; malgré cela, une grosse partie des avances reçues en 1919 a été employée en 1920, et, de ce fait, le resserrement a été moins sensible aux industriels. D'ailleurs, pour ceux-ci, certainement les premiers pas étaient les plus difficiles, mais, aussitôt franchis, leur énergie s'est ranimée pour relever leurs exploitations ruinées.

Les frais généraux de l'Office sont peu importants. Ainsi, les résultats de l'exercice 1919 sont les suivants :

Avances en nature	1.144.214,595 fr.
Cessions en espèces	1.981.118.418 fr.
	3.125.333.013 fr.
Frais généraux.....	11.789.088 fr.
soit : 0,37 0/0.	

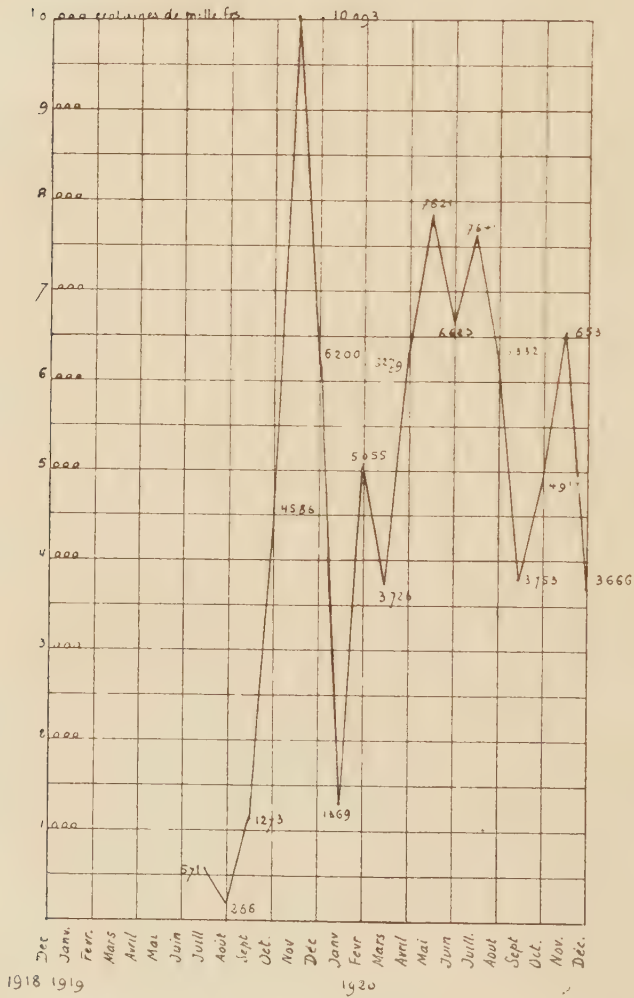
O. R. I.

Montant des demandes de cessions reçues au C. C. C.
de Décembre 1918 à Décembre 1920



O. R. I.

Montant des demandes d'annulation de cessions



O. R. I.

AVANCES ALLOUÉES

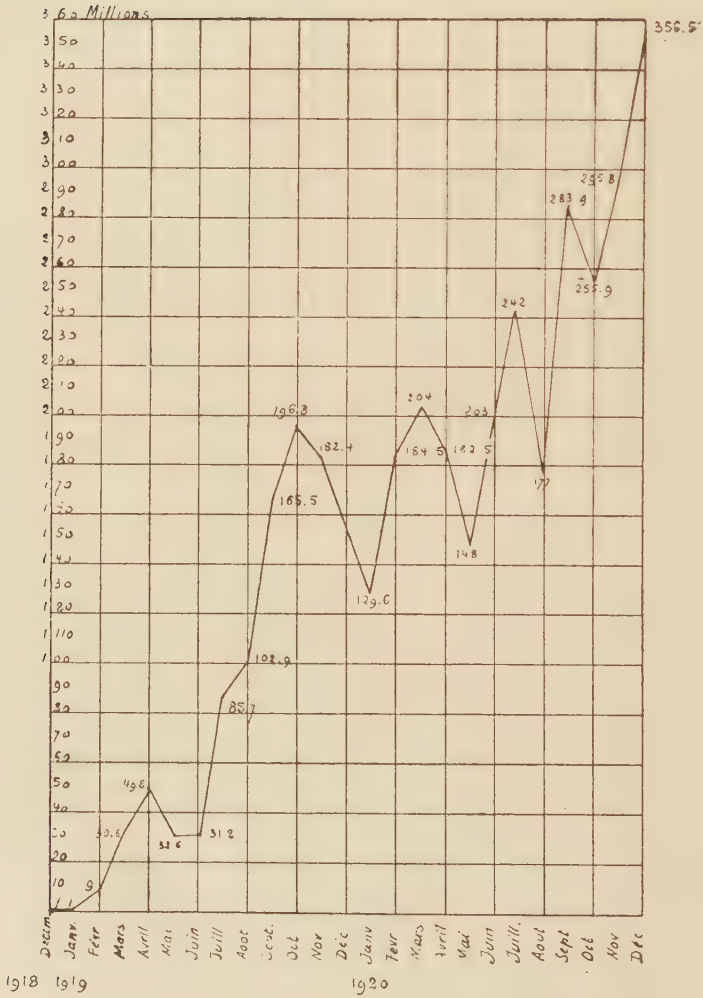
1° Paiement par mandats établis par les préfets jusqu'au 12 juillet 1919 ;

2° Paiement par chèques établis par les chefs de secteurs à partir du 12 juillet 1919.



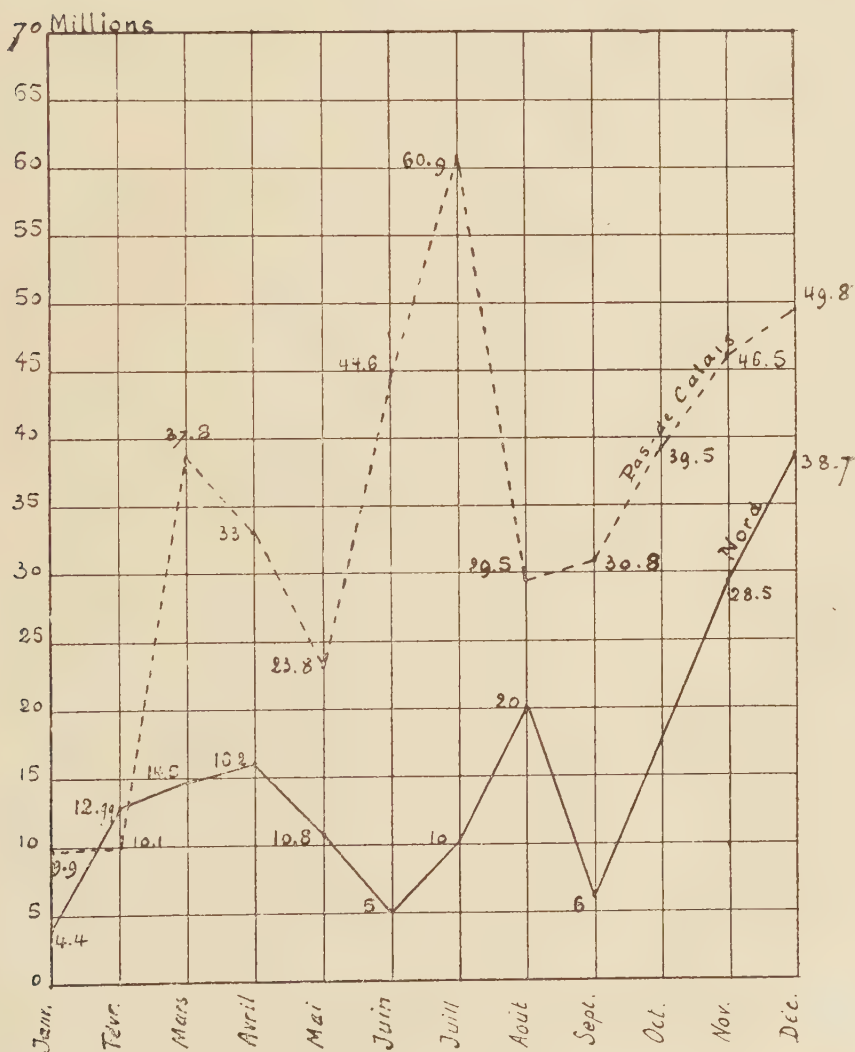
O. R. I.

ORDONNANCEMENTS MENSUELS



O. R. I.

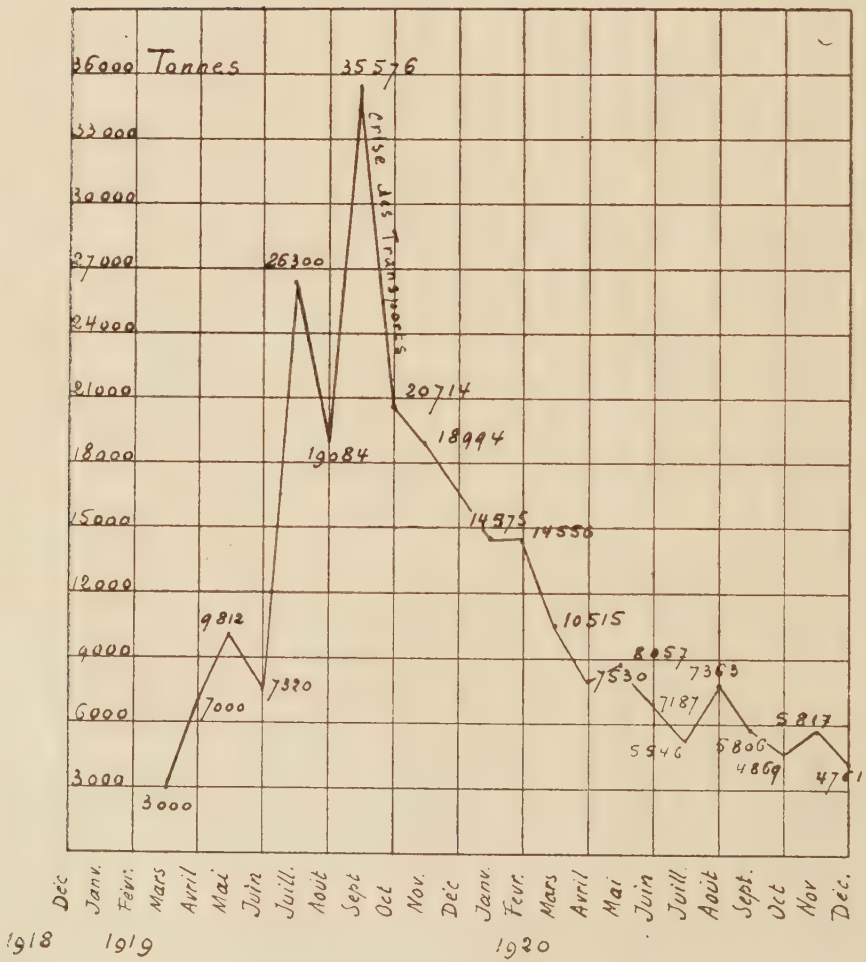
Règlements mensuels des avances aux Houillères sinistrées (Nord et Pas-de-Calais) en 1920



O. R. I.

TONNES DE MATÉRIEL

récupérées à l'Etranger et rentrées en France



Les résultats de l'exercice 1920 ne sont pas encore donnés, mais nous avons de bonnes raisons de croire que le pourcentage sera plus élevé.

Nous nous contenterons d'insérer dans ce travail quelques graphiques pour lesquels l'interprétation de détail est inutile, ils sont assez éloquents par eux-mêmes (1).

Nous avons vu aussi comment cet organisme comprenait son rôle, comment il prévoyait sa transformation et sa liquidation (2).

Office de la Reconstitution agricole des départements victimes de l'invasion

Cet Office ayant fait l'objet d'une étude de la Commission supérieure d'enquête, dont il a été parlé au sujet du Service des matériaux, nous faisons des emprunts au rapport déposé par le Procureur général près la Cour des Comptes le 15 juin 1920.

Les achats sont faits par le Service central, par

(1) Ils sont empruntés en partie au *Rapport sur le fonctionnement de l'O. R. I.* (année 1919), nous les avons complétés pour l'année 1920. Ce rapport contient, en outre, des graphiques très intéressants sur les résultats obtenus par l'Office. Ils sortent du cadre de cette étude et nous y renvoyons le lecteur. Un rapport semblable est en préparation pour 1920.

(2) Cependant, certaines personnes pensent ouvrir de nouvelles perspectives à son activité en développant le rôle qu'il a joué dans l'examen des dossiers de dommages industriels, jusqu'à substituer son action à celle des Commissions cantonales. Nous sommes résolument opposé à cette façon de voir. Il est inadmissible de subordonner les juridictions à l'administration active, et, à plus forte raison, de les supprimer. Ce serait une atteinte portée aux principes de notre droit administratif et à la liberté individuelle. Que l'O.R.I. reste dans son rôle de conseiller technique, très bien, mais il est inquiétant de voir augmenter le nombre des fonctionnaires, comme tous ces clercs de notaire embauchés récemment. Tout de même, au point de vue du contentieux et des qualités, la compétence des Commissions cantonales ne pouvait être mise en doute.

Comme toujours, le « bureau très faiblement constitué quant au nombre de personnes, très fortement quant aux qualités », dont il a été parlé au discours de Roubaix, se transforme en administration tentaculaire. C'est une question de changement de chapitre au budget.

des sociétés mandataires, par des régisseurs des économies (Vosges), et par certaines missions.

Le Service central se divise en trois sections :

- 1^o La section du matériel agricole ;
- 2^o La section des semences et engrais ;
- 3^o La section du bétail.

On procède par des marchés de gré à gré, plus ou moins correctement approuvés, donc sans adjudication, quelques-uns ont été passés avec de simples intermédiaires non spécialisés. Les prix sont parfois discordants, le Service ne se rend pas compte des frais d'expédition. Comme pour le service des matériaux, la sélection à rebours se produit : les fournisseurs qui n'exécutent pas d'eux-mêmes n'y sont pas contraints. Pas de relations satisfaisantes entre les commandes et les besoins. Il y a des doubles emplois avec le service des matériaux, pour la construction de hangars. La section des semences et engrais ne passe même pas de marchés : il y a des privilèges de fait. La section du bétail a dû acheter beaucoup de têtes à l'étranger. Un marché de 60.000 têtes, réduit à 11.000, a été passé le 12 avril 1919 et aurait occasionné une perte de 25 millions.

La valeur des réparations faites au matériel récupéré, dans les ateliers de l'Etat existant dans le Nord, représente les 2/3 de la valeur des cessions, alors qu'elle n'en dépasse pas le 1/3 lorsque les mêmes réparations ont été effectuées par des entrepreneurs ou tâcherons locaux.

Le prix de revient est souvent inconnu ou exagéré, le prix de cession est arbitraire et basé sur les prix commerciaux du moment. On est parti du prix d'achat pur et simple et on l'a affecté d'une majoration, dite abonnement, fixée à 10 0/0 pour le matériel, à 5 0/0 pour les semences, 2 0/0 pour les engrais, 2,5 0/0 pour les tracteurs, 5 0/0 pour le bétail évacué, plus une majoration de 0 fr. 05 par kilogr.

La comptabilité matière est presque inexistante. Les transports, les entrées et sorties se font sans contrôle. Aujourd'hui encore, il y a des tonnes de

matériel à vendre et qui disparaîtront si l'on ne se hâte. Les centres de réparations n'ayant fait aucun inventaire, se sert qui veut.

L'Office de reconstitution agricole, qui pouvait permettre d'aboutir à un mode de paiement de la dette des dommages de guerre, constitue une source de dépenses supplémentaires pour l'Etat. Le mécanisme de l'Office, et, en particulier, le remboursement de l'avance faite par le Trésor, reposent sur l'idée essentielle que les dépenses effectuées pour achats aux fournisseurs doivent trouver leur contre-partie exacte dans une cession faite aux sinistrés ; or, ce résultat, dans un grand nombre de cas, ne pourra pas être obtenu.

Tous ces abus n'auraient pas existé si, dans une matière d'ordre commercial, les services avaient eu recours à des méthodes commerciales. Le Comité ne croit pas qu'une administration d'Etat soit adaptée à une semblable besogne ; il ne suffit pas, en tous cas, de donner l'autonomie à un service pour y introduire un esprit et des méthodes commerciales. La substitution de l'initiative privée à l'action de l'Etat, qui se traduira pour le Trésor, par une économie, ne causera aucun préjudice aux sinistrés, car la plupart des contrats passés par l'O. R. A. ne sont pas avantageux.

Mais, avant un an, tout peut et tout doit être soldé. L'Office commerçant doit avoir disparu.

Il dure encore. Et, cette année, la Commission des Finances demande aussi la liquidation de l'Office.

Il peut même, l'année prochaine, s'inspirer de l'exemple donné cette année par le service de la motoculture, qui, à la demande d'un état d'avancement des opérations de liquidation, répond par un programme de travaux, non seulement pour 1921, mais pour 1922, comprenant bien entendu une indemnité exceptionnelle de cherté de vie. Il est vrai que, pour ce service, le maintien en ordre de marche d'un certain nombre de batteries dans la zone rouge semble nécessaire jusqu'au jour où les coopératives agricoles prendront en charge ces travaux, diminuant ainsi l'intervention de l'Etat.

* * *

Ces résultats sont donnés au hasard de documents malheureusement peu homogènes.

Pour un jugement d'ensemble, il faudrait des éléments comparables, un examen sérieux des causes profondes desquelles résulte le bon ou mauvais fonctionnement de certains services.

La critique est aisée, mais ce qui importe, c'est le rapport des résultats obtenus aux fautes inévitablement attachées à tous les actes humains, c'est l'efficiencce.

Nous ne pouvons avoir à ce sujet qu'une impression.

CONCLUSION

Ainsi, avec le recul du temps, nous pouvons mieux juger l'œuvre des hommes dont le dévouement, mis au service de la reconstitution des territoires dévastés, a su concilier à la fois le souci des intérêts de l'Etat et le respect de la justice.

Nous l'avons vu, jusqu'ici, la loi a compté, au point de vue du remboursement des dommages, la valeur du petit paragraphe in-fine de l'article 44. Et ceci montre, une fois de plus, combien il était inutile de distinguer, au point de vue du paiement, le emploi du réinvestissement.

Sans doute, il était légitime de favoriser les régions libérées, mais un simple régime d'avances préférentiel eut été suffisant pour la reconstitution. Malheureusement, nous le répétons, avec le emploi, elle se poursuit de la façon la plus antiscientifique qui se puisse voir. Si l'intérêt porté aux régions sinistrées est considérable, celui de la France ne l'est pas moins, et l'on ne peut nier l'avantage, pour l'une et l'autre, de procéder à certains remaniements économiques. Car, en définitive, il n'y a qu'une France, et cette France, nous l'avons comparée à un homme ruiné dans la moitié de ses usines, comptant désormais sur ses uniques ressources, en face de débiteurs prétendus insolvable. Sa politique de matériaux, sa politique de main-d'œuvre, consisteront, par le travail intensif des parties indemnes, à constituer peu à peu des avances de matières et des disponibilités de main-d'œuvre pour procéder par étapes, mais à coup sûr, et aux moindres frais, à la reconstitution de son patrimoine, alors fortifié, étendu, adapté aux conditions

économiques nouvelles. Le bon marché vient de l'abondance, il ne faut pas tant reconstituer pour produire, il faut produire en vue de reconstituer.

Si l'on songe au magnifique ordonnancement de certaines villes antiques, à ces rues parfaitement orientées, à cet agora ionien d'où rien n'arrêtait le vue du promeneur sur la mer lumineuse, si l'on songe à ce parti-pris de beauté, l'on s'étonne d'entendre certains regretter le charme de rues tortueuses où ils se garderaient bien, d'ailleurs, d'habiter jamais. Par bonheur, la loi du 14 mars 1919 sur les plans de nivellement, d'alignement, d'embellissement et d'extension des villes, les règlements d'hygiène d'une part, et les coopératives de reconstruction d'autre part, peuvent nous faire espérer avoir, au point de vue de l'art urbain, moins de regrets. Et cela encore, a été possible parce qu'il a été permis, non de réemployer à l'endroit même du sinistre, mais dans un rayon de 50 kilomètres.

Et si cette liberté laissée à l'aménagement dans la ville même, peut conduire à des résultats remarquables, combien n'eut-elle pas été plus féconde encore, laissée à celui des régions sinistrées et même de la France entière.

Si nous avons obtenu ce merveilleux résultat, ah ! certes non, la guerre affreuse, cause première d'un tel bouleversement n'aurait jamais été bénie, mais il lui aurait été beaucoup pardonné...

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

I. — LE PAYEMENT.

<i>De quelques considérations sur le point de vue juridique du droit et les préoccupations économiques d'ordre financier.</i>	9
---	---

Possibilités financières. — Base d'une indemnité. — Droit élémentaire individuel. — Droit privé. — Droit public.

Sous l'ancien régime, le droit est méconnu. Obligation morale.

Avec la Révolution. Transposition possible du droit privé dans le domaine du droit public.

Reconnaissance du droit.

Droit ou secours ?

Secours sous le Directoire, l'Empire, la Restauration ; en 1870, opposition de M. Thiers à l'idée de droit.

En 1914, reconnaissance définitive du droit, mais droit individuel ou droit social ?

Droit social à la Chambre. — Droit individuel au Sénat. — Fondement du droit individuel.

Point de vue financier. — Impôt. — Emprunt. — Hostilité à la haute finance. — Espoirs des paiements de l'Allemagne. — Nécessité de reconstituer la matière imposable.

<i>Des préliminaires du payement</i>	23
--	----

Nature des dommages. — Qualité du sinistré. — Juridictions. — Avances. — Préparation des dossiers. — Conciliation. — Jugement. — Extrait de décision. — Titres de créance.

DES PRINCIPES ET MODES DE PAYEMENT.....	28
---	----

Modalités variables suivant l'attitude du sinistré et l'importance des biens.

Attitudes. — Remployer. — Reconstituer. — Réinvestir. — Ne pas remplacer. — Sens des termes.

Importance des biens.

Emploi. — Examen des travaux préparatoires de la loi.

<i>Remploi des immeubles. — Reconstitution des meubles.....</i>	33
Immeubles : maisons de plaisance ; meubles d'exploitation ; meubles meublants. Acomptes. — Fonds de roulement. — Importance du premier acompte. — Discussion devant les Chambres.	
<i>Réinvestissement.....</i>	39
<i>Non emploi ou non réinvestissement.....</i>	39
Ce que l'on pense de l'attitude du sinistré. — Titres inaliénables. — Paiement différentiel. — Délai de 2 ans. — Fonds communs. — Les victimes.	
<i>Prélèvements en espèces, amendes et contributions de guerre.....</i>	43
<i>Matières premières et approvisionnements de l'industrie en cas de non emploi.....</i>	43
<i>Intérêts.....</i>	43
<i>Autres moyens par lesquels l'Etat peut se libérer.....</i>	48
Libération en nature. — Obligation et faculté.	
Acquisition par l'État des immeubles endommagés ou détruits. — Faculté et obligation.	
Compensation. — Libération anticipée.	
<i>Certificat provisoire. — Convention d'annuité.....</i>	51
Quelques réflexions pour terminer.....	56

II. — LES AVANCES.

Règles générales.....	63
<i>Avances pour reconstitution des immeubles.....</i>	64
Réparations sur demande du sinistré. — Réparations d'office.	
Réparations et reconstructions par le sinistré. — Initiatives des agents de l'Administration	
Contrôle d'emploi. — Limite. — Classement d'ordre d'urgence. — Création d'industries nouvelles de première nécessité. — Pou- laillers, lapinières, étables à porcs.	
Demandes. — Interdiction de tout formalisme pour l'examen des de- mandes. — Régisseurs d'avances. — Paiement des acomptes.	
Habitations privées. — Constructions provisoires édifiées aux frais de l'État sur terrain loué ou appartenant à l'État ; édifiées sur le ter- rain du sinistré ; le sinistré reconstruit lui-même. — Constructions semi-provisoires.	
Maisons ouvrières. — Habitations à bon marché. — Société régionale d'habitations salubres et à bon marché du Nord. — Achats de dommages de guerre. — Insuffisance des moyens de reconstruction.	
<i>Avances pour reconstitution du mobilier personnel.....</i>	76

Avances en nature aux réfugiés. — Sinistrés autorisés à rentrer. — Demande. — Objet. — Prix. — Bons de livraison. — Achats directs. — Limite. — Bicyclettes. — Fonctionnaires. — Employés de chemin de fer. — Autorisation d'achats à l'intérieur. — Extension aux sinis- trés restés en territoire non envahi. — Magasin de la reconstitution.	
Pas de formalités. — Régisseurs d'avances. — Payement.	
<i>Avances pour reconstitution du mobilier professionnel.....</i>	79
<i>Avances aux propriétaires de bateaux armés à la petite pêche.....</i>	80
<i>Avances aux agriculteurs.....</i>	81
Combinaison de la loi du 4 mai 1918 et du principe de la réparation intégrale. — Crédit global. — Taux des avances. — Limite. — Asso- ciations de culture. — Cultivateurs dont les terres sont incultivables qui demandent à reprendre provisoirement une autre exploitation. — Agriculteurs dont les terres sont incultivables et qui attendent sur place. — Avance alimentaire. — Entrepreneurs de battage.	
Demandes. — Régisseurs d'avances. — Payement, justifications, sociétés tiers-mandataires.	
<i>Avances aux artisans, commerçants locaux et petits industriels</i>	86
<i>Avances aux industriels et chefs d'entreprises</i>	87
O. R. I. — Pas de formalités. — Avances. — Système préférentiel. — Taux des avances. — Cessions. — Résumé.	
<i>Avances pour établissement de dossiers de dommages et constitution de fonds de roulement aux sociétés coopératives de reconstitution.....</i>	89
Pour l'établissement du dossier de dommages immobiliers bâtis. — Pour la constitution du dossier administratif. — Constitution du dossier des dommages autres que ceux bâtis. Établissement du projet des travaux. — Ne pas confondre : avances, honoraires et indemnités.	
<i>Avances sur bons de réquisition ennemis.....</i>	94
<i>Avances pour acquisition de chevaux et de voitures automobiles vendus aux enchères</i>	95
Tracteurs agricoles. — Liquidation des stocks de toute nature.	
<i>Avances aux communes pour réparation des immeubles municipaux ou reconstitution du matériel communal.....</i>	96
Distinction entre les quantités perdues et celles nécessaires à l'appli- cation des nouvelles mesures administratives.	
<i>Avances alimentaires</i>	100
<i>Règles communes de comptabilité publique.....</i>	100
Les circulaires	100

III. — LES ORGANES.

<i>Le Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre</i>	106
<i>L'Association Centrale pour la reprise de la vie industrielle dans les régions envahies</i>	108
<i>Le Comptoir Central d'Achats industriels pour les régions envahies</i>	110
<i>Le Comptoir Régional d'Achats</i>	116
<i>L'Office de Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion (O. R. I.)</i>	116
<i>L'Office de Reconstitution agricole des départements victimes de l'invasion (O. R. A.)</i>	123
<i>Services divers</i>	123

IV. — LES RÉSULTATS.

<i>Le Payement</i>	125
<i>Les Avances</i>	129
<i>Le Crédit National</i>	137
<i>Service des travaux effectués par l'État</i>	139
<i>Service des matériaux</i>	140
<i>O. R. I.</i>	144
<i>O. R. A.</i>	151
<i>CONCLUSION</i>	155
<i>Loi du 17 avril 1919</i>	161



LOI DU 17 AVRIL 1919

sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre (1)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont
la teneur suit :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER

La République proclame l'égalité et la solidarité de
tous les Français devant les charges de la guerre.

Principe.

ART. 2

Les dommages certains, matériels et directs causés, en
France et en Algérie, aux biens immobiliers ou mobiliers
par les faits de la guerre, ouvrent droit à la réparation
intégrale instituée par l'article 12 de la loi du 26 dé-
cembre 1914, sans préjudice du droit, pour l'Etat fran-
çais, d'en réclamer le payement à l'ennemi.

Dommages ou-
vrant droit à
réparation.

(1) Promulguée au *Journal Officiel* du 18 avril 1919, page 4050. .
Erratum : *Journal Officiel* du 19 juillet 1919, p. 7442.

Sont considérés comme dommages résultant des faits de la guerre, notamment :

1^{re} Catégorie.

Réquisitions effectuées par l'ennemi, etc.

1° Toutes les réquisitions opérées par les autorités ou troupes ennemies, les prélèvements en nature effectués sous toutes formes ou dénominations, même sous la forme d'occupation, de logement et de cantonnement ainsi que les impôts, contributions de guerre et amendes dont auraient été frappés les particuliers ou les collectivités ;

2^e Catégorie.

Biens meubles.

2° Les enlèvements de tous objets tels que : récoltes, animaux, arbres et bois, matières premières, marchandises, meubles meublants, titres et valeurs mobilières ; les détériorations ou destructions partielles ou totales de récoltes, de marchandises et de tous biens meubles, quels que soient les auteurs de ces enlèvements, détériorations ou destructions ; les pertes d'objets mobiliers, soit en France, soit à l'étranger, au cours des évacuations ou rapatriements ;

3^e Catégorie.

Biens immobiliers

3° Les détériorations d'immeubles bâtis ou non bâtis, y compris les bois et forêts ; les destructions partielles ou totales d'immeubles bâtis ; les enlèvements, détériorations ou destructions partielles ou totales d'outillages, d'accessoires et d'animaux appartenant à une exploitation commerciale, industrielle ou agricole qui seront, pour l'application de la présente loi, considérés comme immeubles par destination, qu'ils appartiennent à l'exploitant ou au propriétaire de l'immeuble, sans qu'il y ait lieu de rechercher quels sont les auteurs des dommages visés au présent paragraphe ;

4^e Catégorie.

Zone frontière, voisinage des places de guerre et points fortifiés.

4° Tous les dommages visés aux paragraphes précédents causés dans la zone de défense des frontières ainsi que dans le voisinage des places de guerre et des points fortifiés, sans qu'il puisse être opposé aux ayants droit aucune exception tirée des lois et décrets concernant les servitudes militaires. Toutefois, pour fixer le montant de l'indemnité, les commissions d'évaluation devront faire état du caractère précaire des constructions élevées dans les zones militaires en contravention aux lois et règlements ou en vertu d'autorisations subordonnées à l'engagement de démolir à première réquisition ;

5^e Catégorie.

Bateaux armés à la petite pêche.

5° Tous les dommages causés aux bateaux armés à la petite pêche. Un règlement d'administration publique déterminera la procédure à suivre pour la constatation et l'évaluation du dommage.

Dommages causés par les armées françaises ou alliées.

Sont compris dans les dommages visés aux paragraphes précédents ceux causés par les armées françaises ou alliées, soit en raison des mesures préparatoires de l'attaque, des mesures préventives de la défense, des nécessités

de la lutte et de l'évacuation des points menacés, soit en raison des besoins de l'occupation dans les parties du territoire qui ont été comprises dans la zone des armées, en particulier, de la réquisition, du logement et du cantonnement, le réclamant conservant la faculté d'user par préférence des dispositions des lois du 10 juillet 1791 et du 3 juillet 1877, des décrets du 2 août 1877, du 23 novembre 1886 et du 27 décembre 1914.

Les dommages sont constatés et évalués et l'indemnité est fixée pour chaque sinistré par catégories, suivant la classification ci-dessus, conformément aux dispositions de la présente loi. Le sinistré a la faculté de produire en même temps ses réclamations pour les diverses catégories des dommages qu'il a subis.

ART. 3

Sont admis à l'exercice du droit ci-dessus défini : les particuliers et leurs héritiers, les associations, établissements publics ou d'utilité publique, communes, départements.

Les sociétés dont une partie du capital social était détenu par des nationaux des Puissances ennemies, à la date du 1^{er} août 1914, devront rembourser à l'Etat, par des retenues sur les dividendes distribués aux porteurs ressortissants des Puissances ennemies ou par toutes autres retenues à faire supporter par ces porteurs, la part d'indemnité dont le capital par eux détenu aurait bénéficié.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du précédent paragraphe.

Le droit à la réparation appartiendra aux étrangers en France et aux naturalisés à qui la qualité de Français a été retirée, dans les conditions déterminées par les traités à conclure entre la France et la nation à laquelle ressortissent ou ont ressorti ces étrangers ou ces naturalisés. A titre purement conservatoire, les étrangers seront admis à faire constater et évaluer les dommages dont ils auront souffert.

Une loi spéciale déterminera les conditions dans lesquelles les concessionnaires de voies de communication d'intérêt général seront admis au bénéfice de la présente loi.

Droit d'option.

Constatation et évaluation par catégories.

Exercice du droit à réparation.

Actionnaires étrangers d'une société.

Étrangers.

Voies de communication d'intérêt général.

TITRE II

DE L'INDEMNITÉ

ART. 4

Immeubles.	L'indemnité, en matière immobilière, comprend le
Perte subie.	montant de la perte subie, évalué à la veille de la mobi-
Frais	lisation, et celui des frais supplémentaires nécessités par
supplémentaires.	la reconstitution des immeubles endommagés ou détruits.
Remploi.	L'octroi de ces deux éléments de l'indemnité est subor-
Non-emploi.	donné à la condition d'effectuer le remploi suivant les
	modalités prévues aux articles ci-après.
	Dans le cas où le remploi n'est pas effectué, le sinistré
	reçoit seulement le montant de la perte subie.

ART. 5

Évaluation dis- tincte des deux éléments.	Le montant de la perte subie et celui des frais supplé- mentaires nécessités par la reconstitution des immeubles sont évalués séparément par les commissions instituées par les articles 20 et suivants de la présente loi.
Immeubles bâtis et immeubles par destination	Pour les immeubles bâtis et les immeubles par destina- tion, le montant de la perte subie est évalué en prenant pour base le coût de construction, d'installation ou de réparation à la veille de la mobilisation, sous déduction de la somme correspondant à la dépréciation résultant de la vétusté, et, s'il s'agit d'immeubles reconstruits ou réparés postérieurement à la mobilisation, au jour où ils ont été réparés ou reconstruits.
Perte subie : 1° En cas de rem- ploi.	Dans le cas où le remploi n'est pas effectué, si l'immeuble a été l'objet d'une translation de propriété remontant à moins de dix années avant l'ouverture des hostilités et constatée par acte authentique ou ayant date certaine, il sera tenu compte du prix porté dans l'acte pour l'évaluation de la perte subie, si ce prix est inférieur à celui de l'évaluation prévue au paragraphe précédent.
2° En cas de non- emploi et de translation de propriété.	Le montant de la perte subie ne pourra excéder la valeur vé nale de l'immeuble à la veille de la mobilisation.
Frais supplémentaires.	Pour les immeubles visés au second paragraphe du présent article, les frais supplémentaires sont égaux à la

différence entre le coût de construction, d'installation ou de réparation à la veille de la mobilisation et celui de la reconstitution d'immeubles identiques au jour de l'évaluation.

Sous condition de remploi, la somme correspondant à la dépréciation résultant de la vétusté est allouée en toute propriété à l'attributaire jusqu'à concurrence d'une somme de dix mille francs (10.000 francs) et, pour le surplus, elle fait l'objet, sur la demande de l'attributaire, d'avances remboursables par lui à l'Etat en vingt-cinq années à partir de l'année qui suivra le dernier versement et productives d'un intérêt de 3 p. 100.

Sous la même condition, la dépréciation pour vétusté ne pourra excéder 20 p. 100 du coût de la construction à la veille de la mobilisation, en cas d'immeubles servant exclusivement à l'exploitation rurale.

Pour le remboursement de ces avances, l'Etat jouit d'un privilège qui est inscrit au premier rang des privilèges réglementés par l'article 2103 du code civil.

Le remploi a lieu en immeubles ayant la même destination que les immeubles détruits, ou une destination immobilière, industrielle, commerciale ou agricole, dans la commune du dommage ou dans un rayon de 50 kilomètres, sans sortir de la zone dévastée. Toutefois, dans le cas d'expropriation ou de rachat de terre par l'Etat, le remploi pourra être effectué, en matière agricole, dans l'étendue des régions dévastées.

Les immeubles bâtis doivent être reconstruits conformément aux dispositions prescrites par les lois et règlements sur l'hygiène publique.

Dans le délai de quinze jours qui suivra la promulgation de la présente loi, un règlement d'administration publique rendu, après avis du Conseil supérieur d'hygiène, déterminera les règles qui devront être appliquées à la reconstitution des immeubles et des agglomérations.

Le remploi est considéré comme totalement effectué si l'attributaire a affecté à la reconstruction d'immeubles ou à la reconstitution d'une exploitation une somme égale au montant de l'indemnité à lui attribuée en toute propriété.

Si le remploi n'est que partiel, l'attributaire ne reçoit qu'une fraction des frais supplémentaires correspondant aux sommes employées.

Pour les immeubles non bâtis, le montant de la perte subie est évalué en tenant compte de la détérioration du sol, de la détérioration ou de la destruction des clôtures, des arbres de toutes sortes, des vignes, des plants, du taillis et de la futaie. En cas de reprise d'exploitation,

**Dépréciation
de vétusté.**

Remploi :
Somme allouée.
Avances spéciales

Limitation
exceptionnelle.

Privilège de
l'Etat.

**Conditions
du remploi.**

Hygiène.

Remploi total.

Remploi partiel

**Immeubles
non bâtis.**

- a) Perte subie.
- b) Frais supplémentaires.

l'attributaire a droit, en outre, au montant des dépenses supplémentaires nécessitées par la remise de la terre dans son état d'exploitation ou de productivité antérieur, par le rétablissement des clôtures, l'enlèvement des souches, les plantations nouvelles ou le repeuplement des bois et forêts.

Mise en commun ou apport en société. Les attributaires ont la faculté de mettre en commun leurs droits à l'indemnité ou de les apporter en société en vue de la reconstruction d'immeubles ou de la reconstitution d'exploitations ou d'établissements agricoles, commerciaux ou industriels dans les conditions et dans les limites prévues aux paragraphes précédents.

Droits d'enregistrement. En cas de fusion ou de mise en société, les droits d'enregistrement ne seront perçus que sur la valeur d'avant-guerre.

Services publics. Pour les concessionnaires de services publics, les départements, les communes, établissements publics ou d'utilité publique, l'indemnité ne peut dépasser le montant des frais de reconstruction de l'immeuble avec l'affectation antérieure.

Mines. Pour les concessionnaires de mines, l'octroi des indemnités prévues au présent article est subordonné à la condition de la reprise de l'exploitation, à moins que l'impossibilité de la reprendre ne soit dûment établie, auquel cas l'indemnité est seulement du montant de la perte subie.

ART. 6

Interdiction du emploi.

La reconstitution d'un immeuble bâti ou la reprise d'une exploitation pourra être interdite d'office par le tribunal des dommages de guerre si elle est reconnue irréalisable ou contraire à l'intérêt économique ou à la santé publique.

ART. 7

Non-emploi.

Dans les cas où le emploi n'est pas effectué, l'indemnité est cependant calculée en y comprenant le montant de la perte subie et les frais supplémentaires. Le sinistré reçoit le montant de la perte subie.

Perte subie.

Frais supplémentaires.

Les frais supplémentaires de reconstitution seront, dans les conditions déterminées par la loi de finances, attribués à un fonds commun pour être employés au profit des régions sinistrées.

ART. 8

Si le remploi n'est pas effectué, le paiement de la perte subie est réalisé par la remise au sinistré d'un titre représentant le montant de ce qui lui est dû et productif d'intérêts à 5 p. 100 l'an.

Ces titres sont inaliénables pendant cinq ans à dater de la remise aux attributaires ; ils pourront toutefois, pendant ce délai, faire l'objet de cessions sur autorisation motivée du tribunal civil donnée en chambre du conseil, le ministère public entendu. Il pourra être appelé de la décision de première instance devant la cour qui statuera en chambre du conseil et comme en matière sommaire.

Sera nulle toute aliénation effectuée en violation des dispositions qui précèdent ; la nullité sera prononcée à la requête du Ministre des Finances.

Après l'expiration du délai de cinq ans, le remboursement du titre est effectué par le paiement en espèces de dix termes annuels égaux, le premier étant exigible à l'expiration de la sixième année et les termes suivants de douze mois en douze mois.

Les attributaires qui s'engageront, dans les conditions prévues par les articles 9, 44 et 45 de la présente loi, à effectuer le remploi ou à réinvestir leur indemnité obtiendront des versements en espèces suivant les modalités prévues par lesdits articles.

Paiement par titre de l'indemnité immobilière en cas de non-emploi.

Titre inaliénable pendant 5 ans.

Remboursement.

**Remploi
et
réinvestissement.**

ART. 9

L'attributaire aura un délai de deux ans, à partir de la décision portant fixation définitive de l'indemnité, pour souscrire à la condition de remploi. Il devra fournir à l'appui de son engagement, en vue de faciliter le calcul des frais supplémentaires, un projet des travaux à exécuter ou des achats à effectuer avec devis estimatif.

Délai pour souscrire à la condition de remploi.

ART. 10

Si, parmi les copropriétaires d'un bien, ceux qui constituent la majorité en valeur et en nombre déclarent vouloir effectuer le remploi, celui-ci est de droit ; l'indivision est alors prorogée pour une période maximum de

**Remploi :
Cas particuliers.**

1° Indivision.

cinq ans à dater de la reconstruction de la chose détruite, sur la demande des copropriétaires qui déclarent vouloir effectuer le emploi. En cas de partage, le emploi sera de droit.

2° Sociétés.

En matière de société, le emploi sera de droit s'il est décidé dans les conditions de vote prévues aux statuts.

Toutefois, la durée de la société ne pourra être modifiée que conformément aux règles posées aux statuts.

3° Titulaires
de droits réels.

Le emploi est également de droit s'il est voulu, soit par le nu-propriétaire, soit par l'usufruitier ou l'emphytéote, soit par le bénéficiaire d'une promesse de vente.

Pendant la durée de l'usufruit ou du bail emphytéotique, le remboursement des annuités qui peuvent être dues à l'Etat, dans les conditions prévues au paragraphe 5 de l'article 5, est pour moitié à la charge du nu-propriétaire et pour moitié à celle de l'usufruitier ou de l'emphytéote.

Le créancier privilégié, hypothécaire ou antichrésiste ne peut s'opposer au emploi, ni exiger le paiement de sa créance en argent qu'à l'échéance fixée par le contrat initial, prorogée sans frais d'une période correspondant à l'interruption de la jouissance.

Les créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, les usufruitiers, les emphytéotes, les titulaires d'un droit réel d'usage ou d'habitation, les bénéficiaires d'une promesse de vente ont leurs droits reportés sur la chose reconstituée, sous réserve du privilège consenti à l'Etat par le paragraphe 7 de l'article 5.

Non-emploi.

Subrogation
de créanciers.

Au cas de non-emploi, les créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, ainsi que les créanciers chirographaires et les bénéficiaires d'une promesse de vente peuvent, avec l'autorisation du tribunal civil, donnée en chambre du conseil après avis du ministère public, le débiteur entendu, et en souscrivant aux conditions du emploi aux lieu et place du débiteur, être subrogés dans les droits attribués à ce dernier par la présente loi pour la reconstitution de leur gage. Le bénéfice de cette subrogation n'appartient aux étrangers en France que dans les conditions prévues au paragraphe 4 de l'article 3.

Les créanciers ne peuvent exercer l'action qui leur est réservée qu'après un délai de deux mois à compter de la mise en demeure faite par eux à leur débiteur. Au cas de demande introduite par l'ayant droit, l'intéressé en est avisé par les soins du greffier de la commission cantonale.

Créanciers
privilégiés.

En cas de non-emploi, l'indemnité est attribuée aux créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, suivant leur rang, et aux bénéficiaires d'une promesse de

vente, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse et dans les conditions prévues à l'article 43.

Les oppositions au paiement doivent être formées et les cessions et délégations d'indemnités signifiées entre les mains des trésoriers-généraux et des receveurs des finances dans le mois qui suivra la fixation définitive de l'indemnité. Elles seront, dans le délai de huitaine, inscrites, à peine de nullité, sur un registre tenu au greffe du tribunal des dommages de guerre. Passé ce délai, les paiements effectués sont valables.

Dans le cas d'usufruit, il en est tenu compte dans l'immatriculation du titre de rente délivré à l'attributaire.

Si l'immeuble est grevé de droits d'usage ou d'habitation ou de servitudes foncières, l'indemnité est répartie entre le propriétaire et les bénéficiaires de ces droits, au prorata de la valeur relative de leurs droits respectifs, dans les proportions et aux conditions établies par l'administration de l'enregistrement pour les droits dus en matière successorale.

Oppositions, cessions et délégations.

Usufruit.

Droits d'usage ou d'habitations. Servitudes foncières.

ART. 11

Lorsque le remploi n'est pas effectué par l'attributaire, les propriétaires intéressés peuvent, pour l'exécution de travaux ayant une utilité collective, former des associations syndicales autorisées, dans les formes et conditions fixées par les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888. Dans le cas où la commune ne figure pas parmi les propriétaires présumés intéressés, le maire a néanmoins entrée à l'assemblée générale, mais avec voix consultative seulement.

Associations syndicales.

ART. 12

S'il s'agit d'édifices civils ou cultuels, l'indemnité consiste dans les sommes nécessaires à la reconstruction d'un édifice présentant le même caractère, ayant la même importance, la même destination et offrant les mêmes garanties de durée que l'immeuble détruit.

Cette importance et ces garanties sont déterminées sur la demande des intéressés ou d'office par la commission spéciale ci-après indiquée.

En cas de contestation, il est statué par le tribunal des dommages de guerre.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts statue, après avis favorable de la même commission, sur

Édifices civils ou cultuels.

Commission spéciale.

Contestations.

Ruines.

la conservation et la consolidation des ruines et, éventuellement, sur la reconstruction, en leur état antérieur, des monuments présentant un intérêt national d'histoire ou d'art. Des subventions, à ce destinées, sont inscrites au chapitre du budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Acquisition d'un nouveau terrain.

Si la reconstruction n'est pas autorisée sur l'emplacement des ruines, l'indemnité comprend les sommes nécessaires à l'acquisition du nouveau terrain.

Composition de la Commission spéciale.

La commission prévue ci-dessus est composée de deux sénateurs, élus par le Sénat ; de trois députés, élus par la Chambre ; de deux membres de l'Académie française, de deux membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, de deux membres de l'Académie des beaux-arts, désignés par leurs compagnies ; d'un membre du Conseil supérieur des beaux-arts, d'un membre du Conseil général des bâtiments civils, de deux membres de la Commission des monuments historiques, élus par leurs collègues ; d'un délégué du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ; d'un délégué du Ministre des Finances ; d'un délégué du Ministre de l'Intérieur ; d'un délégué du Ministre du Travail ; d'un délégué du Ministre chargé de la reconstitution des régions libérées ; d'un représentant de chaque culte intéressé à la réparation des édifices, désigné par le Ministre de l'Intérieur, et de six personnalités artistiques, désignées par le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Fonctionnement et procédure.

Dans le délai d'un mois, à partir de la promulgation de la présente loi, un règlement d'administration publique déterminera le fonctionnement et la procédure de cette commission, qui devra consulter les conseils municipaux et groupements intéressés.

ART. 13

Biens meubles.

Évaluation de la perte subie.

Les dommages causés aux biens meubles sont réparés dans la mesure de la perte subie évaluée à la date du 30 juin 1914 pour les meubles autres que les produits agricoles et, pour ces derniers, à la date de la maturité de la récolte. Toutefois, pour les meubles achetés ou produits postérieurement au 30 juin 1914, l'évaluation de la perte subie est faite d'après le prix d'achat ou le coût de production si ceux-ci peuvent être établis.

Les biens meubles n'ayant pas une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique ne pourront, en aucun cas, recevoir une estimation supé-

rière à la valeur attribuée soit par des ventes, soit par des inventaires, déclarations de successions ou tous autres actes dans lesquels il en aura été fait une évaluation, pourvu que ces actes ne remontent pas à plus de dix ans. A défaut d'un de ces actes, l'évaluation aura lieu conformément au paragraphe 1^{er}.

L'indemnité accordée pour réparer les dommages causés aux matières premières et aux approvisionnements de l'industrie sera payée suivant le mode prévu par l'article 8 toutes les fois que l'attributaire, s'il a subi des dommages immobiliers, n'aura pas souscrit à la condition du remploi et toutes les fois que le remploi n'aura pas été interdit.

Les frais supplémentaires représentant la différence entre la perte subie et la valeur de remplacement — calculée en tenant compte, soit du prix de remplacement si celui-ci a été dûment effectué, soit de la valeur de remplacement au jour de l'évaluation s'il n'est pas encore réalisé — sont en outre accordés pour les biens meubles compris dans les catégories suivantes :

1° Les matières premières et approvisionnements indispensables à une exploitation industrielle dans la mesure de la quantité nécessaire à la remise en marche normale et à la fabrication pendant une période de trois mois, ainsi que les produits en cours de fabrication et les objets servant à l'exercice d'une profession ;

2° Les animaux, lorsqu'ils ne sont pas considérés comme immeubles par destination, ainsi que les engrais, semences, récoltes et produits divers nécessaires à la remise en culture, à l'ensemencement des terres et à la nourriture des animaux des exploitations agricoles jusqu'à la prochaine récolte ;

3° L'outillage servant à l'exploitation des fonds de commerce ou à l'exercice de la profession ainsi que les produits et marchandises nécessaires à assurer la marche du commerce ou de l'industrie pendant une période de trois mois ;

4° Le mobilier de l'habitation, meubles meublants, literie, linge, effets personnels ; les objets d'agrément dont la valeur, pour chacun, ne dépassait pas 3.000 francs lors de la déclaration de guerre.

Évaluation
des frais supplé-
mentaires.

Matières
premières, appro-
visionnements,
etc.

Animaux,
Récoltes, etc.

Outillage,
produits et mar-
chandises.

Mobilier, literie,
linge, etc.

ART. 14

Les dommages causés par la perte de titres ou de coupons de rente de l'Etat français sont réparés par

Perte de titres
ou
coupons de rente:

1° de l'État français.

2° tous autres.

Subrogation de l'État.

l'attribution de titres ou coupons de même nature donnés en remplacement.

S'il s'agit de titres ou coupons français autres que ceux émis par l'État ou de titres ou coupons étrangers, dont la restitution n'a pu être obtenue en France par les moyens légaux, les dommages sont réparés dans la mesure de la perte subie, évaluée d'après le dernier cours coté avant le jour de la fixation de l'indemnité, ou, à défaut de cotation, par une estimation directe, l'État français étant subrogé dans les droits des attributaires pour poursuivre la restitution de leurs titres ou coupons et conservant, dans tous les cas, la faculté de se libérer par la remise de titres ou coupons de même nature.

ART. 15

Offices publics et ministériels.

Perte subie.
Calcul.

Délai.

Évaluation.

Récupération par l'État.

Évaluation décennale.

Date du recouvrement.
Taux d'intérêt.

Recouvrement spécial.

Les dommages de guerre immédiats, directs et certains, causés aux officiers publics et ministériels sont réparés dans la mesure de la perte subie, égale à la différence entre la valeur de l'office au jour de la mobilisation et sa valeur au jour de l'évaluation.

Les demandes devront être présentées dans un délai de deux ans à compter de la date qui sera fixée par décret pour la cessation des hostilités.

L'évaluation du préjudice est appréciée souverainement par le tribunal des dommages de guerre après avis de la chambre de discipline ou du bureau et de la cour d'appel ou du tribunal civil.

L'État récupérera les sommes déboursées en réparation des dommages causés aux offices par un prélèvement de la moitié des plus-values constatées suivant une évaluation faite dix ans après celle à laquelle il aura été procédé pour la constatation des dommages.

Le recouvrement prévu à l'alinéa précédent s'opérera lors de la cession qui suivra l'évaluation décennale ; mais il portera intérêt au taux légal qui courra à compter de cette dernière évaluation et sera payable annuellement.

Toutefois, si la cession de l'office n'intervient pas, au plus tard, dans les cinq années qui suivront l'évaluation décennale, les recouvrements afférents aux plus-values s'effectueront par fractions annuelles d'un cinquième, dont la première sera exigible six mois après l'expiration des cinq années, sans préjudice de l'exigibilité immédiate au cas où une cession interviendrait avant l'amortissement de la dette.

Pendant le même délai de deux ans, l'officier minis-

tériel gravement lésé pourra demander la suppression de son étude ; de même, la chancellerie pourra prononcer la suppression de tout office ministériel qui fait l'objet d'une demande d'indemnité, sur réquisition du ministère public après avis, dans les deux cas, de la chambre de discipline ou du bureau et de la cour d'appel ou du tribunal de la situation statuant en chambre du conseil.

Suppression
d'offices.

Le titulaire de l'office supprimé ou ses ayants droit recevront la valeur de la charge au jour de la mobilisation, en capitalisant, aux taux pratiqués, au moment de la déclaration de guerre, par la chancellerie, le produit moyen de l'office pendant les cinq années qui ont précédé la mobilisation.

Indemnité.

En cas de suppression d'un office, l'indemnité payée par l'Etat sera, en totalité ou en partie, mise à la charge, par décision du Garde des Sceaux, des officiers ministériels appelés à bénéficier de la mesure, dans la proportion indiquée par la cour ou le tribunal, après avis de la chambre de discipline et après que la valeur comparative d'avant et d'après-guerre de ces offices grevés de restitution aura été établie.

Imputation.

Le recouvrement des sommes mises à la charge des officiers ministériels bénéficiaires de la suppression ne pourra être exercé que sur la moitié de la plus-value de leur office.

Recouvrement.

Ce recouvrement s'exercera selon les modalités indiquées aux 4°, 5° et 6° alinéas du présent article.

Les évaluations décennales seront établies par une commission composée d'un conseiller à la cour d'appel ou d'un membre du tribunal civil président, désignés par le premier président de la cour d'appel, et d'un agent de l'administration de l'enregistrement, désigné par le Ministre des Finances, de deux membres de la chambre de discipline, s'il en existe, désignés par la cour ou le tribunal. Il sera adjoint à cette commission, en qualité de secrétaire, un greffier choisi parmi les titulaires en exercice ou ayant exercé les fonctions pendant dix ans.

Commissions d'é-
valuations dé-
cennales.

Toutes les créances de l'Etat en recouvrement sur les plus-values des offices seront conservées par un privilège spécial sur la charge. Ce privilège sera inscrit sur un registre spécial tenu par le bureau des officiers ministériels du Ministère de la Justice.

Privilège spécial
de l'Etat.

En cas de suppression d'un office de notaire, il ne sera pas tenu compte des dispositions de l'article 32 de la loi du 25 ventôse an xi ; un décret indiquera les notaires qui auront le droit d'instrumenter dans tous les cantons dont tous les offices auraient été supprimés.

Article 32 de la
loi du 25 ven-
tôse an xi.

ART. 16

**Droits réels
en matière mobilière.**

Les prescriptions de l'article 10 concernant la conservation des droits réels s'appliquent, en matière mobilière, soit aux objets de remplacement, soit à l'indemnité en tenant lieu.

ART. 17

**Indemnité pour
mesures conservatoires.**

Lorsque des mesures conservatoires ont été prises pour éviter des dommages tant immobiliers que mobiliers, ou pour empêcher leur aggravation, une indemnité sera accordée en remboursement des dépenses dûment justifiées.

ART. 18

**Non-cumul
des indemnités.**

Exceptions.

Les indemnités attribuées conformément aux dispositions du présent titre ne peuvent se cumuler avec aucune autre indemnité reçue à l'occasion des mêmes faits, sinon avec les sommes que l'Etat Français aura recouvrées sur l'ennemi en vertu des conventions et des traités, pour les dommages de toute nature qui n'auront pas été réparés ou qui ne l'auront été que partiellement par la présente loi.

Abris provisoires.

Les sommes attribuées pour la construction d'abris provisoires pour les personnes, les animaux ou les meubles ne sont pas déduites du montant de l'indemnité.

Assurances.

Dans le cas où l'attributaire a contracté une assurance le garantissant contre les risques de guerre, l'indemnité sera calculée sous déduction des sommes dues par l'assureur, mais il sera tenu compte des primes payées. En aucun cas les compagnies d'assurances ne pourront exercer de recours contre l'Etat.

ART. 19

**Acomptes pour
constructions
provisoires.**

Maximum.

L'attributaire pourra obtenir, en vue d'une construction provisoire et dans les conditions de la présente loi, la délivrance d'acomptes dont le total ne pourra dépasser le tiers du montant de l'indemnité. En ce cas, le surplus de l'indemnité sera, sur la demande de l'intéressé, capitalisé à 5 p. % par les soins du Trésor jusqu'au rétablissement de la créance initiale et la somme ainsi obtenue versée à l'attributaire sous condition de construction définitive, conformément aux dispositions de la présente loi relatives au payement.

TITRE III

DE LA JURIDICTION

ART. 20

Les dommages visés par la présente loi sont constatés et évalués par des commissions cantonales, créées à cet effet, conformément aux dispositions ci-après :

Dans chaque département intéressé, des arrêtés préfectoraux fixent le délai dans lequel il sera procédé à la constitution des commissions cantonales, le nombre de ces commissions pour chaque canton, le siège et le ressort de chacune d'elles et la date à laquelle devront commencer les opérations.

Si la situation ou l'état de certaines communes l'exige, le siège d'une commission pourra être fixé dans une commune d'un département voisin par arrêté du Ministre des Régions libérées.

Lorsque le lieu où le dommage s'est produit n'est pas connu et que, d'autre part, il n'est pas possible de procéder à la constatation de ce dommage dans le ressort de la commission cantonale déjà constituée, la constatation et l'évaluation du dommage seront faites par une commission spéciale, dont la composition sera la même que celle des commissions cantonales et qui aura son siège à Paris.

Le Tribunal des dommages de guerre de la Seine sera compétent pour statuer sur les recours formés contre les décisions prises par la commission dont il s'agit.

Si l'objet du dommage s'étend sur plusieurs cantons, la compétence appartient à la commission du canton où est située la partie principale.

Pour l'instruction et l'appréciation des dommages de guerre causés aux bateliers et entreprises de transports par voies navigables et remorquage, il est institué une commission spéciale siégeant à Paris, au Ministère des Travaux publics. Si le lieu du dommage est connu et que le dommage soit possible à constater, il est procédé à cette constatation par la commission cantonale du lieu du dommage, si l'intéressé en fait la demande et en sa présence. Il est

Commissions cantonales.

Constitution, nombre, siège, ressort et date d'ouverture des opérations.

Établissement dans un département voisin.

1^{re} Commission spéciale de Paris.

Recours devant le Tribunal des Dommages de la Seine.

Compétence de la Commission du canton où est située la partie principale.

2^e Commission spéciale de Paris :

Dommages causés aux bateliers.

dressé procès-verbal de la constatation et ce procès-verbal est transmis dans le délai de huitaine au président de la commission spéciale chargée de l'évaluation du dommage.

Les recours formés contre les décisions prises par cette commission spéciale sont portés devant le Tribunal de dommages de guerre de la Seine.

Recours devant
le Tribunal des
Dommages de
la Seine.

ART. 21

Composition des Commissions :

Président.

Les commissions cantonales sont composées de cinq membres :

1° Un président, choisi dans le ressort de la cour d'appel par le premier président et, à défaut, en dehors du ressort, par le Ministre de la Justice, parmi les juges des tribunaux civils et les juges de paix ou les anciens magistrats des tribunaux civils et de commerce ayant dix années de fonctions, les avocats régulièrement inscrits depuis dix ans au moins, les anciens avoués et les anciens notaires ayant exercé pendant le même temps ou ayant exercé successivement pendant dix ans leur profession d'avocat ou d'officier ministériel et des fonctions dans la magistrature ;

2° Un délégué désigné par les Ministres des Finances et des Régions libérées ;

3° Un architecte, entrepreneur ou ingénieur ;

4° Un commissaire-priseur, greffier ou ancien greffier, négociant en meubles, ou toute autre personne possédant une compétence spéciale pour l'évaluation des meubles meublants et effets mobiliers ;

5° Un agriculteur, ou un industriel, ou un commerçant, ou un ouvrier de métier appelés à siéger suivant les cas et la nature des dommages à évaluer.

Les membres de la commission, autres que le président et le délégué du Ministre des Finances, sont désignés par le tribunal civil siégeant en chambre du conseil, qui désignera en même temps, dans chaque catégorie, un ou plusieurs suppléants.

Le tribunal nomme, pour remplir le rôle de greffier auprès de chaque commission, un secrétaire choisi parmi les greffiers ou anciens greffiers, commis ou anciens commis-greffiers et secrétaires ou anciens secrétaires de mairie ou, à défaut, parmi toutes autres personnes qui lui paraîtront justifiées.

La commission ne pourra statuer valablement que si le président et trois membres titulaires ou suppléants assistent à la séance.

Délégué commun
des Ministres.

Architecte, entre-
preneur ou in-
génieur.

Commissaire-pri-
seur ou per-
sonne de com-
pétence analo-
gue.

Agriculteur, in-
dustriel, com-
merçant ou ou-
vrier de métier.

Désignation de
ces membres.

Suppléants.

Greffier. Choix,
nomination.

Quorum
indispensable.

ART. 22

Lorsqu'il s'agit de dommages causés aux exploitations de mines, minières ou carrières, aux bois et forêts ou aux étangs, la commission est ainsi composée : un président désigné comme il est dit à l'article précédent, un délégué du Ministre des Finances, deux membres choisis par voie de tirage au sort parmi les exploitants de mines, de bois ou d'étangs et un agent des travaux publics ou des eaux et forêts, désigné par les Ministres intéressés, et un délégué mineur, suivant la nature des dommages à évaluer.

Lorsqu'il s'agit de dommages causés aux bateliers, entreprises de transports par voies navigables et remorquage, la commission est ainsi composée : un président désigné par le premier président de la Cour de Paris comme il est dit à l'article précédent, un délégué du Ministre des Finances, un délégué du Ministre des Travaux publics, un constructeur de bateaux ou un batelier. Ces deux derniers membres sont désignés par le comité consultatif de navigation intérieure qui désignera en même temps, dans chaque catégorie, un ou plusieurs suppléants.

**Composition
spéciale :**

1^o Dommages
aux mines, forêts,
étangs, etc.

2^o Dommages
aux bateliers, etc.

ART. 23

Dans chaque département, un comité technique est institué pour établir ou faire établir en matière d'immeubles par des personnes ou des associations compétentes des séries de prix destinées à faciliter, d'une part, le calcul de la perte subie et, d'autre part, la détermination des frais supplémentaires de reconstitution et de la valeur de remplacement.

Ce comité est réuni par les soins du président au plus tard dans le mois qui précède la réunion de toute commission cantonale. Il comprend, outre le préfet ou son représentant, un délégué du Ministre des Travaux publics, un délégué du Ministre des Régions libérées ; les présidents et vice-présidents des tribunaux et chambres de commerce, des associations et comités agricoles, des conseils de prud'hommes du département ; un membre du conseil départemental des bâtiments civils désigné par cette compagnie ; un membre de chacune des sociétés d'architectes et d'ingénieurs existant dans le département.

Les séries de prix sont mises à la disposition des commissions d'évaluation et des tribunaux compétents, qui peuvent en user pour l'évaluation des dommages et la fixation des indemnités.

**Comité technique
départemental.**

Séries de prix.

Réunion.
Composition.

ART. 24

**Dépôt
des demandes.**
a) Au greffe de la
Commission.

b) A la Mairie,
à la Préfecture,
à la
Sous - Préfecture.

Indication
des créanciers.

Avis
aux créanciers.

**Biens
communaux.**

Dépôt
de la demande.

Les intéressés sont admis, dès la publication de l'arrêté préfectoral prononçant l'ouverture des opérations des commissions, à déposer leurs demandes avec pièces à l'appui entre les mains du greffier de la commission cantonale compétente, qui délivrera du tout un récépissé.

Ils peuvent aussi effectuer ce dépôt à la mairie, à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement du dommage. L'administration préfectorale, après examen du dossier le transmet avec son avis au greffe de la commission cantonale, dans le délai de quinzaine.

Lé sinistré devra indiquer, s'il en existe, les noms et domiciles des créanciers hypothécaires, antichérastes, privilégiés, les bénéficiaires de droits d'usage, d'habitation et de servitude foncière, ainsi que les bénéficiaires de promesses de vente.

Ces créanciers seront informés de la demande par les soins du greffier et seront admis à présenter leurs observations devant la commission cantonale et le tribunal des dommages de guerre, dans le délai de quinzaine.

S'il s'agit de biens appartenant aux communes et si le maire n'agit pas dans le délai de trois mois, tout contribuable inscrit au rôle de la commune a le droit de déposer une demande tendant à la réparation des dommages causés aux biens de la commune.

ART. 25

**Femmes mariées,
incapables,
absents, etc.**

RÈGLE GÉNÉRALE

Dans les causes qui intéressent les femmes mariées, les incapables, les absents, et généralement dans tous les cas où il est pourvu à l'administration du patrimoine par un curateur ou administrateur légal ou judiciaire, ainsi que dans les successions bénéficiaires, l'exercice des droits et actions résultant de la présente loi s'effectuera suivant les règles du droit commun, sous les réserves ci-après :

EXCEPTIONS :

1° Tuteurs
et curateurs.

1° Les tuteurs des mineurs et des interdits et les curateurs des mineurs émancipés n'auront devant les juridictions compétentes qu'à justifier d'une délibération motivée du conseil de famille de l'incapable ;

2° Habilitation
de la femme.

2° La constatation, par la juridiction saisie, de l'impossibilité ou du refus du mari d'assister sa femme, même dotale ou commune en biens, suffira à habiliter celle-ci pour tous les actes de la procédure, ainsi que pour l'exécution des décisions rendues.

Toutefois, les modalités du remploi devront respecter les droits de jouissance du mari tels qu'ils résultent du régime matrimonial ;

3° Les administrateurs légaux ou judiciaires, tels que le père, administrateur légal, ou le curateur aux biens de l'absent, ainsi que l'héritier bénéficiaire, sont dispensés de toute autorisation préalable en justice.

Dans les cas visés aux trois alinéas précédents, comme aussi en cas de réparation d'un dommage causé à un bien dotal inaliénable, même si la femme est autorisée de son mari, la décision des commissions compétentes devra toujours être soumise au tribunal des dommages de guerre, qui statuera.

ART. 26

Lorsque le sinistré justifie qu'il n'est en mesure de faire procéder à l'évaluation que d'une partie des dommages causés à ses biens, la commission compétente pourra, sur sa demande, surseoir à statuer aux opérations ou bien procéder à des constatations et évaluations partielles.

ART. 27

Le greffier convoque les parties. Il informe de cette convocation les créanciers hypothécaires, antichrésistes, privilégiés, les bénéficiaires des droits d'usage, d'habitation et de servitude foncière, ainsi que les bénéficiaires de promesse de vente, le tout par pli recommandé avec avis de réception. L'Etat est appelé en la personne du préfet ou de son délégué.

Le président peut faire compléter les dossiers.

La commission entend les parties et les intéressés. Elle peut entendre également toutes personnes ayant une compétence spéciale pour l'évaluation de certains dommages et ordonner toutes expertises et mesures d'instruction qui lui paraîtraient utiles. Elle peut se transporter sur les lieux et déléguer, à cet effet, deux ou plusieurs de ses membres.

Les parties peuvent se faire assister ou représenter par un membre de leur famille, parent ou allié, ou par un avocat inscrit au barreau, ou par un officier ministériel.

Sont applicables à la présente loi les dispositions des articles 26 de la loi du 12 juillet 1905 et 96 de la loi du 13 juillet 1914.

3° Dispense d'autorisation de justice.

Obligation de soumettre la décision au Tribunal des dommages.

Constatations et évaluations partielles.

Procédure devant les Commissions.

Convocation des parties et avis aux créanciers.

Dossiers.

Audition des parties, des intéressés, etc.

Expertises et mesures d'instruction. Transports sur lieux.

Assistance ou représentation des parties.

ART. 28

**Décisions
des Commissions.**

En cas
de conciliation.

En cas de
non-conciliation.

Avis des décisions
aux parties.

Délai pour porter
les contesta-
tions devant le
Tribunal.

Déclaration sai-
ssant le Tri-
bunal.

Transmission du
dossier au greffe
du Tribunal.

La commission s'efforce de concilier les parties, constate, s'il y a lieu, leurs accords et décide s'ils doivent être homologués. Dans ce cas, la conciliation est acquise ; il en est établi un procès-verbal motivé et l'évaluation est définitive.

Dans le cas de non-conciliation, la commission dresse procès-verbal des demandes et dires des parties et de leur désaccord. Elle constate la réalité et l'importance des dommages, par catégories, conformément à l'article 2 de la présente loi, avec une évaluation distincte pour chacun des éléments qui les constituent.

Le greffier adresse aux parties, par pli recommandé avec accusé de réception, un avis sommaire des décisions de la commission et les prévient en même temps qu'elles ont un délai d'un mois à dater du jour de réception de cet avis pour prendre connaissance, au greffe, de leur dossier et pour porter, s'il y a lieu, leurs contestations devant le tribunal des dommages de guerre.

Ce tribunal est saisi par une déclaration inscrite par les parties ou leur mandataire muni d'un pouvoir spécial, sur registre tenu par le greffier dudit tribunal, qui délivrera récépissé de la déclaration.

Le procès-verbal de la commission cantonale, l'état des lieux et toutes les pièces du dossier sont alors transmis par le greffier de cette commission au greffe du tribunal des dommages de guerre.

ART. 29

**Tribunaux
des Dommages
de guerre.**

Institution.

Installation pro-
visoire.

Division
en chambres.

Il est créé, à titre temporaire, au chef-lieu de chacun des arrondissements dans lesquels ont été constituées des commission cantonales, un tribunal des dommages de guerre.

Si, par suite de circonstances, un tribunal ne peut pas être établi à son siège, il sera provisoirement installé dans un arrondissement voisin.

Le tribunal peut être divisé en autant de chambres que les besoins le comportent. Les affaires sont distribuées entre les chambres par le président de la première chambre ; les affaires concernant le même canton sont, autant que possible, distribuées à la même chambre.

Chaque chambre de ce tribunal est composée :

1° D'un président, désigné par décret, sur la proposition du Ministre de la Justice, parmi les magistrats honoraires ou en activité des cours d'appel et des tribunaux de première instance ;

2° De deux membres et de deux suppléants désignés dans les mêmes conditions que le président et choisis parmi les magistrats en activité ou honoraires des cours d'appel et des tribunaux de première instance et des conseils de préfecture, les anciens bâtonniers de l'ordre des avocats, les professeurs des facultés de droit, les anciens présidents de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la cour de cassation, des chambres d'avoués et de notaires ;

3° De deux membres et de deux suppléants tirés au sort au début de chaque session de deux mois, sur une liste de vingt membres désignés par le conseil général.

Le tribunal ne peut statuer valablement que si trois membres sont présents, y compris le président.

Le tribunal est assisté d'un greffier nommé par arrêté du Ministre de la Justice.

ART. 30

Le tribunal prononce sur la réalité et l'importance des dommages, par autant de décisions distinctes qu'il y a de catégories, conformément à l'article 2 de la présente loi, avec une évaluation distincte pour chacun des éléments qui les constituent.

Il statue sur toutes les questions s'y rattachant et fixe définitivement le montant des indemnités.

Si les règles instituées par la présente loi et par les décrets et arrêtés rendus pour son exécution n'ont pas été observées, il annule les opérations irrégulières, soit d'office, soit sur la demande des intéressés. Lorsque l'annulation est prononcée, le tribunal peut, suivant les circonstances et l'état du dossier, renvoyer l'affaire devant la commission cantonale ou procéder lui-même à l'évaluation des dommages et à la fixation de l'indemnité.

Le tribunal statue sur mémoires et en dernier ressort après rapport par l'un des juges. Les parties peuvent, sur leur demande, présenter elles-mêmes de brèves observations orales ou les faire présenter par un membre de leur famille, parent ou allié, par un avocat régulièrement inscrit, par un officier ministériel dans sa circonscription, par le délégué d'une association de sinistrés régulièrement constituée.

Composition de chaque chambre.

1° Président.
Désignation.
Choix.

2° Deux membres
et 2 suppléants.
Désignation.
Choix.

3° Deux membres
et 2 suppléants
tirés au sort.

Quorum
indispensable.

Greffier.
Désignation.

Attributions.

Décisions et évaluations distinctes des dommages.

Fixation définitive des indemnités.

Annulation des opérations irrégulières.

Procédure.

**Jugement
en audience
publique.**

Le rapport sera lu et le jugement prononcé en audience publique.

ART. 31

Allocations aux
membres et
greffiers des com-
missions et tribu-
naux.

Il est alloué aux membres des commissions cantonales et du tribunal des dommages de guerre, ainsi qu'à leurs greffiers, des indemnités qui seront fixées par arrêté pris d'accord entre le Ministre de la Justice, le Ministre des Finances et le Ministre des Régions libérées.

ART. 32

Moyens de preuve

Présomptions.

Témoignages.

Extraits ou copies
d'actes.

Tout moyen de preuve, même par simples présomptions, est admis pour établir la réalité et l'importance des dommages, quels qu'ils soient, visés par la présente loi.

Les parents et les domestiques peuvent être entendus comme témoins.

La commission cantonale et le tribunal des dommages de guerre peuvent ordonner la délivrance des extraits, expéditions, copies d'actes publics ou privés, de registres et de livres de commerce et, en général, de toutes pièces propres à établir la réalité et à permettre l'évaluation du dommage.

Enquêtes,
expertises,
délais.

Ils fixent les délais dans lesquels les enquêtes, expertises et autres mesures d'instruction doivent être terminées. Les experts qui ne se conformeront pas au délai qui leur est imparti peuvent être révoqués.

ART. 33

**Litiges sur le fond
du droit ou de
la qualité de
l'attributaire.**

S'il y a litige sur le fond du droit ou sur la qualité de l'attributaire et toutes les fois qu'il s'élève des difficultés étrangères à la fixation du montant de l'indemnité, l'indemnité est réglée indépendamment des litiges et difficultés sur lesquels les parties sont renvoyées à se pourvoir devant qui de droit.

ART. 34

Calcul des délais.

Les délais sont comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du code de procédure civile.

ART. 35

Les décisions, ainsi que les extraits ou copies, grosses ou expéditions qui en seront délivrés, et spécialement tous les actes de procédure auxquels donnera lieu l'application de la présente loi devant les commissions cantonales et devant le tribunal des dommages de guerre, sont dispensés des formalités du timbre et de l'enregistrement. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de la présente loi.

Dispense des formalités du timbre et de l'enregistrement.

Toutefois, au cas où les parties produiraient à l'appui de leurs prétentions, soit des actes non enregistrés et qui seraient du nombre de ceux dont les lois ordonnent l'enregistrement dans un délai déterminé, soit des actes et titres rédigés sur papier non timbré, contrairement aux prescriptions des lois sur le timbre, la commission cantonale ou le tribunal des dommages de guerre devront, conformément à l'article 16 de la loi du 23 août 1871, ordonner d'office le dépôt de ces actes au greffe pour y être immédiatement soumis à la formalité de l'enregistrement ou du timbre,

Limitation à cette règle.

ART. 36

Les décisions du tribunal des dommages de guerre peuvent être l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat, pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Recours devant le conseil d'Etat.

Le délai est de deux mois à dater de la signification par huissier de la décision, à la requête de la partie la plus diligente. Le recours est déposé au greffe du tribunal des dommages de guerre.

Délai de deux mois.
Dépôt du recours.

La décision qui prononce l'annulation désigne un tribunal pour statuer à nouveau sur la demande d'indemnité.

Annulation, désignation d'un nouveau tribunal.

ART. 37

L'action en répartition des dommages visés à l'article 2 est prescrite deux ans après la signature de la paix, sauf le cas de force majeure.

Prescription de l'action en réparation.

Si les commissions et le tribunal institués par la présente loi sont dissous au moment où l'action est introduite, elle sera portée devant le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat.

Cas de dissolution des commissions et tribunaux.

ART. 38

Incompatibilités. Les fonctions de membre d'un tribunal des dommages de guerre sont incompatibles avec celle de membre d'une commission cantonale, avec la qualité d'attributaire dans le ressort du tribunal et l'exercice d'un mandat électif.

ART. 39

Secret
professionnel.

Est tenue au secret professionnel, dans les termes de l'article 378 du code pénal, et passible des peines prévues audit article, toute personne appelée, à l'occasion de ses fonctions ou attributions, à intervenir dans la procédure instituée par la présente loi.

ART. 40

Organisation et
fonctionnement
des greffes.

Dans le délai d'un mois après la promulgation de la présente loi, il sera statué, par décret rendu sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre des Régions libérées, sur les détails de l'organisation et du fonctionnement des greffes près les commissions cantonales et les tribunaux des dommages de guerre.

ART. 41

Délivrance des
extraits
de décisions.

Il est délivré à l'attributaire, sur sa demande et dans le délai de quinzaine, par le greffier de la commission cantonale ou du tribunal des dommages de guerre, un extrait pour chacune des décisions qui le concernent. Cet extrait porte indication du nom de l'attributaire, de la catégorie et de la nature des dommages, du montant de la perte subie et, s'il y a lieu, de la somme correspondant à la dépréciation résultant de la vétusté et des frais supplémentaires de reconstitution ou de remplacement.

Délivrance de cer-
tificats de non-
appel et de non-
poursuites.

Des certificats de non-appel et de non-poursuites devant le Conseil d'Etat sont délivrés dans les mêmes conditions par les greffiers des commissions cantonales et des tribunaux des dommages de guerre.

ART. 42

Au cours de la procédure d'évaluation de l'indemnité en réparation des dommages subis par les concessionnaires de services publics de l'Etat, des départements et des communes, il pourra être apporté, sur l'initiative de l'autorité concédante ou des concessionnaires, des modifications à la convention et aux cahiers des charges, notamment pour améliorer les conditions d'exploitation, sous réserve des droits et des intérêts des concessionnaires dans le cas où ces modifications aggraveraient les charges de la concession primitive. A défaut d'accord dans les trois mois qui suivront la décision, le droit de rachat sera ouvert de plein droit à l'autorité concédante.

Il sera procédé au rachat dans les conditions fixées par le cahier des charges si le rachat est prévu et, dans le cas contraire, à dire d'experts, en se basant dans tous les cas sur les résultats de l'exploitation des cinq dernières années ayant précédé l'année 1914. L'autorité concédante sera, en cas de rachat, subrogée de plein droit au concessionnaire dans les droits ouverts par la présente loi.

Concessionnaires
de
Services publics.

Modifications à la
convention et
aux cahiers des
charges.

Droit de rachat.

Conditions
du rachat.

Subrogation de
l'autorité
concédante.

TITRE IV

DU PAYEMENT

ART. 43

Lorsqu'une décision définitive est intervenue au sujet des Finances et des Régions libérées ; il peut également, avec l'autorisation motivée du tribunal civil donnée en l'article 2 ou pour les dommages visés à l'article 15, chacun des extraits délivrés à l'attributaire conformément à la réparation de la perte subie. Ce titre n'est pas négociable ; il peut faire l'objet d'avances dans les conditions qui seront déterminées par arrêtés pris par les Ministres d'une ou plusieurs des catégories de dommages énoncées à l'article 41 est, sur sa demande, échangé, dans le délai de

Titres

—
Echange des
extraits de
décision contre
des titres.

Non négociabilité
Avances possibles
Transport ou remise en nantissement.

deux mois et par les soins du Ministre des Finances, contre un titre constatant le montant de la somme attribuée pour la réparation de la perte subie. Ce titre n'est pas négociable ; il peut faire l'objet d'avances dans les conditions qui seront déterminées par arrêté pris par les Ministres des Finances et des Régions libérées ; il peut également avec l'autorisation motivée du tribunal civil donnée en chambre du conseil après avis du ministère public, être transporté conformément aux prescriptions des articles 1689 et suivants du code civil ou remis en nantissement aux termes des articles 2071 et suivants du même code.

Titre complémentaire] (immeubles).

L'attributaire qui effectue le remploi dans les conditions et suivant les modalités prévues aux articles 4 et 5 de la présente loi, ou qui use ultérieurement de la faculté qui lui est réservée par l'article 9, reçoit, dans les mêmes conditions, un titre complémentaire indiquant le montant des frais supplémentaires qui lui sont attribués.

Titre complémentaire (meubles)

Un titre complémentaire analogue est délivré pour l'excédent de la valeur de remplacement sur le montant de la perte subie, en ce qui concerne les biens meubles visés aux n^{os} 1 à 4 du paragraphe 4 de l'article 13. Pour les meubles visés aux trois premiers numéros dudit paragraphe, la remise du titre complémentaire est subordonnée à la reprise de l'exploitation.

Titre complémentaire spécial (dépréciation de vétusté).

Donnent lieu à délivrance d'un titre spécial constatant le droit de l'attributaire à l'avance prévue par le paragraphe 5 de l'article 5 de la présente loi, les sommes correspondant à la dépréciation résultant de la vétusté qui sont indiquées par l'extrait de la décision définitive.

Titre spécial (réparation des prélèvements en espèces amendes, etc... Intérêts.

Dans le délai de deux mois, il est remis un titre spécial en échange de l'extrait de la décision définitive concernant la réparation, en capital et intérêts à 5 p. % l'an, à dater du jour où s'est produit le dommage, des prélèvements en espèces, les amendes et contributions de guerre imposés par les autorités ou les troupes ennemies. Les sommes dues de ce chefs sont, sur la présentation de ce titre, versées en espèces à l'attributaire.

ART. 44

Paiement.

—
EN CAS DE
REMPLOI DE
RECONSTITUTION
—

Perte subie.

Si l'attributaire procède au remploi en ce qui concerne soit les immeubles dans les conditions prévues aux articles 4 et 5, soit les biens meubles, ou s'il prend, devant la commission cantonale ou le tribunal des dommages de guerre, l'engagement de procéder à ce remploi ou à cette reconstitution, il a droit, sans justification, dans le délai de deux mois à dater de la remise du titre, à un premier acompte

de 25 p. % sur la somme allouée pour la perte subie, sans que cet acompte puisse être inférieur à 3.000 francs si la perte subie est égale ou supérieure à ce chiffre, ni supérieur à 100.000 francs, à moins qu'il ne justifie devant le tribunal des dommages de guerre d'un emploi ou de besoins immédiats plus considérables, notamment par la production de quittances, comptes, factures, notes de livraisons ou commandes acceptées par les fournisseurs.

Le solde du montant de la perte subie lui est versé par acomptes successifs, au fur et à mesure de la justification des travaux exécutés ou des achats effectués, dans les conditions prévues au paragraphe précédent. Chacun des versements a lieu dans le délai de deux mois de la justification.

Quand le paiement de la perte subie est totalement effectué, le montant des frais supplémentaires est versé dans les mêmes conditions, sur la présentation du titre complémentaire.

Frais
supplémentaires.

Il en est de même pour l'excédent de la valeur de remplacement sur le montant de la perte subie en ce qui concerne les biens meubles visés aux n°s 1 à 4 du paragraphe 4 de l'article 13.

Lès sommes allouées à l'attributaire pour la réparation des dommages causés aux meubles visés au paragraphe 2 de l'article 13 de la présente loi seront payées après épuisement de toutes autres sommes dues audit attributaire à quelque titre que ce soit.

Si, après affectation du montant des frais supplémentaires à la reconstruction d'immeubles ou à la reconstitution d'une exploitation, l'attributaire use de la faculté qui lui est réservée par le paragraphe 5 de l'article 5, la somme correspondant à la dépréciation résultant de la vétusté lui est versée sur la présentation du titre spécial, au fur et à mesure des justifications d'emploi.

Sommes corres-
pondant à la
dépréciation de
vétusté.

Indépendamment de l'application des dispositions ci-dessus et avant toute évaluation des dommages de guerre, il peut être alloué aux sinistrés, pour répondre aux besoins les plus urgents, des avances dont les conditions d'attribution sont fixées de concert par le Ministre des Régions libérées et par le Ministre des Finances.

Avances
aux sinistrés.

ART. 45

Dans le cas où l'attributaire n'a droit qu'au montant de la perte subie, s'il déclare dans le délai de deux ans, devant la commission cantonale ou devant le tribunal des dom-

EN CAS DE
RÉINVESTISSE-
MENT.

Paiement
(Acomptes suc-
cessifs).

mages de guerre, vouloir destiner l'indemnité à un usage immobilier, agricole, industriel, commercial, ou à l'exercice d'une profession sur un point quelconque du territoire, l'indemnité représentative de la perte subie lui est également versée par acomptes successifs, au fur et à mesure de la justification des travaux exécutés ou des achats effectués.

EN CAS DE NON-
RÉINVESTISSE-
MENT (BIENS
MEUBLES).

Paiement en dix
termes annuels
égaux.

Sauf les cas prévus par l'article 8, si l'attributaire ne destine pas l'indemnité à un usage immobilier, agricole, industriel, commercial ou à l'exercice d'une profession, le paiement est fait en dix termes annuels égaux, le premier terme étant payable trois mois après la remise du titre de créance et les termes suivants de douze en douze mois.

ART. 46

**Libération
en nature.**

1° Immeubles
par nature.

L'Etat peut se libérer par l'un des moyens suivants, si les attributaires y consentent :

En ce qui concerne les immeubles par nature, par la dation d'un autre immeuble de même nature et de même valeur situé dans le canton du dommage ou les cantons limitrophes ;

2° Immeubles
par destination
ou meubles
d'utilité indus-
trielle, agricole,
etc.

En ce qui concerne les immeubles par destination et les meubles ayant une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique, par une fourniture similaire de même valeur ;

En ce qui concerne les autres meubles, par la remise d'objets mobiliers de même nature et de même valeur.

3°
Autres meubles.

L'Etat peut également se libérer, pour totalité ou partie, en faisant exécuter à ses frais les travaux de restauration des immeubles ou meubles endommagés ou en fournissant les matériaux pour cette restauration.

**Exécution des
travaux ou four-
niture des maté-
riaux par l'Etat.**

Il a également la faculté de se rendre acquéreur, pour tout ou partie, des immeubles endommagés ou détruits. A défaut d'accord amiable, le prix est déterminé suivant les règles prescrites au titre précédent pour l'évaluation de l'indemnité en tenant compte de la valeur du sol et en y comprenant tous les éléments prévus au cas de remploi, si le vendeur prend l'engagement de l'effectuer dans les conditions précisées à l'article 5 de la présente loi. Le paiement aura lieu, suivant les cas, comme il est dit aux articles 44 et 45.

**Acquisition par
l'Etat des im-
meubles en-
dommagés ou
détruits.**

Fixation du prix.

Paiement.

**Obligation pour
l'Etat de rendre
acquéreur.**

L'Etat devra se rendre acquéreur des immeubles, après tentative de conciliation, si la remise en état du sol dépasse la valeur du terrain, déprécié dans son utilisation, en

tenant compte, s'il y a lieu, de la dépréciation qui pourrait en résulter pour le surplus de l'immeuble, en cas d'acquisition partielle.

L'Etat a, dans tous les cas et à tout moment, la faculté de se libérer par anticipation.

Si l'attributaire est débiteur de l'Etat à quelque titre que ce soit, même pour le paiement de ses contributions, la somme ainsi due par lui sera sur sa demande, imputée à valoir sur le montant de son indemnité et ne sera pas exigible avant que ce montant n'ait été déterminé.

Libération anticipée.

Attributaire débiteur de l'Etat.

ART. 47

Les sommes dues par l'Etat pour la réparation de la perte subie, à l'exception de celles dues pour les dommages causés aux maisons de plaisance et aux meubles visés au paragraphe 2 de l'article 13, produisent, à partir du 11 novembre 1918, un intérêt de 5 p. % l'an qui est payé trimestriellement et en espèces à l'attributaire.

Toutefois, pour les dommages causés aux marchandises, récoltes, produits, approvisionnements, et à celles des matières premières qui ne bénéficient pas des dispositions du paragraphe 4, n^{os} 1, 2 et 3 de l'article 13, les intérêts courent six mois après la date du dommage.

Pour les dommages causés à ces marchandises, récoltes, produits et approvisionnements et à ces matières premières pendant l'occupation ennemie, on prendra la date de l'invasion.

**Perte subie.
Intérêts.**

Règle générale.

Exceptions :
1^o Maisons de
plaisance.

2^o Point de départ
spécial.

3^o Dommages
causés pendant
l'occupation.

ART. 48

Le paiement des indemnités, des intérêts et des avances sera effectué directement par l'Etat ou sous sa garantie. Au cas où l'Etat ferait appel au concours d'établissements financiers, les conventions passées seront soumises à la ratification des Chambres.

**Paiement direct
par l'Etat.**

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 49

Cession ou délégation du droit à indemnité.

Exemption
fiscale.

Cession à certaines sociétés de crédit, coopératives, etc.

Prêts par ces sociétés à des conditions spéciales.

En cas de emploi et de réinvestissement, le droit à indemnité peut être cédé ou délégué, dans les conditions prévues par les articles 1869 et suivants du code civil, avec l'autorisation motivée du tribunal civil donnée en chambre du conseil après avis du ministère public ; les actes constatant la cession ou la délégation sont exempts de tous droits de timbre et d'enregistrement.

La même disposition est applicable lorsque la cession est faite à une société de crédit immobilier, à une coopérative ou à une société d'habitations à bon marché ayant assumé les charges de la reconstitution de l'immeuble, ou encore à l'une des sociétés ou œuvres de bienfaisance spécialement agréée à cet effet par le Ministre chargé de la reconstitution des régions libérées.

Lorsque les attributaires d'une indemnité ont cédé leur droit à une société de crédit immobilier, à une coopérative ou à une société d'habitations à bon marché, celle-ci peut leur consentir les prêts nécessaires à la reconstitution de l'immeuble, sans qu'ils aient ni à justifier de la possession d'une valeur équivalente au cinquième du montant du prêt, ni à fournir une garantie hypothécaire, ni à contracter une assurance sur la vie.

ART. 50

Résiliation possible de la vente du sol.

L'attributaire qui a, antérieurement à la promulgation de la présente loi, vendu le sol sur lequel l'immeuble était construit, peut, s'il souscrit à la condition de emploi, demander au tribunal civil, statuant en chambre du conseil, la résiliation de la vente, à charge par lui de rembourser à son acquéreur le prix payé et les loyaux coûts du contrat.

ART. 51

Le tribunal des dommages de guerre a compétence pour réduire souverainement et en dernier ressort, même d'office, nonobstant toute convention contraire, les sommes réclamées à l'attributaire par les mandataires et hommes de l'art auxquels il aurait eu recours pour la défense de ses intérêts ainsi que par les experts.

La réduction ne pourra être demandée ou prononcée d'office que dans le délai de deux ans à compter de la fixation de l'indemnité.

Les sommes payées sont sujettes à répétition.

**Réduction
des honoraires.**

Délai pour demande de réduction.

Répétition possible.

ART. 52

Peut être déchu à tout moment, en totalité ou en partie, du droit à l'indemnité :

1° Tout individu condamné contradictoirement ou par contumace pour un des crimes ou délits prévus par les articles 204, 205, 208, 238 et 239 du code de justice militaire pour l'armée de terre, ou par les articles 262, 263, 264, 265, 316 et 317 du code de justice militaire pour l'armée de mer ;

2° Tout Français ou tout sujet français insoumis ou déserteur pendant la guerre. Dans ce dernier cas, comme dans celui de condamnation par contumace prévu au paragraphe ci-dessus, la déchéance du droit à indemnité sera rapportée de plein droit si l'insoumis, le déserteur ou le contumax bénéficient ultérieurement d'un jugement d'acquiescement pour le crime ou délit qui a entraîné le prononcé de la déchéance. Ni la prescription de la peine ni la prescription du crime ou du délit ne pourront relever les intéressés de cette déchéance.

**Cas de déchéance
du droit
à l'indemnité.**

1°
Condamnations pour certains crimes ou délits militaires.

2° Insoumission ou désertion pendant la guerre.

ART. 53

Peut être déchu à tout moment, en totalité ou en partie, du droit à indemnité :

1° L'attributaire qui aura fait de l'indemnité un usage contraire aux conditions de remploi auxquelles elle est subordonnée ;

2° L'attributaire qui aura cédé ou compromis contrairement aux dispositions de l'article 1321 du code civil ;

3° Tout réclamant qui aura négligé volontairement de

**Autres cas de
déchéance :**

1° Usage de l'indemnité contraire aux conditions du remploi.

2° Cession ou compromission contraire à l'art. 1321 C. civ.

3° Non-déclaration d'indemnité reçue ou fausse déclaration.

Répétition.

déclarer qu'il a déjà reçu une indemnité provenant d'une assurance ou qui aurait intentionnellement fait une fausse déclaration.

Dans ces trois cas, la répétition des sommes indûment cédées ou perçues sera en outre poursuivie.

ART. 54

Tribunaux compétents pour prononcer cette déchéance.

Les déchéances prévues aux articles 52 et 53 sont prononcées par les tribunaux ordinaires à la requête du ministère public, à l'exception de la déchéance prévue au 1° de l'article 53, qui est prononcée par le tribunal des dommages de guerre à la requête du représentant de l'Etat.

ART. 55

Avis de la remise en marche des établissements.

Reprise du travail.

L'industriel ou le commerçant qui aura reconstitué totalement ou partiellement son établissement dans les conditions prévues au titre II de la présente loi sera tenu, quinze jours avant la remise en marche de l'établissement, d'en donner avis au Ministre du Travail, qui lui délivrera récépissé et prendra toutes dispositions utiles pour porter cet avis à la connaissance des ouvriers ou employés qu'occupait l'industriel ou le commerçant. Dans le mois qui suivra la déclaration, les ouvriers ou les employés pourront reprendre le travail dans l'ordre de leur inscription et dans la mesure des besoins de l'exploitation.

ART. 56

Droit de priorité pour l'obtention et le transport des matériaux et l'obtention la main-d'œuvre.

Un droit de priorité, par préférence à tous autres, est accordé aux sinistrés, pour l'obtention et le transport des matériaux, matières premières et matériel, ainsi que pour l'obtention de la main-d'œuvre dont ils auront besoin pour effectuer le emploi. Ce droit de priorité sera réglementé par un décret qui devra intervenir dans le mois de la promulgation de la présente loi.

ART. 57

A titre transitoire, les décisions déjà prises par les commissions cantonales, conformément aux dispositions des

articles 3 à 8 du décret du 20 juillet 1915, et par les commissions départementales, conformément aux dispositions des titres II et III du même décret, seront, sur la demande soit du préfet, soit des attributaires ou de leurs ayants droit, révisées et complétées s'il y a lieu, suivant les prescriptions de la présente loi. Elles pourront, en tout cas, faire l'objet de contestations devant le tribunal des dommages de guerre, dans le délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi.

Revision des décisions des commissions antérieures.

Contestations.

ART. 58

Si des sociétés se constituent en vue de relever les établissements ou les immeubles détruits, elles recevront, au cas de non-emploi par l'allocataire, même à défaut de cession consentie par lui, le montant des frais supplémentaires, aux lieu et place du fonds commun institué au paragraphe 2 de l'article 7 de la présente loi.

Attribution des frais supplémentaires à des sociétés de reconstruction.

ART. 59

Les frais de réfection du cadastre, de délimitation et, s'il y a lieu, de remembrement nécessités par les faits de la guerre sont à la charge de l'Etat.

Frais de réfection du cadastre à charge de l'Etat

ART. 60

Les frais de déblaiement de tous les immeubles, de recherche et d'enlèvement des projectiles non éclatés sont également à la charge de l'Etat, qui pourra y procéder d'office, d'accord avec la municipalité, sans autorisation des propriétaires. L'Etat devient propriétaire des matériaux.

Frais de déblaiement et d'enlèvement des projectiles à la charge de l'Etat

L'Etat sera responsable des accidents que pourrait produire l'explosion de projectiles non éclatés.

Responsabilité de l'Etat en cas d'accidents.

ART. 61

Les frais d'établissement des plans d'alignement et de nivellement des voies publiques de toutes catégories qui devront être dressés en vue de la reconstitution des immeubles détruits dans les communes ou les parties de communes atteintes par les faits de la guerre sont à la charge de l'Etat.

Frais d'établissement des plans d'alignement et de nivellement à la charge de l'Etat.

Voies dont le sol appartient aux communes ou aux départements. (Subventions.)

Les subventions inscrites au budget du Ministère chargé de la reconstitution des régions libérées pourront, pour les dépenses d'application immédiate des plans d'alignement et de nivellement, être accordées par le Ministre aux communes, en ce qui concerne les voies dont le sol leur appartient et aux départements en ce qui concerne les routes départementales.

Ces subventions seront notamment applicables à l'acquisition des terrains nus ou des bâtiments actuellement ruinés ou gravement endommagés compris dans les alignements. Le prix d'acquisition de ces terrains et bâtiments sera, à défaut d'entente amiable, fixé par un jury composé de quatre jurés dans les conditions fixées par l'article 16 de la loi du 21 mai 1836, quel que soit le caractère de la voie publique à laquelle ces terrains et bâtiments doivent être incorporés.

Le taux desdites subventions sera déterminé suivant un barème fixé en un décret contresigné par le Ministre des Finances et par le Ministre des Régions libérées.

ART. 62

Hygiène publique : Dépenses supportées par l'Etat.

Les dépenses résultant des améliorations apportées à l'hygiène publique des agglomérations, par application du règlement d'administration publique prévu à l'article 5, sont à la charge de l'Etat.

ART. 63

Prise en charge par l'Etat des emprunts de guerre communaux.

Les sommes restant dues par les communes, en France, sur les emprunts contractés par elles pour des faits de guerres antérieures sont prises en charge par l'Etat, à dater de la promulgation de la présente loi.

ART. 64

Loi spéciale :
—
Baux et loyers.

Une loi spéciale réglera les droits et obligations résultant des baux concernant les immeubles atteints par les faits de la guerre ainsi que ceux des places fortes ou localités dont les habitants ont été évacués par l'autorité militaire.

ART. 65

Une loi spéciale réglera les conditions dans lesquelles

sera ouvert le droit à réparation des dommages causés aux fonds de commerce.

ART. 66

Une loi spéciale déterminera les conditions dans lesquelles s'exercera le droit à la réparation :

1° Des dommages résultant des faits de la guerre causés aux personnes ;

2° Des dommages dont quiconque aurait eu à souffrir sur sa personne ou sur ses biens, par suite d'accidents qui se seront produits :

a) Dans les arsenaux, manufactures, dépôts de munitions de l'Etat ;

b) Dans les usines privées travaillant pour la défense nationale, lorsque la réparation n'en pourra être obtenue par le recours de droit commun. L'Etat sera subrogé aux droits, actions et privilèges de la victime du dommage, pour le recouvrement des avances qu'il aura dû consentir à celle-ci en vue de subvenir à ses besoins les plus urgents.

ART. 67

Pendant les trois années qui suivront la cessation des hostilités, les habitants des régions atteints par les faits de la guerre qui disposeront dans leur habitation personnelle de locaux susceptibles d'être loués ou sous-loués meublés aux visiteurs de passage pourront, dans chaque commune, former un syndicat sous le régime de la loi du 21 mars 1884.

Les logements offerts devront répondre aux conditions prescrites par la commission départementale d'hygiène et seront soumis à son contrôle.

La liste de ces logements avec les conditions de prix, approuvées par l'Office national du tourisme, sera tenue à la disposition de tous demandeurs à la mairie.

ART. 68

La présente loi est applicable aux colonies et pays de protectorat. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de cette application.

Les indemnités accordées pour la réparation des dommages causés par les faits de la guerre dans les colonies seront imputés sur les crédits ouverts au budget général de l'Etat.

Loi spéciale :

Fonds
de commerce.

Loi spéciale :

1° Dommages
aux personnes.

2° Dommages
accidentels.

a) Dans les arsenaux.

b) Dans les usines

Syndicat de location des locaux meublés.

Conditions que devront remplir ces logements.

Listes et prix.

Application de la loi aux colonies et protectorats.

ART. 69

Modification
à l'art. 4 de la loi
du 5 juillet 1917.

Le premier paragraphe de l'article 4 de la loi du 5 juillet 1917, relative à la constatation de l'état des lieux susceptibles de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre, est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, quand l'expert de l'Etat aura été désigné par le préfet dans les conditions fixées par l'article 1^{er}, le procès-verbal de la visite et l'état descriptif des lieux seront déposés à la préfecture. Il sera délivré un récépissé de ce dépôt. »

ART. 70

Abrogation de
textes antérieurs.

Sont et demeurent abrogés les décrets du 4 février 1915, modifié par les décrets en dates des 8 et 27 avril 1915, du 24 mars 1915, modifié par le décret en date du 22 avril 1915, et du 20 juillet 1915, ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 avril 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre,
Georges CLEMENCEAU.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Louis NAIL.

Le Ministre des Affaires étrangères,
Stephen PICHON.

Le Ministre des Finances,
L.-L. KLOTZ.

Le Ministre de l'Intérieur,
J. PAMS.

Le Ministre des Colonies,
Henry SIMON.

Le Ministre de la Reconstitution industrielle,
LOUCHEUR.

Le Ministre des Régions libérées,
A. LEBRUN.

